

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 12 AVRIL 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 12 APRIL 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 17 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance : M. Guy Verhofstadt

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles figureront sur le site web de la Chambre et seront insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Devoirs de mandat : Johan Vande Lanotte

Raisons de santé : Greet Van Gool et Greta D'hondt

À l'étranger : Maggie De Block et Pieter De Crem

Gouvernement fédéral

Karel De Gucht, ministre des Affaires étrangères : en mission à l'étranger

Marc Verwilghen, ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique : en mission à l'étranger (Lybie)

Bruno Tobback, ministre de l'Environnement et des Pensions : en mission à l'étranger (Maroc)

Vincent Van Quickenborne, secrétaire d'État à la Simplification administrative : en mission à l'étranger (Washington)

Gisèle Mandaila Malamba, secrétaire d'État aux Familles et aux Personnes handicapées : à l'étranger (Congo)

Questions

01 Question de M. Servais Verherstraeten au premier ministre sur "les nominations effectuées par le gouvernement" (n° P1879)

01.01 Servais Verherstraeten (CD&V) : Un journal titre aujourd'hui que de belles promotions sont promises aux chefs de cabinet de la coalition violette et ce type de communiqués est de plus en plus fréquent. Notre pays se caractérisait jadis par la « pilarisation » et les nominations politiques mais je pensais que nous étions sur la bonne voie, celle d'une saine dépolitisation. Il y a huit ans, le premier ministre en avait fait une priorité mais, depuis quelques mois ou quelques semaines, de plus en plus de membres éminents des cabinets sont sur les rangs pour obtenir une nomination importante.

Pourquoi procède-t-on encore à autant de nominations en fin de législature? Que signifie la déclaration du porte-parole du premier ministre qui a déclaré que les nominations se font conformément au plan Copernic ? À combien de nominations a-t-il été procédé dans l'intervalle ?

01.02 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Autrefois, aucune procédure de sélection n'était prévue pour les nominations importantes. Depuis la réforme Copernic, chaque candidat passe par une procédure organisée par le Selor. La sélection se fonde sur les compétences et non plus sur les relations des candidats. Si toutes les nominations ne sont pas confiées au Selor, celles à laquelle M. Verherstraeten fait

allusion ont bel et bien été organisées par cet organe dans le respect scrupuleux de la procédure. Les candidats sont soumis à un test objectif et sont évalués par un jury composé par le Selor. La seule modification apportée à la procédure visait à se conformer à un arrêt du Conseil d'État. L'évaluation externe par un jury unilingue du rôle linguistique du candidat a été remplacée par une procédure faisant appel à un jury bilingue. Le ministre ne rencontre en personne que les candidats à la présidence d'un SPF.

La procédure sera également strictement respectée lors des nominations futures.

La notoriété de certains candidats sélectionnés illustre non pas la procédure suivie mais peut-être, en revanche, la compétence de ces personnes.

01.03 Servais Verherstraeten (CD&V) : Je ne mets en doute la compétence de personne mais la coalition violette avait fait de la dépolitisation un de ses objectifs majeurs. Il a même été procédé à ce sujet à une consultation populaire onéreuse comportant des questions évidentes auxquelles les citoyens ont apporté des réponses tout aussi évidentes. Cela n'a pas empêché la première violette de procéder à des nominations politiques et la situation a empiré sous la seconde. Les règles qui président aux nominations ont été redéfinies de sorte qu'il n'y a plus d'évaluations mais des interviews réalisées par une commission sous la présidence du Selor. Le Conseil des ministres peut influencer sur la composition du Selor, permettant ainsi une cascade de nominations politiques. Je puis d'ores et déjà annoncer qui seront les prochains sélectionnés.

Les règles énoncées par le premier ministre relèvent de la pure théorie.

01.04 Guy Verhofstadt, premier ministre (en néerlandais) : Le CVP n'a bien évidemment jamais procédé à des nominations politiques.

01.05 Servais Verherstraeten (CD&V) : J'observe que le ministre aime encore à faire de l'opposition, même après huit ans. Je lui souhaite de pouvoir continuer après le 10 juin.

01.06 Melchior Wathelet (cdH) : Sur la fiche des présences et des absences des membres du gouvernement que nous avons reçue en Conférence des présidents, il n'était pas indiqué que M. Tobback ne serait pas parmi nous aujourd'hui. Or, j'apprends qu'il est au Maroc et que M. Verhofstadt a été averti de cette absence le 30 mars.

01.07 Le président : M. Tobback est absent pour un motif légitime. Il avait demandé au Roi la permission de s'absenter et averti le premier ministre de son absence. M. Verhofstadt n'avait pas l'obligation de nous communiquer l'information. Cette tâche incombait à M. Tobback ou à ses services.

01.08 Melchior Wathelet (cdH) : Monsieur le Président, la seule chose que l'on demande aux ministres est de prévenir le Parlement au moins deux jours à l'avance. Vous nous dites que vous écrivez chaque semaine au gouvernement pour le rappeler, or la demande n'est pas respectée. Vous avez pour mission de faire respecter cette maison !

01.09 Le président : Le ministre Tobback respecte d'habitude très correctement cette exigence. Je n'ai pas reçu la communication qu'il a envoyée, il y a quinze jours déjà, pour information au premier ministre.

01.10 André Flahaut, ministre (en français) : Même quand on prévient, cela ne fonctionne pas toujours ! Puis-je vous demander, Monsieur le président, de préciser que deux courriers vous avaient bien été envoyés, car lors de la dernière réunion, un doute subsistait.

01.11 Le président : Ce n'était pas très clair pour moi!

01.12 Paul Tant (CD&V) : M. Flahaut ferait mieux de se taire. Il s'était fait excuser pour ne pas avoir à répondre à une question mais il était malgré tout venu sur convocation du président. Il était donc bien en mesure d'être présent.

Nous recevons chaque semaine la liste des ministres qui seront absents et présents mais, parmi ces derniers, il y en a toujours qui finissent par ne pas venir. La responsabilité du président est en cause.

Le président cherche à couvrir le premier ministre et le ministre Tobback en se référant notamment à la Cour mais en quoi cela nous avance-t-il ? Nous ne recevons pas copie des courriers adressés par les ministres au Roi.

Le premier ministre fait preuve d'hypocrisie en feignant de ne pas être au courant. Il savait pertinemment que son ministre serait absent et aurait parfaitement pu en informer la Chambre.

J'espère que le président veillera, au cours des semaines qu'il nous reste, à mieux faire respecter la Chambre.

01.13 Le président : Monsieur Drèze, je vous ai transmis la lettre que je viens de recevoir.

01.14 Paul Tant (CD&V) : Il n'est pas légitimement absent aux yeux de la Chambre car il ne s'est pas fait excuser !

01.15 Benoît Drèze (cdH) : Je ne demanderai pas au ministre de revenir du Maroc. Cependant je suis frustré de constater que je n'ai toujours pas reçu la réponse du président de parti promise par le premier ministre il y a un mois lorsque je l'interrogeai au sujet de son livre.

01.16 Le président : J'ai reçu cette lettre de M. Somers, fin mars il me semble, et je vous la ferai parvenir. Il me semblait pourtant l'avoir communiquée à M. Wathelet.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Muriel Gerkens au ministre de la Défense sur "la plainte des réfugiés birmans contre Totalfina" (n° P1883).

02.01 Muriel Gerkens (ECOLO) : Monsieur Flahaut, je vous avais demandé, il y a 15 jours, si vous comptiez faire usage de votre droit d'injonction positive étant donné le conflit d'avis entre la Cour de cassation et la Cour d'arbitrage concernant l'application de notre loi de compétence universelle dans le dossier des réfugiés birmans. Vous m'aviez demandé un peu de temps pour pouvoir étudier l'arrêt de la Cour de cassation, tombé la veille. Je souhaiterais savoir où en est ce dossier, avant que nous ne soyons en affaires courantes.

02.02 André Flahaut, ministre (*en français*) : Je me suis informé et je souhaitais obtenir des contacts avec le « syndicat peu commun », mais plusieurs de ces personnes étant en vacances, j'ai fixé un rendez-vous la semaine prochaine.

02.03 Muriel Gerkens (ECOLO) : Je suis satisfaite que vous ayez pris une initiative dans ce dossier.

02.04 Melchior Wathelet (cdH) : Le tableau des absences et des présences des ministres ne signifie plus rien ! Le ministre Flahaut par exemple, s'était déclaré absent pour la séance d'aujourd'hui, or il est là, et s'est, par prudence, déclaré absent pour la semaine prochaine !

02.05 Paul Tant (CD&V) : Le président peut éventuellement envoyer une note au gouvernement pour expliquer la différence entre le fait d'être présent ou absent. En ce qui concerne M. Flahaut, il s'agit plutôt, une fois encore, d'une absence mentale.

02.06 André Flahaut, ministre (*en français*) : J'ai annulé ma visite en Hongrie, prévue cette semaine, étant donné les projets importants déposés au Sénat et à la Chambre par Mme Onkelinx, M. Dewael et moi-même. La semaine prochaine, je serai au Liban avec le prince Philippe.

02.07 Paul Tant (CD&V) : M. Flahaut promet à Mme Gerkens de lui fournir une réponse la semaine prochaine mais il sera alors au Liban! (*Tumulte*)

L'incident est clos.

03 Question de M. Melchior Wathelet au ministre de l'Emploi sur "les parachutes dorés des administrateurs de sociétés" (n° P1887)

03.01 Melchior Wathelet (cdH) : On entend beaucoup parler, dans la presse, des « parachutes dorés » dont bénéficient certains lorsqu'ils quittent une fonction ou sont démis de leurs fonctions. Cette pratique immorale et non transparente peut atteindre des montants exorbitants. On n'a pas de prise sur ces « parachutes dorés » lors des négociations concernant la masse salariale. Vous vous disiez concerné par cette problématique il y a une dizaine de mois, annonçant une initiative législative. Ne voyant rien arriver, je me demande si la situation ne vous paraît pas suffisamment urgente pour passer à l'action.

03.02 Peter Vanvelthoven, ministre (*en français*) : Le code de conduite néerlandais limite les indemnités de licenciement à un salaire annuel maximum, mais l'analyse de ce modèle en a montré les failles. La publicité des données stimulerait la surenchère des salaires. En Belgique, les indemnités de licenciement sont négociées par voie de conventions et le Code Lippens détermine les règles de bonne gouvernance.

Un débat de société doit être lancé, en association avec les organisations de travailleurs, concernant la rémunération équitable des top managers.

En cette matière, il faudra voir si de simples recommandations suffisent.

03.03 Melchior Wathelet (cdH) : Je ne suis pas satisfait ; il y a dix mois, vous annonciez des avancées, mais aujourd'hui, malgré des exemples éloquentes et des chiffres astronomiques, vous n'apportez aucune réponse et ne respectez pas les engagements pris ici-même.

Qu'il y ait une confidentialité des rémunérations, on peut le comprendre. Mais il s'agit ici de personnes qui ne conviennent plus et sont remerciées. Et c'est alors qu'elles perçoivent ces primes astronomiques ! C'est immoral !

L'incident est clos.

04 Questions jointes de

- **Mme Nathalie Muylle** au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les fonds climat" (n° P1885)

- **M. Benoît Drèze** au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "les fonds climat" (n° P1886)

04.01 Nathalie Muylle (CD&V) : Le Fonds Kyoto a été créé en 2002 et est financé par le biais des factures d'énergie des consommateurs. Chaque année, 25 millions d'euros sont versés dans ce fonds et une somme de 100 millions d'euros est dès lors disponible aujourd'hui. Cette somme doit être affectée à la réalisation des objectifs de Kyoto, plus exactement à la réduction des émissions de CO₂ à concurrence de 2,46 millions de tonnes. Selon la CREG, qui gère le Fonds Kyoto, la somme de 60 millions d'euros doit être affectée à l'acquisition de technologies propres, 10 millions au SPF Environnement et 30 millions aux réductions de CO₂. Seulement 1,1 million d'euros ont effectivement été investis dans les technologies propres. Personne ne sait exactement en quoi doivent consister les investissements du SPF Environnement et les 30 millions afférant aux réductions de CO₂ restent inutilisés. À ce jour, à peine 1,1 million d'euros ont dès lors été dépensés. Qu'advient-il du solde de ces 100 millions d'euros ?

04.02 Benoît Drèze (cdH) : Depuis le film d'Al Gore, chacun s'émeut du réchauffement climatique, premier ministre en tête. On annonce des mesures importantes et même, à l'aube d'une élection, une augmentation de taxes impopulaire, pour sauver la planète !

Dans le même temps, depuis quatre ans, de l'argent dort dans un fonds, avec une dotation de 25 millions par an, soit 100 millions aujourd'hui ! D'autres fonds existent également, qui apparemment totalisent 280 millions d'euros.

Que fait, concrètement, le gouvernement avec l'argent des citoyens dans ce domaine ?

04.03 Peter Vanvelthoven, ministre (*en néerlandais*) : Le Fonds Kyoto a été institué en 2003 en vue du financement de la politique en matière de climat. Il a été convenu en Comité de concertation du 8 mars 2004 à propos des objectifs de Kyoto que pour la période 2008-2012, le gouvernement fédéral acquerrait chaque année des droits d'émission à concurrence de 2,46 millions d'euros et qu'il procéderait à une réduction des émissions à hauteur de 4,8 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par le biais de mesures internes supplémentaires. Le Fonds se voit attribuer 25 millions d'euros par an et entend consacrer durablement ce budget à des projets axés sur le climat. La réduction des émissions de CO₂ dans le pays constitue son premier objectif et l'achat de droits d'émission est seulement envisagé dans un deuxième temps.

Soixante des cent millions d'euros disponibles dans le Fonds sont affectés à des projets climatiques non polluants et durables menés à l'étranger. Ainsi, des investissements sont réalisés dans une centrale électrique géothermique au Salvador. Deux projets d'énergie éolienne offshore sont l'objet de négociations avec Chypre et un autre projet, en matière d'énergie de la biomasse, est négocié avec l'Inde.

Le 15 mars 2007, un deuxième contrat a été conclu en vue de l'acquisition de droits d'émission à concurrence de 22 millions d'euros au moins tandis qu'un autre contrat était signé avec le groupe bancaire KfW pour l'achat de 1.660.000 crédits d'émission, ce qui correspond à 13,5 % de la politique d'acquisition fédérale.

Toute demande de projet est scrupuleusement analysée. Seuls ceux qui remplissent toutes les conditions sont suivis d'un contrat avec les promoteurs.

(*En français*) Par ailleurs, le Fonds Kyoto sert aussi à financer des actions de sensibilisation du public belge et à des mesures de réduction internes au lieu de l'affecter à l'achat de crédits d'émissions à l'étranger.

Sur la base de ces investissements et d'une évaluation approfondie, le gouvernement décidera si de nouveaux investissements sont nécessaires. Notre but est d'atteindre nos objectifs climatiques de la manière la plus efficace.

De la même façon, le fonds de réduction du coût global de l'énergie et FEDESCO ont atteint leur vitesse de croisière. Lors du Conseil spécial des ministres des 17 et 18 mars 2007, des tâches et moyens supplémentaires ont été confiés à FEDESCO pour installer des panneaux solaires sur les toits des bâtiments publics. Les autorités doivent en effet donner l'exemple en la matière.

04.04 Nathalie Muylle (CD&V) : De nombreux projets, qui doivent encore être réalisés, concernent l'acquisition de technologies propres mais il s'agissait précisément de l'engagement pris par l'autorité fédérale. Un montant de 60 millions d'euros sera affecté à cet effet au cours des années à venir mais le ministre n'a pas répondu à la question relative à l'affectation des 10 millions d'euros attribués au SPF Environnement et aux engagements pris en ce qui concerne le solde de 30 millions d'euros.

Après le sommet « environnement » de Louvain, on ne dispose toujours d'aucune donnée concernant la réduction des émissions de CO₂. Le gouvernement est clairement indécis et la confusion règne.

04.05 Benoît Drèze (cdH) : Au-delà des quelques précisions sur certains projets à l'étranger, nous n'avons obtenu aucune réponse sur la politique belge en la matière.

Vous revenez sur des mesures internes que vous ne développez pas et indiquez des investissements que vous n'abordez pas. Cela ne va pas, alors qu'il s'agit d'un sujet fondamental ! Nous ne laisserons pas passer cela et reviendrons sur le sujet en commission !

L'incident est clos.

05 Question de M. Bart Tommelein à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la problématique relative à Unibet.com" (n° P1880)

05.01 Bart Tommelein (VLD) : Il se pose un problème concernant le parrainage de l'équipe cycliste Unibet.com. Les organisateurs de deux grandes courses, la Flèche wallonne et Liège-Bastogne-Liège, ne permettront pas à l'équipe de s'aligner dans leur épreuve la semaine prochaine en raison de la législation belge qui n'est pas encore entièrement adaptée à la réglementation européenne concernant l'internet. Or la Française des Jeux roule aussi en Belgique, où l'on peut parier sur l'internet. La législation serait-elle interprétée à la carte ? La loi sur les jeux de hasard concerne-t-elle également les sponsors d'équipes sportives ? Dans ce cas, le port d'un certain maillot est-il illégal ?

Unibet.com est une grande entreprise internationale qui a su obtenir une licence ProTour. Il est incorrect d'insinuer qu'il s'agirait d'une organisation véreuse.

Pourquoi n'agit-on pas dans les deux parties du pays de la même manière sur la base d'une même réglementation ? Pourquoi autorise-t-on en Flandre – fût-ce en fermant les yeux – ce qui est sévèrement combattu en Wallonie ? Pourquoi la Wallonie se montre-t-elle aussi sévère ? Quelle politique de poursuites sera menée ? Va-t-on adapter la loi de manière à légaliser les paris en ligne ?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : La loi de 1999 interdit les jeux de hasard. La Commission européenne n'a pas entamé d'action contre cette loi et il n'existe pas de directive européenne dans ce domaine.

La publicité pour des jeux de hasard est, logiquement, également interdite. Des procès-verbaux ont été dressés dans le cadre du Tour de Flandre et de Gand-Wevelgem car l'équipe cycliste en question a participé à ces courses. Une information judiciaire sera ouverte.

D'après les informations qui m'ont été communiquées, l'équipe cycliste en question ne sera pas admise à participer à la Flèche wallonne du 25 avril prochain.

La responsabilité d'admettre ou non une équipe relève des organisateurs des courses. Un organisateur qui accepte une équipe qui participe à la publicité en faveur des jeux interdits pourrait voir sa responsabilité engagée. C'est la Justice qui décidera si des infractions ont été commises.

05.03 Bart Tommelein (VLD) : Si je puis concevoir que la ministre adopte cette position, je voudrais toutefois souligner que la télévision amène à notre domicile les images de courses étrangères, une situation pour le moins hypocrite. Par ailleurs, d'autres équipes vantant les mérites de sociétés organisatrices de paris telles que La Française des Jeux ont bel et bien le droit de s'aligner au départ. Notre législation est tout à fait dépassée et doit d'urgence être modifiée. Je regrette qu'on traite avec tant de légèreté une équipe cycliste qui emploie 55 personnes et compte de nombreux supporters.

05.04 Servais Verherstraeten (CD&V) : Au début de l'année, la Chambre a consenti à conférer l'urgence au projet de loi tendant à modifier la loi sur les jeux de hasard. La majorité n'en a cependant toujours pas entamé l'examen. Il ne faut pas manquer d'hypocrisie pour déclarer à présent que la loi est surannée et qu'elle doit être modifiée d'urgence !

05.05 Tony Van Parys (CD&V) : Je propose d'inscrire le projet de loi sur les jeux de hasard comme premier point à l'ordre du jour de la réunion de la commission de la Justice de la semaine prochaine. Nous pourrions ainsi d'emblée adapter la loi. On ne peut pas hypocritement se plaindre ici et refuser la discussion en commission. (*Exclamations*)

05.06 Bart Tommelein (VLD) : Au cours du dernier mois de son mandat, M. Tant devrait apprendre à écouter plutôt que de toujours crier. J'ai seulement dit qu'il est hypocrite de trouver normal que l'on montre de tels messages publicitaires lors de la retransmission télévisée de courses à l'étranger.

Hier après-midi, la commission de la Justice a reporté le dossier à la prochaine législature. Le président n'a pas plaidé pour un nouvel examen de la question, se contentant de demander si nous approuverions le point avec ou sans rapport. La responsabilité incombe donc au VLD.

05.07 Paul Tant (CD&V) : Au bout de 26 ans, je finis par connaître les habitudes de la maison et je sais comment il était procédé jadis et comment on procède aujourd'hui. M. Tommelein estime devoir faire la leçon à des membres qui se sont toujours employés à faire en sorte que ce Parlement travaille correctement. Le parti de M. Tommelein a refusé de traiter un projet déposé par son propre gouvernement et c'est en cela que

son attitude est hypocrite. Je déplore que le Parlement soit tombé aussi bas.

L'incident est clos.

06 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'agitation sociale dans les prisons" (n° P1881)

06.01 Tony Van Parys (CD&V) : L'agitation sociale dans les prisons est due à la surpopulation – on dénombre plus de 10.000 détenus – et au manque de personnel. La prison de Turnhout compte 184 détenus alors qu'elle ne devrait en accueillir que 140. Les syndicats mèneront des grèves du zèle jusqu'à ce que ce dernier chiffre soit atteint. La prison de Bruges est confrontée – outre la pénurie de personnel – à un problème de sécurité car le système d'alarme destiné au personnel est défectueux depuis plusieurs mois et n'a toujours pas été réparé. À Termonde, les syndicats brandissent la menace de la grève parce que les promesses faites au lendemain des incidents survenus l'été dernier ne sont pas respectées. Ainsi, cet établissement compte actuellement 190 détenus alors qu'un maximum de 165 avait été convenu. On avait également promis un renfort de sept personnes, alors qu'il manque aujourd'hui quatre temps plein. La ministre joue avec le feu. Comment compte-t-elle respecter les engagements pris ? Comment va-t-elle rétablir le calme qui s'impose ?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Nous n'avons ni la maîtrise du nombre de détenus dans nos prisons ni la possibilité d'augmenter le nombre de places disponibles en cas de pic. Que l'on ne fasse pas croire, en posant des questions, qu'il s'agit d'un nouveau problème auquel on peut trouver des solutions.

Le cadre du personnel des agents pénitentiaires n'a jamais été aussi rempli. Et surtout pas lorsque M. Van Parys était ministre de la Justice.

Sur l'ensemble du pays, le cadre est rempli à plus de 97%. On a un problème actuellement à Termonde, mais nous effectuons des procédures de sélection accélérées en adressant des propositions personnelles ciblées aux candidats potentiels.

Nous avons prévu plus de 1.000 places supplémentaires dans les années qui viennent. En 2007, 139 places de plus ont déjà été créées.

Quant aux peines de travail, nous sommes passés de 500 en début de législature à 11.000 à l'heure actuelle. Ce matin même, j'ai signé un protocole d'accord avec mon collègue de l'Intérieur en vue de l'accueil de condamnés à des peines de travail au sein de son administration.

Le nombre de bracelets électroniques est également en augmentation.

Nous connaissons un problème concernant les internés mais nous avons mis sur pied un circuit de soins alternatif. Des places créées dans des hôpitaux sécurisés permettront de libérer des places en prison.

Les tribunaux d'application des peines démarrent.

Je poursuivrai le dialogue social que j'ai toujours eu dans les prisons et j'expliquerai toutes les solutions que je me propose de mettre encore en œuvre.

06.03 Tony Van Parys (CD&V) : C'est un emplâtre sur une jambe de bois ! Il manque un peu plus de 2.000 places dans nos prisons. La ministre avait une seule mesure à prendre, à savoir une augmentation de la capacité, mais, pour des raisons idéologiques, elle a omis de le faire pendant huit ans. Ce n'est qu'à la fin de la législature qu'elle a annoncé une série de mesures pour 2012 sous la pression des circonstances.

L'exemple des Pays-Bas montre qu'il est possible de résoudre à court terme le problème de la surpopulation dans les prisons. On y a même déjà atteint une situation de surcapacité. On y évalue chaque trimestre si la capacité disponible est suffisante.

La situation est explosive dans nos prisons et il n'est dès lors pas étonnant que les syndicats se révoltent. L'été s'annonce chaud.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Talbia Belhouari à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le transfèrement des détenus entre la Belgique et le Maroc" (n° P1882)

07.01 Talbia Belhouari (PS) : Le 19 mars dernier, vous avez signé un accord avec le Maroc sur le transfèrement des prisonniers.

Quelles sont les personnes concernées ? Quelles sont les conditions de transfèrement ? Ne s'agit-il pas d'une double peine déguisée ? Quel est le nombre de personnes pouvant être prises en compte ? Enfin, quelles garanties offre cet accord en termes de droits de l'Homme ?

07.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : J'ai remis, hier, copie de l'accord bilatéral à la présidente de la commission de la Justice, afin qu'il soit publié sur le site de la Chambre.

Beaucoup de rumeurs circulent. D'aucuns évoquent la double peine : ce n'est absolument pas le cas.

Le transfèrement sans le consentement du condamné est déjà une réalité au Conseil de l'Europe et l'Union européenne va même l'appliquer sans le consentement de l'État d'exécution.

Ce mouvement général est fondé sur la notion de réinsertion du condamné à l'endroit adéquat.

La convention avec le Maroc porte sur des condamnés définitifs qui ne sont plus autorisés à séjourner sur le territoire.

Ensuite, la convention énumère des conditions liées à la notion d'attache durable.

Actuellement, soixante condamnés sont concernés par cette mesure. Bien entendu, ce chiffre va changer régulièrement.

De toute manière, nous avons négocié des mesures qui ne puissent pas être confondues avec le concept de double peine.

07.03 Talbia Belhouari (PS) : Votre réponse mettra fin à certaines rumeurs qui circulent dans certains quartiers de notre Royaume.

L'incident est clos.

08 Question de M. Bert Schoofs au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le refus d'ambulanciers francophones de transporter une blessée de Fourons vers un hôpital néerlandophone" (n° P1884)

08.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : Le lundi de Pâques, un curieux incident s'est produit dans les Fourons. Une promeneuse néerlandophone a fait une chute malheureuse et s'est cassé le bras. Les ambulanciers wallons arrivés sur place ont refusé de la transporter vers un hôpital néerlandophone et lui ont fait signer une décharge par laquelle elle renonçait à toute aide. Ils ont déclaré qu'ils ne pouvaient la transporter que vers l'hôpital – francophone – le plus proche. Même si la loi est la loi, je me demande comment une telle situation peut se produire.

08.02 Rudy Demotte, ministre (*en néerlandais*) : C'est le service 100 qui décide quel SMUR doit être mobilisé pour le transport d'un patient. La disposition invoquée en l'espèce par les ambulanciers n'est pas une règle légale mais repose sur un consensus au sein de la commission provinciale du Limbourg. Si aucune

raison spécifique ne justifie de transporter un patient vers un autre hôpital, il doit être amené vers l'hôpital le plus proche.

Il existe deux exceptions : Le médecin SMUR peut décider que compte tenu de son état spécifique le patient doit être transporté vers un autre hôpital et la commission provinciale peut fixer des dérogations dans un protocole.

Dans son rapport, l'inspectrice de santé fédérale pour le Limbourg estime que ni le service 100, ni les ambulanciers n'ont commis d'erreur. Il convient en outre d'attirer l'attention sur le fait que ce ne sont pas les ambulanciers eux-mêmes qui ont pris la décision, mais bien le service 100 du Limbourg.

08.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang) : Je remercie le ministre pour ses explications techniques détaillées mais je ne pense pas qu'elles puissent satisfaire cette dame néerlandaise qui doit se dire qu'il existe vraiment des situations kafkaïennes en Belgique. Il convient de veiller à ce que dans les régions frontalières, les patients soient toujours transportés vers un hôpital qui pratique leur langue.

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **M. Guido De Padt** au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "les plaintes relatives aux retards à la SNCB" (n° P1888)
- **M. Jan Mortelmans** au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "les plaintes relatives aux retards à la SNCB" (n° P1889)
- **Mme Valérie De Bue** au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "les plaintes relatives aux retards à la SNCB" (n° P1890)
- **M. Dylan Casaer** au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "les plaintes relatives aux retards à la SNCB" (n° P1891)

09.01 Guido De Padt (VLD) : Les mésaventures vécues par les usagers qui ont subi des retards contredisent les chiffres optimistes de la SNCB concernant la ponctualité de ses trains. Selon le service de médiation, les voyageurs continuent de se plaindre de retards dont le nombre irait même croissant à leur estime. Une entreprise publique qui reçoit annuellement un subside de 2,5 milliards d'euros devrait au moins tout mettre en oeuvre pour que ses trains arrivent à l'heure et, si elle n'y parvient pas, compenser comme il se doit les inconvénients subis par sa clientèle.

Le ministre estime lui aussi que les mesures de la SNCB demandent à être affinées et qu'il faut tenir compte des trains supprimés et des correspondances manquées. Il faut également soumettre à une évaluation le régime de compensation qui est aujourd'hui trop complexe et ne concerne que les gros retards. Il faut pour cela exercer davantage de pression sur la SNCB en accordant les indemnités plus rapidement et en augmentant le montant.

Comment le ministre évalue-t-il les plaintes exprimées par les usagers ? Compte-t-il contraindre la SNCB à affiner ses chiffres ? Compte-t-il faire adapter le régime des compensations en faveur de la clientèle ?

09.02 Jan Mortelmans (Vlaams Belang) : Il ressort du rapport annuel de la SNCB que, depuis 2003, la ponctualité des trains s'est améliorée. Cela dit, le nombre de plaintes des navetteurs a fortement augmenté. Entre les chiffres et la réalité telle qu'on la vit au quotidien, il y a manifestement un abîme. Cette disparité s'explique en grande partie par le fait que les trains supprimés ne sont pas comptés, et que la ponctualité est calculée en fin de trajet. De même, les trains qui ne poursuivent pas leur trajet n'entrent pas dans les calculs. Il n'empêche que la SNCB invoque ces chiffres visiblement maquillés pour justifier les augmentations de tarifs. La SNCB doit réduire les retards et perfectionner son système de mesure. La proposition de lier les rémunérations des managers au degré de satisfaction de la clientèle ne constitue selon nous qu'un emplâtre sur une jambe de bois, d'autant plus qu'on se base sur des données faussées en matière de ponctualité.

Quelles mesures le ministre prendra-t-il pour résoudre le problème de la ponctualité ?

09.03 Valérie De Bue (MR) : De nombreux utilisateurs de la SNCB se plaignent de retards et de correspondances ratées. Dans son rapport, le médiateur soumet des propositions, notamment celle d'une

nouvelle approche concertée en matière de statistiques ainsi que la suppression transitoire du lien entre adaptations tarifaires et régularité des trains. Le Comité consultatif des usagers a défendu des propositions similaires.

Quelle est votre position dans ce dossier ?

09.04 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Il ressort toutefois également du rapport du médiateur de la SNCB que cette dernière a connu une *success story* au cours des dernières années. Le nombre de voyageurs a augmenté, à l'instar du nombre d'abonnements. Le service s'est sensiblement amélioré à plusieurs égards. La ponctualité continue toutefois à poser problème et les plaintes à ce sujet émanent principalement des voyageurs flamands. Le voyageur est peut-être devenu plus exigeant et plus assertif, ce qui n'est pas une mauvaise chose. La ponctualité constitue un élément important du contrat qui lie la SNCB au voyageur. La procédure de traitement des plaintes peut toujours être améliorée : la SNCB doit adopter une approche raisonnable du problème.

Une concertation serait menée à propos de la ponctualité et du mode de calcul de celle-ci. Où en est-on ? Quand peut-on escompter des résultats ? Quels sont les acteurs de cette concertation ? Le consommateur en fait-il partie ?

À mon sens, la liaison des traitements des managers de la SNCB à la satisfaction de la clientèle constitue tout de même un instrument important. Va-t-on l'instaurer ?

09.05 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (*en néerlandais*) : Les mesures réalisées par Infrabel sont exactes. Elles sont collectées selon un système européen et se prêtent dès lors à des comparaisons. Elles font apparaître une image positive mais elles sont contredites par les impressions exprimées par les voyageurs dans les gares. Il convient dès lors de mettre en place un système de collecte du matériel statistique plus efficace et les rapports et la communication en cette matière doivent se faire sur un mode approprié. Cette amélioration implique également une évaluation de la ponctualité dans les gares intermédiaires ainsi qu'une différenciation entre les trains très fréquentés et les autres. Les trains supprimés doivent également figurer dans les données. Je me félicite de la proposition formulée par Infrabel en la matière. Je m'engage à organiser une réunion avec les intéressés en vue de la préparation d'un nouveau contrat de gestion. Le médiateur et l'organisation des usagers y seront également conviés.

Je conviens que le groupe SNCB devrait être plus soucieux de l'avis des voyageurs qui, en définitive, constituent les premiers experts de terrain.

En instaurant son système de compensations, notre pays a cependant créé un véritable précédent au niveau européen puisqu'il est également tenu compte des petits retards fréquents. Mais sans doute une évaluation permettra-t-elle d'en encore aller de l'avant.

Les rémunérations, enfin, sont du ressort de la responsabilité des conseils d'administration du groupe SNCB. Les trois présidents de ces conseils préparent un plan tendant à faire dépendre la moitié des bonis perçus par les CEO de critères tels que la ponctualité et le souci de la clientèle, une idée à laquelle je suis favorable.

09.06 Guido De Padt (VLD) : Je me réjouis que le ministre conçoive la nécessité de corriger le tir. Je pense que dans le contexte d'une libéralisation future du transport de personnes, Infrabel doit se préparer correctement à autoriser la concurrence et ne pas infliger aux opérateurs une charge qu'ils ne méritent pas.

Je maintiens que le système de compensations revêt une trop grande complexité. Je plaide en faveur de la diffusion dans le train, à chaque retard, d'un message vocal de l'accompagnateur de train précisant quels sont les droits des voyageurs en matière de compensations. Le secrétaire d'État pourrait diffuser une directive en ce sens.

09.07 Jan Mortelmans (Vlaams Belang) : Le secrétaire d'État annonce des mesures mais il est déjà bien trop tard. Chez lui également, il y a loin de la parole aux actes. Pendant des années, il a négligé l'avis du Comité des usagers. À présent que les élections sont imminentes, il multiplie soudain les initiatives. Mais son attitude manque de crédibilité.

09.08 Valérie De Bue (MR) : La ponctualité est fondamentale si l'on veut encourager l'utilisation du train. L'image de marque de la SNCB doit d'urgence être redorée. Un délai de travail est-il déjà fixé ?

09.09 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : J'espère que la gestion des plaintes va être développée et modernisée à la SNCB. Je note aussi que la rémunération variable est à l'étude.

Voici deux mois, la question de la ponctualité avait déjà suscité pas mal d'agitation. À l'époque, le point de vue adopté par le secrétaire d'État ne faisait pas l'unanimité au sein de la SNCB alors qu'il rejoint ce que tous demandent aujourd'hui.

L'incident est clos.

10 Question de M. François Bellot au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "la distribution des imprimés électoraux par La Poste" (n° P1892)

10.01 François Bellot (MR) : La Poste semble vouloir instaurer une campagne électorale à temps partiel. Sur son site, j'apprends que tous les imprimés électoraux seraient rassemblés, les semaines précédant les élections, en une enveloppe opaque intitulée « election pack ». Les statistiques affirment que de tels courriers groupés sont plus rapidement jetés à la poubelle que les autres. La campagne électorale n'est pas une campagne publicitaire et nous avons un devoir d'information à exercer envers le citoyen.

10.02 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (en français) : Pendant les deux semaines précédant les élections, La Poste distribuera les imprimés électoraux non adressés chaque mercredi et chaque jeudi, car les lundis et mardis, il y a beaucoup de publicités. M. Thijs est à la recherche d'une solution plus flexible, dans le sens de ce que vous demandez, pour le vendredi. Je signale que les « election packs » seront distribués séparément. J'ai également demandé la plus grande transparence quant au déroulement de la distribution.

10.03 François Bellot (MR) : Le site de La Poste explique bien la stratégie, mais cela ne donne pas une analyse d'impact. Nombreux sont ceux qui, voyant arriver un tel « pack » anonyme mentionnant « imprimé électoral », le jettent directement, sans possibilité d'être accroché par un visage, une phrase.

Quatre jours de distribution sur les quinze qui précèdent les élections, c'est insuffisant.

L'incident est clos.

11 Ordre des travaux

Le **président** : Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 11 avril 2007, je vous propose d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi, les points suivants:

- le projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur (n°s 2983/1 à 5);
- le projet de loi modifiant la loi du 1er octobre 1833 sur les extraditions et la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions (n°s 2506/1 à 3);
- le projet de loi fixant un cadre juridique pour certains prestataires de services de confiance (n°s 2802/1 à 4);
- le projet de loi portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003 (transmis par le Sénat) (n° 3053/1).

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

11.01 Paul Tant (CD&V) : Il y a quelques semaines, nous avons conclu un accord au sein de la Conférence des présidents sur la reprise anticipée des activités parlementaires pendant les vacances de Pâques. Des conditions y étaient liées. Une première condition était que le gouvernement rattrape une partie significative de son retard en ce qui concerne les réponses aux questions parlementaires. Où en est-on sur ce plan ?

Une deuxième condition concernait la présence des membres du gouvernement. Nous avons constaté que

plusieurs textes n'ont pas pu être examinés hier en commission parce que M. Dupont et la secrétaire d'État Mme Mandaila étaient absents. Cette absence reposait-elle sur des motifs valables ?

Le projet de loi sur les matières ferroviaires a été déposé à la Chambre sans l'avis obligatoire du Conseil d'État. Le président a alors lui-même sollicité cet avis ; cette procédure est pour le moins inhabituelle. J'aimerais obtenir quelques mots d'explication à ce sujet.

En déposant tardivement une série de textes, le gouvernement s'est lui-même imposé des délais très serrés. Cette situation ne justifie toutefois pas le non-respect d'un certain nombre de règles de procédure légales. La législation relative au Conseil d'État dispose que les initiatives gouvernementales doivent inclure l'avis de ce dernier dès leur dépôt à la Chambre. Quelle est la réaction du président à ce sujet ?

En commission des Affaires sociales, la situation est entre-temps devenue telle que les documents parlementaires ne sont plus distribués par les services de la Chambre mais par le ministre lui-même ! Conformément à ce qui avait été convenu lors de la Conférence, l'examen n'a pas débuté en commission.

Le président de la Chambre devait demander au gouvernement de retirer plusieurs articles de la loi-programme et de les faire examiner sous la forme de projets de loi distincts. Qu'en pense le gouvernement ?

Des personnes qui souhaitent assister à la discussion du projet de loi relatif à la sécurité civile sont actuellement présentes dans la tribune du public. Peut-être faudrait-il tout de même les informer qu'il y a de fortes chances que ce projet ne soit examiné que vers minuit ou même plus tard. J'estime qu'il faut pouvoir débattre de réformes importantes à une heure décente et pas en pleine nuit. Je propose donc d'avancer l'heure de la discussion du projet ou de reporter celle-ci à la prochaine séance.

Enfin, nous entendons résolument nous distancier des propos tenus récemment par le président où il a comparé les nationalistes flamands à des handicapés. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V et du Vlaams Belang*)

Le **président** : Je n'ai pas tenu ces propos en ma qualité de président de la Chambre, mais je les regrette toutefois.

11.02 Joseph Arens (cdH) : Traiter le dossier de la réforme des services de secours en soirée, voire la nuit, me semble impossible vu son importance. Je vous demande de le traiter au plus vite.

11.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Je me rallie aux observations de M. Tant en ce qui concerne les propos tenus par le président. La comparaison que ce dernier a établie est injurieuse, en effet, tant vis-à-vis des nationalistes flamands qu'à l'égard des personnes souffrant d'un handicap mental. Cette déclaration était extrêmement blessante. Pourtant, au cours de cette législature, le président a maintes fois montré qu'il était le président de tous les parlementaires et il a fait preuve de grandeur et de sérieux envers les nationalistes flamands aussi. Puis-je comprendre que le président présente ses excuses ?

Le **président** : Je souhaite me distancier de ces propos. Ils pèsent sur ma conscience depuis quelque temps déjà. *Errare humanum est, sed perseverare diabolicum.*

11.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Nous en prenons acte.

Le **président** : M. Tant soulève une question importante concernant le projet de loi relatif au réseau diablo. Celui-ci doit être examiné d'urgence, car un contrat de concession vient à échéance et il pourrait s'écouler un certain délai, après les élections, avant que la Chambre reprenne ses activités à plein régime.

Le gouvernement avait demandé l'avis du Conseil d'État, mais celui-ci a estimé que la demande n'était pas suffisamment motivée pour justifier l'urgence. J'ai fait transmettre voici trois ou quatre semaines aux chefs des groupes politiques le courrier dans lequel le Conseil d'État demande que l'urgence soit dûment motivée.

Les membres avaient naturellement la possibilité de reprendre le projet en tant que proposition de loi. Mais il

fallait alors adresser toutes les demandes d'avis aux Régions, ce qui aurait pris énormément de temps. J'ai dès lors décidé d'exposer moi-même explicitement les arguments plaidant en faveur de l'urgence.

La Conférence des présidents avait posé trois conditions pour convoquer la Chambre de manière anticipée. Premièrement, nous devons pouvoir disposer à temps de tous les projets de loi. Comme l'a dit M. Tant, j'ai également demandé au gouvernement de retirer quelques articles de la loi-programme. Je verrai ce qu'il en est de ce point de vue là. Deuxièmement, il faut que le quorum soit atteint. Si cela ne devait pas être le cas, vous verrez tout à l'heure un président fort en colère !

11.05 Tony Van Parys (CD&V) : Nous allons donc nous réunir jusque tard dans la nuit pour peut-être constater au moment du vote que le quorum n'est pas atteint ?

11.06 Le président : Je prendrai mes précautions !

Troisièmement, j'ai adressé à la fin du mois de mars une lettre à chaque ministre concernant les réponses à donner aux questions. Le premier ministre en a fait de même. Nous avons encore reçu entre trois cents et cinq cents questions au cours des derniers jours. J'espère que nous pourrions résorber le retard.

Il faut avertir les collègues qui souhaitent participer au débat, de même que les ministres ; je ne voudrais pas que des projets importants soient débattus à des moments inopportuns. Laissez-moi le temps, je ferai une proposition à ce sujet.

J'ajouterai que les propos que vient de tenir M. Laeremans retiennent mon attention.

11.07 Paul Tant (CD&V) : L'une des conditions fixées pour le retour anticipé était également la présence des ministres dans cet hémicycle. Je n'ai toujours pas obtenu d'explication concernant l'absence du ministre Dupont et de la secrétaire d'État, Mme Mandaila.

Le président : Mme Mandaila m'a adressé un courrier il y a un certain temps déjà. Je puis le communiquer à M. Tant s'il le souhaite. Son absence est valablement justifiée. Quant au ministre Dupont, je n'ai pas encore obtenu de réponse de sa part.

11.08 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : M. Dupont était présent en commission ce matin !

Le président : M. Tant ne voulait effectivement pas discuter cette partie en commission en l'absence de M. Dupont. Je vérifie : s'il est présent au Sénat, il peut être parmi nous !

11.09 Paul Tant (CD&V) : Je souhaiterais connaître les motifs exacts des deux absences. J'espère que le courrier de la secrétaire d'État, Mme Mandaila, est clair.

Mon groupe a soutenu le projet de loi portant des dispositions concernant le chemin de fer eu égard à l'urgence en termes de contenu. Les constitutionnalistes indiquent toutefois que pour qu'une démocratie fonctionne bien, les règles de procédure doivent primer les arguments de fond. En l'espèce, le contenu prime la procédure. On ne peut créer un précédent.

Le président : « *Remedies preceed rights* » dit le droit anglais. La procédure prévaut. Étant donné que ma demande d'urgence était toutefois largement motivée, le Conseil d'État a rendu un avis dans les cinq jours.

11.10 Paul Tant (CD&V) : La loi sur le Conseil d'État prévoit explicitement que le gouvernement doit solliciter l'avis du Conseil avant de déposer un projet. Le gouvernement ne l'a pas fait parce qu'en réalité, il ne pouvait motiver suffisamment la demande d'urgence. La conséquence logique serait que ce projet ne soit pas examiné. Le président cherche à venir en aide au gouvernement mais la solution qu'il propose n'est qu'apparente. Il faut éviter de créer un précédent.

Le président : J'ai pesé le pour et le contre et j'assume pleinement la responsabilité de mon choix.

12 Renvoi en commission

Le **président** : J'ai reçu des amendements de M. Hans Bonte sur le projet de loi modifiant diverses dispositions relatives aux accidents du travail, aux maladies professionnelles et au fonds amiante, en ce qui concerne les cohabitants légaux (transmis par le Sénat) (n°s 2984/1 à 4).

Je vous propose de renvoyer ces amendements en commission des Affaires sociales et de réunir la commission immédiatement.

Pas d'observation ? (*Non*)
Il en sera ainsi.

Projets de loi et propositions

- 13** Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise (2540/1-8)
- Proposition de loi modifiant l'article 975 du Code judiciaire, en ce qui concerne le rapport sur l'état d'avancement des experts (73/1-3)
 - Proposition de loi modifiant les dispositions du Code judiciaire relatives à l'expertise judiciaire (432/1-3)
 - Proposition de loi modifiant les articles 965, 981 et 989 du Code judiciaire en vue d'accélérer les procédures d'expertise (1025/1-3)
 - Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise judiciaire (1347/1-3)
 - Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise (1535/1-3)
 - Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise (1806/1-2)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces propositions de loi. (*Assentiment*)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

13.01 **Valérie Déom**, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

13.02 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V) : Le CD&V est demandeur d'une efficacité accrue de l'expertise judiciaire où le juge jouerait un rôle plus actif, où l'accent serait mis sur le principe de subsidiarité et où les parties auraient une idée plus précise du coût de la procédure à prévoir. L'instauration du principe de la subsidiarité doit permettre au juge de vérifier s'il n'existe pas une autre possibilité, moins onéreuse. Le juge doit pouvoir intervenir lorsqu'une expertise entrave la rapidité et l'efficacité du traitement du dossier et il lui appartient de définir clairement le mandat de l'expert en ce qui concerne les délais et les dédommagements. Aujourd'hui, un magistrat est impuissant lorsque des parties abusent de l'expertise pour retarder l'examen du dossier. C'est pourquoi le CD&V a également déposé lui-même une proposition.

L'absence de listes d'experts judiciaires agréés constitue une lacune. Pour pouvoir établir une liste d'experts compétents et juridiquement formés, il faut faire en sorte que ne figurent sur cette liste que des personnes expérimentées ayant en outre bénéficié d'une bonne formation concernant l'expertise judiciaire, qui possèdent une bonne connaissance des règles juridiques et dont l'intégrité ne fait aucun doute. Nous préconisons l'établissement d'une liste nationale d'experts judiciaires, classés par arrondissement judiciaire ou par ressort de cour d'appel, de manière à ce que le juge puisse désigner quelqu'un de la région. Le travail des experts doit être soumis à une évaluation constante et l'information doit être centralisée. L'expert qui dépose son rapport tardivement doit pouvoir être remplacé. Le juge actif doit pouvoir jouer pleinement son rôle.

Il est fallacieux de prétendre que nous ne disposons pas de suffisamment de temps pour examiner cette question à la Chambre et au Sénat. Le dossier se trouve entre les mains de la commission de la Justice depuis longtemps déjà et l'avis du Conseil d'État exigeant le traitement bicaméral date d'août 2006. Le gouvernement avait toutefois d'autres priorités. Il a traité ce dossier à la hâte et reporté à une législature suivante l'établissement des listes d'experts. Pourtant, le CD&V n'est pas le seul à insister sur l'établissement

de ces listes. Le Conseil supérieur de la justice, l'ordre des barreaux flamands et les experts eux-mêmes le demandent avec insistance. L'article 991 du Code judiciaire stipule en outre que "les cours et tribunaux peuvent établir des listes d'experts selon les règles fixées par le Roi". Nous regrettons que l'on ne s'attelle pas à cette tâche. C'est la raison pour laquelle nous nous abstiendrons lors du vote. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

13.03 Alain Courtois (MR) : Le citoyen souhaite une justice efficace et rapide, soutenue par des magistrats compétents, loyaux, impartiaux et indépendants.

Dans certains cas, le magistrat va devoir de plus en plus recourir à des experts particuliers. Se pose dès lors la question de la professionnalisation et de la neutralité des spécialistes consultés par nos juridictions. Il faut organiser une procédure de recours à ces avis externes qui ne représente pas une entrave au déroulement d'un procès. Cela signifie que ces avis doivent être rendus par des experts compétents, professionnels et dans un délai acceptable. C'était là le sens de plusieurs initiatives parlementaires ; certaines visaient l'aspect qualitatif des experts, tandis que d'autres proposaient des améliorations procédurales.

Nous avons pu atteindre en commission un consensus grâce notamment à notre collègue M. Borginon.

La question de l'étendue de la réforme s'est tout de suite posée. Si des divergences existaient sur la problématique de la qualification et de l'agrément des experts, nous étions en revanche tous partisans d'une réforme procédurale. Le pas posé est, déjà, significatif.

Je me réjouis tout particulièrement que la nouvelle procédure prévoie une plus grande prévisibilité des délais et frais de l'expertise, obstacles considérables à l'accès à une justice « éclairée ». Je me félicite également du rôle plus actif accordé au juge à tous les stades de la procédure.

Enfin, la nouvelle procédure assure un surcroît de sécurité juridique en édictant que seul le juge peut prolonger le délai de dépôt du rapport final et que l'expert n'est plus habilité à demander paiement directement aux parties.

Nous avons franchi un cap important de la nécessaire réforme de l'expertise judiciaire mais il nous reste à instaurer un système de contrôle de la qualité des experts. Le groupe MR et moi-même ne manquerons pas de relancer la réflexion.

13.04 Alfons Borginon (VLD) : Lorsqu'au début de la présente législature, j'ai accédé à la fonction de président de la commission de la Justice, il est rapidement apparu que tous les partis souhaitaient modifier la législation relative à l'expertise judiciaire. Le cabinet voulait également aller de l'avant, même si les idées n'étaient pas encore très précises quant à l'objectif poursuivi. En commission, nous avons en tout cas pris une série de décisions qui ont sensiblement influencé le résultat final. Des auditions ont mis en évidence que la pratique de l'expertise judiciaire différait fortement d'un arrondissement à l'autre, situation qui plaidait en faveur d'une procédure simplifiée. Par ailleurs, un tableau synoptique des propositions déposées par les différents groupes - propositions très diverses quant à leur ampleur et à l'objectif poursuivi - a été établi.

Il est apparu que l'avis du Conseil supérieur de la Justice a constitué la principale source d'inspiration de la mouture finale du texte. Afin d'opérer la synthèse des nombreux textes et idées en présence, nous avons constitué un groupe de travail auquel tous les groupes représentés au sein de la commission de la Justice ont été conviés. Les contradictions entre textes ont été tranchées et les lacunes complétées sur la base de l'avis du Conseil supérieur. Je tiens à rendre hommage aux collaborateurs des parlementaires et de la ministre, qui ont contribué à donner forme aux textes à l'examen.

Au sein du groupe de travail, il est rapidement apparu à l'examen du texte - qui constitue en quelque sorte un

compromis de base - qu'il était prématuré d'y inclure la question des listes et des agréments. Si nous étions d'accord sur la nécessité de prendre des mesures en la matière, nous ne l'étions pas sur la solution à mettre en oeuvre. L'unanimité ne s'est pas faite à propos du niveau auquel organiser les listes ni de la portée des agréments.

Le texte de la proposition de loi est celui qui est issu du groupe de travail, étant entendu que nous avons également demandé l'avis du Conseil d'État dont nous avons tenu compte dans toute la mesure du possible. La discussion en commission à propos des amendements a essentiellement porté sur la mise en œuvre de l'avis. J'invite dès lors ceux qui souhaitent connaître la genèse exacte de l'avis à prendre connaissance de ce qui dit s'est au sein du groupe de travail.

Le texte qui vous est soumis instaure une procédure plus rapide et plus moderne, une procédure uniforme qui réserve au juge un rôle plus actif. J'espère que le Sénat l'examinera sous cette législature ou sous la suivante car il marque un progrès pour la justice. (*Applaudissements*)

13.05 Melchior Wathelet (cdH) : Tout le monde était d'accord pour dire qu'une réforme était nécessaire en la matière.

Quoique l'expertise soit, dans beaucoup de cas, nécessaire voire indispensable, souvent elle était la cause d'arriéré judiciaire.

Cette proposition ne va pas tout régler mais elle permet d'insérer un certain nombre de gardes-fous.

L'objectif de la proposition n'est pas de prépayer les experts mais bien de les payer au moment où ils doivent l'être.

Mais il faudra encore, en termes de liste et de statut des experts, que l'on ait la possibilité de déterminer exactement à qui l'on recourt.

Bien sûr, cette proposition ne va pas suffisamment loin, notamment sur ce point. Mais, globalement, c'est un pas en avant.

À de nombreuses reprises, je vous ai interrogée sur les émoluments des experts, qui ne sont pas toujours à la hauteur des charges qui leur sont dévolues et sont souvent payés tardivement.

Ils doivent être rémunérés à leur juste valeur (*Applaudissements de Mme Laurette Onkelink, vice-première ministre et ministre de la Justice*).

Le **président** : Quelqu'un demande-t-il encore la parole? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2540/8)

L'intitulé a été modifié par la commission en "proposition de loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'expertise et rétablissant l'article 509quater du Code pénal".

La proposition de loi compte 34 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 34 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Le **président** : Je relève que plusieurs propositions seront adoptées en cette fin de législature.

13.06 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : La commission de la Justice a énormément travaillé, sur des projets mais aussi sur des propositions.

Le **président** : Aux États-Unis, où il n'y a pas de projets de loi, les propositions issues du gouvernement sont qualifiées de *presidential bill*. J'ai vu des propositions de même nature dans notre Parlement.

14 Proposition de loi modifiant les articles 55 et 56 du Code civil portant réglementation des actes de naissance (1242/1-6)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

14.01 Valérie Déom, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

14.02 Josée Lejeune (MR) : Il arrive qu'une incertitude médicale empêche de déterminer le sexe d'un nouveau-né. Lorsque c'est le cas, le désarroi des parents est encore accentué par des contraintes administratives inutiles. En effet, l'article 55 du Code civil dispose que la déclaration de naissance doit avoir lieu dans les quinze jours suivant l'accouchement et l'article 57, que le sexe de l'enfant doit être mentionné. À défaut, les parents ne peuvent ni percevoir d'allocations familiales ni bénéficier de la mutuelle pour leur enfant. Or, les examens médicaux pour déterminer le sexe de l'enfant peuvent prendre plus de quinze jours. Aussi, pour les cas d'ambiguïté sexuelle et moyennant attestation médicale, je propose de porter à trois mois le délai à l'issue duquel le sexe doit être déclaré à l'officier de l'état civil.

La commission de la Justice a adopté cette proposition à l'unanimité et j'espère que vous ferez de même tout à l'heure.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1242/6)

L'intitulé a été modifié par la commission en "proposition de loi modifiant l'article 57 du Code civil en ce qui concerne la mention du sexe d'un enfant souffrant d'ambiguïté sexuelle".

La proposition de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

15 Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'améliorer la protection successorale des enfants nés hors mariage (2655/1-4)

- Proposition de loi modifiant les articles 295 et 1465 du Code civil, afin de supprimer, en ce qui

concerne les avantages matrimoniaux, le caractère discriminatoire existant entre les enfants issus d'un précédent mariage et les autres (2846/1-2)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces deux propositions de loi. (*Assentiment*)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

15.01 **Liesbeth Van der Auwera**, rapporteur : Je me réfère à mon rapport écrit.

15.02 **Valérie Déom** (PS) : Le Code civil énonce que les enfants nés dans ou hors mariage ont les mêmes droits et les mêmes obligations. Malheureusement, des discriminations entre les enfants fondées sur l'état civil des parents subsistent. Ainsi, l'article 1.465 du Code civil dispose que, dans le cas où il y aurait des « enfants d'un précédent mariage », toute convention matrimoniale qui aurait pour effet de donner à l'un des époux au-delà de la quotité disponible sera sans effet pour tout l'excédent. La présente proposition a pour but de rétablir le principe de l'égalité en remplaçant la formule par « enfants nés en dehors du mariage actuel ». Nous modifions dans le même sens une disposition discriminatoire similaire à l'article 295.

15.03 **Annelies Storms** (sp.a-spirit) : Cette proposition de loi ne concerne qu'une petite modification du Code civil mais elle a des répercussions importantes. En effet, elle a pour but d'adapter le droit successoral aux familles recomposées. Le fait que les partenaires soient ou non mariés a également des conséquences pour les enfants. Lorsqu'il s'agit d'enfants communs d'un couple cohabitant, les implications sont plutôt limitées, mais lorsqu'il y a des beaux-enfants, la situation est déjà beaucoup plus complexe. Les conséquences négatives du type de communauté choisie ne s'avèrent clairement qu'au moment de la séparation ou du décès de l'un des partenaires.

Le praticien du droit est de plus en plus fréquemment confronté au règlement d'héritages, auxquels tant les beaux-enfants que le beau-parent survivant ont recours. L'application de l'article 1465 du Code civil peut poser des problèmes à cet égard. En vertu de cet article, les enfants d'un précédent mariage sont protégés contre les avantages du mariage octroyés par un parent à un beau-parent par contrat de mariage. Néanmoins, si les enfants sont nés d'une cohabitation hors mariage, ils ne disposent d'aucune protection contre un tel privilège abusif en vertu du régime matrimonial du nouvel époux.

Il existe donc une discrimination entre les enfants nés au sein du mariage et ceux qui le sont hors mariage, alors que l'article 334 du Code civil prévoit l'égalité de tous les enfants. Par le biais de cette proposition, nous élargissons donc la protection aux enfants hors mariage et aux enfants nés d'un adultère. Spirit estime en effet que tous les enfants sont égaux, également en matière de droit successoral. Il est inadmissible que des enfants soient défavorisés parce que leurs parents ne se sont pas mariés. Si cette proposition de loi est adoptée, cette discrimination disparaîtra et de nombreuses questions d'héritage dans les familles recomposées seront mieux réglées. (*Applaudissements*)

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2655/4)

La proposition de loi compte 3 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 3 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

16 Proposition de loi modifiant le Code civil en ce qui concerne le mariage entre alliés (2293/1-3)**Discussion générale**

La discussion générale est ouverte.

16.01 Annelies Storms, rapporteur : La proposition de loi vise à permettre le mariage entre beaux-parents et beaux-enfants, qu'il s'agisse du gendre ou de la bru ou d'un enfant du conjoint.

La proposition a été examinée en sous-commission Droit de la famille ainsi qu'en commission de la Justice. Elle n'a pas fait l'objet de nombreuses observations et a finalement été adoptée majorité contre opposition.

Quelqu'un demande-t-il encore la parole ? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2293/3)

La proposition de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

17 Proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire en ce qui concerne la rectification d'erreurs matérielles dans les actes de l'état civil (2368/1-4)

- Proposition de loi modifiant le Code civil et le Code judiciaire en vue de simplifier la rectification des actes de l'état civil (2510/1-3)

Je vous propose de consacrer une seule discussion à ces deux propositions de loi. (*Assentiment*)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

17.01 Valérie Déom, rapporteur : Je me réfère à mon rapport écrit.

Le **président** : Quelqu'un demande-t-il encore la parole ? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2368/4)

La proposition de loi compte 5 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 5 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

Le ministre Dupont est au pays mais sa présence n'a pas été demandée en commission. La secrétaire d'État Mandaila Malamba est en République démocratique du Congo pour des raisons familiales.

Je demande à la Chambre, sur la base de l'article 72, 4°, du Règlement que les dispositions soient biffées dans le projet de loi-programme le 11 avril. Ces dispositions figurent dans le projet de loi portant des dispositions diverses.

Le gouvernement avait demandé l'urgence lors du dépôt du projet conformément à l'article 80 de la Constitution. En application de l'article 74,4 du Règlement, le projet a été renvoyé avec voix délibératives aux commissions compétentes : articles 2 et 3, commission des Affaires sociales, articles 1 et 4, commission de la Justice ; Je pense que nous respectons ainsi ce qui a été convenu hier.

17.02 Paul Tant (CD&V): Si je comprends bien, elles prendront la forme d'un projet distinct.

Le **président**: Ainsi que vous l'aviez demandé, et à raison.

18 Proposition de loi modifiant la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms, en ce qui concerne les droits liés à un changement de prénom (2446/1-4)

Le **président** : Le rapporteur, M. Marinower, ne pouvant pas être présent aujourd'hui, renvoie à son rapport écrit.

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

18.01 Jan Mortelmans (Vlaams Belang): Je dénonce l'absence des rapporteurs qui renvoient prétendument à leur rapport écrit. Certains membres de la Chambre se feraient un plaisir d'assumer cette tâche mais n'en ont jamais la possibilité. Dès lors, l'on pourrait au moins s'attendre à ce que ceux qui sont désignés en qualité de rapporteur fassent effectivement rapport. Je demande donc qu'à l'avenir, le rapporteur soit toujours présent.

Le **président** : Le rapport en question n'est pas bien épais mais je comprends qu'il s'agit en l'espèce d'une question de principe.

18.02 Jan Mortelmans (Vlaams Belang) : C'est en effet pour moi une question de principe, qui vaut pour le présent rapport et pour tous ceux à venir.

18.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Concrètement, la tâche du rapporteur se limite à présenter en séance plénière un résumé du rapport écrit rédigé par les services de la Chambre. S'il s'abstient même de cela, il ne fait strictement rien en réalité et ne mérite pas d'être cité dans le rapport.

Le **président** : J'ai connu l'époque où les membres rédigeaient le rapport eux-mêmes, mais les textes ont pris du volume et sont devenus nettement plus complexes depuis.

18.04 Marleen Govaerts (Vlaams Belang) : Je regrette, moi aussi, de n'avoir jamais été désignée en qualité de rapporteur pour le seul motif que j'appartiens au groupe politique du Vlaams Belang.

Le **président** : Quelqu'un demande-t-il encore la parole ? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.

(Rgt 85, 4) (2446/4)

L'intitulé a été modifié par la commission en « proposition de loi modifiant l'article 249, §1er, alinéa 2, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne les droits liés à un changement de prénom ».

La proposition de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

19 **Projet de loi réformant le divorce (2341/22-26)**

Amendé par le Sénat

Conformément à l'article 87 du Règlement, les projets de loi renvoyés à la Chambre par le Sénat ne font plus l'objet d'une discussion générale en séance plénière, sauf si la Conférence des présidents en décide autrement.

Monsieur Wathelet, vous avez la parole. N'oubliez pas ce que je viens de dire au sujet de la procédure!

Discussion des articles

19.01 Melchior Wathelet (cdH) : Si nous maintenons nos critiques fondamentales par rapport à ce texte, je tiens cependant à souligner la profondeur de la discussion menée.

Nous regrettons la suppression de la notion de cause déterminante, les délais trop courts, la référence à l'« état de besoin » pour pouvoir bénéficier de la pension alimentaire, le fait que la faute ne puisse plus justifier que le non-octroi d'une pension alimentaire, enfin les mesures transitoires ainsi que la limitation dans le temps de la pension alimentaire.

Ces mesures renforceront la précarisation de la personne la plus fragilisée — économiquement et psychologiquement — du couple, comme le craignent certaines associations de femmes. Parmi nos nombreux amendements, je ne retiendrai que les n°s 180, 188 et 202.

Les amendements apportés au Sénat ne nous convainquent absolument pas. Nous constatons que la personne la plus faible dans le couple reste malheureusement encore souvent la femme.

19.02 Sabien Lahaye-Battheu (VLD) : Le présent projet a été déposé voici près de treize mois, il a été adopté par la Chambre le 14 février avant d'être évoqué par le Sénat qui y a apporté certaines modifications dont les deux principales ne nous satisfont pas.

Tout d'abord, le Sénat a adapté l'article 23 qui a trait aux présomptions de désunion irrémédiable. Nous n'avons jamais été favorables à cette idée de présomptions et aurions préféré que la notion de désunion irrémédiable soit définie sans elles. Si ces présomptions ont été prévues, c'était pour faciliter la charge de la preuve et c'est pour cela que nous ne nous y sommes pas opposés. Toutefois, nous déplorons qu'en cas de requête unilatérale, le Sénat ait fait passer le délai de six mois à un an si le délai d'un an n'est pas atteint au moment de l'introduction. La disposition y afférente peut désormais être interprétée autrement et la seconde audience peut ainsi être planifiée à une date bien plus lointaine qu'un après. Or ce n'est pas le but et nous espérons que les juges suivront l'interprétation prônée par la ministre.

L'autre modification concerne la comparution personnelle obligatoire en cas de requête conjointe. Certains

estiment que cette comparution personnelle est de nature à responsabiliser les conjoints et à promouvoir la médiation mais en pratique, c'est une formalité qui, selon la majorité des gens, prend beaucoup de temps et est même humiliante.

L'article 42, qui règle les dispositions transitoires, a également été modifié. Par l'intervention du Sénat, l'ancienne loi reste d'application aux procédures de divorce pendantes. La nouvelle loi sera cependant toujours d'application en degré d'appel. Cette disposition tendrait à éviter qu'il ne faille recommencer tous les débats. Ce principe s'applique pourtant aussi à l'ensemble des affaires introduites dans lesquelles les débats n'ont pas encore été entamés.

Le professeur Leleu a clairement conseillé d'appliquer immédiatement la nouvelle loi à toutes les affaires. Il est étrange que la ministre ait suivi la position du professeur à la Chambre mais qu'elle y déroge tout de même à présent, ce qui permettra aux citoyens d'annuler en appel un jugement fondé sur le divorce pour faute. Nous nous sommes abstenus sur cet article parce que nous ne comprenons pas cette situation.

Par conséquent, les modifications apportées par le Sénat ne nous satisfont guère mais nous sommes malgré tout disposés à adopter le texte parce que nous voulons, à partir de septembre de cette année, offrir la possibilité à tous les Belges de divorcer sans faute et limiter la pension alimentaire dans le temps.
(Applaudissements)

19.03 **Guy Swennen** (sp.a-spirit) : Les modifications apportées par le Sénat n'apportent aucun changement aux lignes de force du projet qui représente toujours une avancée considérable. C'est pourquoi nous avons également décidé de ne pas compliquer les choses en ce qui concerne les modifications. Ce projet ne constitue qu'une étape dans une course à étapes mais il s'agit d'une étape importante. Il y aura deux priorités sous la prochaine législature : empêcher les divorces conflictuels interminables et évoluer dans le sens d'un divorce entièrement sans faute.

Ce projet constitue une énorme avancée. (Applaudissements sur les bancs de la majorité)

19.04 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en français*) : Ce projet de loi a été largement discuté, tant à la Chambre qu'au Sénat. Cette réforme extrêmement importante prendra corps le 1^{er} septembre prochain, si la Chambre le vote.

Je rappelle que ce projet vise à pacifier les relations entre des époux qui divorcent. Sacha Guitry a dit : « L'amour, ce sont des grands mots avant, des petits mots pendant et des gros mots après ». L'objectif du projet, c'est que les « gros mots » n'effacent pas le dialogue nécessaire pour réussir aussi l'« après-mariage ».

Le **président** : Quelqu'un demande-t-il encore la parole ? (Non)

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte corrigé par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2341/25)

Le projet de loi compte 44 articles.

Amendements déposés :

M. Wathelet maintient ses amendements n° 180 proposant un article 3bis nouveau ; n°188 à l'article 7 et n° 202 à l'article 42. Il retire ses autres amendements.

Les autres articles sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

20 **Projet de loi relatif à la mise à la disposition du tribunal de l'application des peines (2999/1-3)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

20.01 **Walter Muls**, rapporteur : Je considère que tous les membres présents savent lire et je renvoie au rapport écrit.

20.02 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang) : Dans certains parlements, il est tenu compte de la rédaction de rapports pour l'évaluation des membres. Nos députés européens ont été notés sur cette base lors des dernières élections, mais ils n'ont tout simplement jamais été désignés comme rapporteurs ! Ce type d'évaluation n'existe pas dans cet hémicycle, mais certains députés font mention des rapports sur leur site internet. La fonction de rapporteur ne signifie pourtant pas grand-chose, si ce n'est les quelques minutes consacrées à présenter les discussions lors de la séance plénière. Il est regrettable que, souvent, ce ne soit même pas le cas.

20.03 **Walter Muls** (sp.a-spirit) : Je suis toujours présent en commission de la Justice et j'accepte toujours d'être rapporteur. Il m'est arrivé maintes fois de présenter mon rapport à l'assemblée plénière de la Chambre, mais je ne le fais que lorsque la chose présente quelque intérêt pour les membres.

Selon M. Laeremans, il importe d'être rapporteur pour briller dans les statistiques. Mon score sera assurément excellent !

Le **président** : Les statistiques sont à l'image de dames légèrement vêtues. De loin, on pense tout voir mais de près, l'essentiel reste invisible.

20.04 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang) : Il convient en effet de regarder au-delà des statistiques. Je souhaite simplement dénoncer le fait qu'au sein de ce Parlement un parti est invariablement écarté de la fonction de rapporteur. Cette manière de procéder est antidémocratique.

Le Vlaams Belang n'adoptera pas cette modification légale. Elle ne répond nullement aux attentes et conduira à des libérations plus rapides. Je pensais pourtant qu'il entrait dans les intentions du gouvernement d'écarter plus longtemps les grands criminels de la société.

Si les tribunaux de l'application des peines deviennent responsables de l'exécution de la mise à la disposition, les criminels risquent d'être enfermés moins longtemps que ce n'est le cas à l'heure actuelle. Un gouvernement porte une responsabilité politique et doit se justifier devant le Parlement et les citoyens. Sa décision sera donc mieux réfléchie et empreinte de plus de sévérité qu'un obscur tribunal de l'application des peines travaillant dans l'ombre. À présent, le gouvernement peut évidemment décliner toute responsabilité.

La durée maximale de la mise à la disposition est ramenée de vingt à quinze ans. Le juge pénal ne pourra donc plus apporter les mêmes garanties quant au fait qu'un criminel sera écarté pour une longue durée de la société. Aucune raison sérieuse n'a été évoquée pour justifier ce raccourcissement. La ministre parle de situation plus équilibrée. Elle a également évoqué un compromis politique.

20.05 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en néerlandais*) : Je n'ai jamais parlé de cela.

20.06 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang) : Je pensais le contraire, mais tant mieux si ce n'est pas vrai.

20.07 **Laurette Onkelinx**, ministre (*en français*) : L'objectif d'un meilleur équilibre et un compromis politique sont deux choses différentes.

20.08 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang) : Il s'agit effectivement de deux choses différentes.

La déclaration selon laquelle la situation est à présent plus équilibrée ne paraît guère sensée. Le gouvernement entend garder les criminels plus longtemps en prison mais raccourcit les délais. Je ne vois pas où est l'équilibre.

Une période de mise à disposition de vingt ans nous paraît également trop courte. Certains criminels particulièrement dangereux, tels que les terroristes, doivent faire l'objet d'une mise à disposition à perpétuité, comme aux Pays-Bas.

La mise à disposition aurait pu nous permettre d'éviter que de grands criminels comme Dutroux ou Fourniret bénéficient d'une libération anticipée. Or au lieu d'accroître la durée de cette mesure et de mieux assurer la protection à la société, on fait tout le contraire. Nous ne contribuerons pas à cette évolution.

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2999/1)

Le projet de loi compte 13 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 13 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

21 **Projet de loi modifiant la loi du 1er octobre 1833 sur les extraditions et la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions (2506/1-3)**

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : M. Marinower, rapporteur, se réfère à son rapport écrit.

Quelqu'un demande-t-il encore la parole ? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2506/3)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

22 **Proposition de résolution relative à certains problèmes liés à la mise en oeuvre et au respect de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (2991/1-2)**

Discussion

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2991/1)

La discussion est ouverte.

22.01 Philippe Monfils, rapporteur : Je m'en réfère à mon rapport écrit.

22.02 Le président : Monsieur Monfils, vous avez de nouveau la parole pour votre intervention dans le cadre de la discussion.

22.03 Philippe Monfils (MR) : Le terrain sur lequel s'attache cette résolution est connu. Celle-ci est conçue pour permettre à de nombreux parlementaires de ne pas décider ou de ne pas faire connaître leur choix. Ce texte ne présente aucun intérêt car les échéances électorales empêcheront sa mise en œuvre par le gouvernement.

Il est demandé au gouvernement d'envisager des mesures figurant déjà dans des textes déposés par de nombreux collègues et moi-même.

Pour donner au travail parlementaire tout son sens, il eût été logique de débattre des propositions déposées. Mais on a créé un rideau de fumée derrière lequel se cachent des collègues qui n'osent se prononcer.

Ce serait anecdotique si la loi fonctionnait bien mais ce n'est pas le cas. La loi actuelle ne pourra assurer la sécurité publique puisque l'objectif de sortie des armes de la clandestinité n'est pas atteint.

Une loi trop dure ne peut être appliquée et c'est la raison pour laquelle j'ai proposé que nous rediscutions dans la sérénité de cette loi, après les élections.

J'ai déposé une proposition visant à prolonger le délai pour les déclarations d'armes. Plutôt que de voter oui ou non sur cette proposition, on s'efforce de l'écarter de l'ordre du jour de la commission. Ceci ne me semble pas constituer un bon travail parlementaire. Si rien ne change d'ici l'échéance électorale, je remettrai ce problème à l'ordre du jour dès la rentrée d'octobre, ou quelqu'un d'autre le fera.

22.04 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Le renforcement de la loi sur les armes constitue à nos yeux une réalisation majeure. La loi a atteint son objectif : il est aujourd'hui plus difficile d'acquérir une arme et plus de 100.000 armes ont déjà été déposées à la police locale.

Un groupe de travail parlementaire créé pour assurer le suivi de la loi présente aujourd'hui une résolution visant à remédier aux problèmes résiduels et à faire en sorte que plus d'armes encore sortent de la clandestinité. Mon groupe soutient cette résolution. La ministre a indiqué à juste titre en commission que la loi sur les armes avait été adoptée à l'unanimité et que ses objectifs demeurent totalement justifiés. La résolution vise à accroître encore l'effet de la loi et l'information à la population y est considérée comme primordiale. En commission, la ministre s'est déclarée favorable à une nouvelle campagne d'information à grande échelle, et nous nous en réjouissons.

Le service fédéral des armes informera le Parlement tous les six mois des demandes de permis et des armes déposées, ce qui est une bonne chose. Ce service examinera également ce qu'il devra advenir du tarif dégressif en cas de demandes multiples après la période transitoire, soit après le 30 juin.

Le point 6 de la résolution concerne la neutralisation temporaire d'armes. Cette option, qui ne figure pas dans la loi, serait pourtant utile. Personne n'a cependant encore trouvé de solution directement applicable, pas même les experts. Des études plus poussées sont nécessaires. M. Denis a proposé une protection électronique des armes. La résolution suggère d'examiner plus avant ce type d'options. Prolonger une nouvelle fois la période transitoire en attendant les résultats de ces études constituerait un signal erroné au citoyen, comme si la loi sur les armes ne devait pas être prise au sérieux.

La loi offre désormais au propriétaire d'une arme suffisamment de possibilités de s'en défaire et celui-ci ne peut donc faire valoir aucune raison légitime de la garder. Il peut en faire abandon en vue de sa destruction, la vendre ou la mettre en dépôt chez un tiers qui dispose d'une autorisation. Espérons que la nouvelle campagne d'information incitera davantage de personnes à rendre leur arme.

Nous soutenons pleinement cette proposition de résolution.

22.05 Melchior Wathelet (cdH) : L'adoption, un peu rapide, de la loi de juin 2006 sur l'interdiction des armes était basée sur d'excellentes intentions. Tous sont d'accord pour dire que le marché des armes doit être le plus transparent possible et que toutes nos armes doivent être repérables. Mais l'application de la loi pose une série de problèmes.

L'encodage de toutes ces armes a pour conséquence que les services concernés croulent sous le travail.

Le deuxième problème est relatif à la liste de motifs légitimes de détenir une arme. Deux motifs ne sont pas retenus : le motif sentimental et le motif patrimonial. Or, il est de notre intérêt que les personnes concernées – elles sont nombreuses – déclarent leurs armes. Il faut leur permettre alors de les conserver et faire en sorte qu'elles ne puissent les utiliser, en les désactivant. C'était le sens du premier amendement que j'avais déposé.

Les modalités de renouvellement de l'autorisation de détenir une arme posent également problème. Cette autorisation doit être renouvelée tous les cinq ans. Partant, la crainte exprimée que les règles en vigueur ne deviennent plus sévères dans le futur et ne rendent le renouvellement de l'autorisation impossible.

Pour régler ce problème, la résolution contient une proposition proportionnée qui prend la forme d'un assouplissement de la procédure.

Enfin, en ce qui concerne les armes de collection, le groupe de travail a obtenu du gouvernement un engagement ferme pour que la liste des armes non soumises à autorisation, qui a déjà été réévaluée par le Conseil consultatif, soit allongée et affinée.

22.06 Philippe Monfils (MR) : Je voudrais que cette liste que nous réclamons depuis des mois nous soit enfin communiquée ! Cette résolution ne nous la donne pas et n'aboutit à rien !

22.07 Melchior Wathelet (cdH) : Le gouvernement s'est engagé à fournir cette liste. Je suppose qu'on peut lui faire confiance.

22.08 Philippe Monfils (MR) : Je la réclame tous les jours !

22.09 Melchior Wathelet (cdH) : C'est en effet inquiétant. La crédibilité du gouvernement est en cause !

22.10 Philippe Monfils (MR) : Ce gouvernement est en fin de législature. Le groupe de travail aura été une astuce pour faire perdre deux mois au Parlement, avec pour conséquence que nous n'aboutirons pas à des solutions précises.

22.11 Melchior Wathelet (cdH) : L'application de la loi posait des difficultés de plusieurs ordres. Le groupe de travail permettait d'œuvrer à des solutions et je me suis efforcé d'être constructif. Si, comme vous le dites, le gouvernement ne prend pas en considération les résolutions du groupe de travail et les propositions concrètes et proportionnées du Parlement, sa crédibilité est en cause.

22.12 Philippe Monfils (MR) : Vous n'avez jamais insisté pour que nous votions les propositions déposées au Parlement.

22.13 Melchior Wathelet (cdH) : En tant que parlementaire de l'opposition, j'ai participé au groupe de travail constitué pour examiner les modalités d'application de la loi et j'ai soumis des amendements. Si le gouvernement ne veut pas prendre ces propositions en considération, je n'y peux rien !

22.14 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je rappelle que la loi sur les armes a été votée à la quasi-unanimité.

22.15 Melchior Wathelet (cdH) : Effectivement ! Comme l'avait demandé M. Monfils, nous sommes allés très vite !

22.16 Benoît Drèze (cdH) : À l'époque, il y avait un consensus sur le fait que nous améliorerions rapidement cette loi.

22.17 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Ce consensus ne s'est pas formé au sein de ce Parlement !

22.18 Philippe Monfils (MR) : Parmi les groupes, l'idée d'une modification de la loi circulait déjà. J'ajouterai que la modification d'une loi récente est une pratique courante, normale.

22.19 Stijn Bex (sp.a-spirit) : MM. Drèze et Monfils affirment qu'un consensus s'est dessiné en faveur d'une modification de la loi après un bref délai. Je les invite à contacter aussi mon groupe la prochaine fois car nous n'en étions pas informés.

22.20 Melchior Wathelet (cdH) : Un texte a été adopté à la quasi-unanimité car il permettait d'avancer. Des amendements ont été déposés pour que ce texte, dont l'application pratique était difficile, atteigne pleinement ses objectifs. Un groupe de travail a été mis en place et il est normal que les amendements et propositions discutés en commission lui aient été à nouveau soumis.

Nous avons répondu à la demande de M. Monfils en votant cette loi en une semaine.

22.21 Philippe Monfils (MR) : Vous n'êtes pas le seul à avoir déposé des amendements.

22.22 Melchior Wathelet (cdH) : J'ai mentionné vos amendements en commission et au sein du groupe de travail, et j'ai reconnu qu'ils comportaient des éléments positifs. Et, comme vous le soulignez, un texte peut être modifié à maintes reprises.

Je pense que la discussion du groupe de travail a porté ses fruits, que les résolutions sont proportionnées et que la loi pourra atteindre son objectif : un maximum d'armes déclarées, répertoriées, inventoriées.

Nous espérons que le gouvernement tiendra compte de cette résolution qui – je suppose – sera adoptée par l'ensemble des groupes.

22.23 Stef Goris (VLD) : En tant que président du groupe de travail chargé de l'évaluation de la loi du 8 juin 2006, je tiens à remercier tous les membres du groupe car grâce à leur collaboration constructive et malgré de profondes divergences d'opinion, les partis démocratiques sont parvenus à un consensus sur cette résolution. Car ils ont pris conscience graduellement que cette loi était entachée de quelques imperfections sur le plan de son exécution et de son application. Les événements survenus à Anvers l'an dernier ont amené une partie importante de la population à appeler de ses vœux l'adoption rapide d'une loi sur les armes plus stricte mais déjà ce moment-là, les spécialistes du secteur de l'armurerie pressentaient qu'il faudrait apporter rapidement des correctifs.

Pour être efficace, une loi sur les armes doit tendre à sortir de l'illégalité et à faire enregistrer un maximum d'armes parce que cette démarche profite à la sécurité. Par cette résolution, nous cherchons de nouveaux moyens de convaincre les centaines de milliers de détenteurs d'armes de cette nécessité et de les sensibiliser aux dangers inhérents aux armes. Enfin, la sécurité juridique constitue également un élément important pour les détenteurs et amateurs d'armes. Cette résolution tend à établir une distinction entre la détention et le port d'armes. L'on ne peut transiger avec les personnes qui circulent effectivement avec des armes. La ministre adhère aux objectifs de cette résolution en ce qui concerne la sensibilisation et accepte en outre qu'un état d'avancement semestriel soit fourni à la commission.

Nous demandons aux gouverneurs de province de veiller à une délivrance uniforme des permis de détention d'armes. Plusieurs directives ont déjà été rédigées à ce sujet mais nous demandons néanmoins qu'un suivi

étroit soit assuré.

Les détenteurs d'armes entretiennent souvent un lien émotionnel avec leur arme, principalement lorsqu'il s'agit d'héritages familiaux. Nous avons réfléchi en commission aux moyens de rendre les armes à feu temporairement et donc pas irrémédiablement inutilisables, pour que les armes ne perdent pas définitivement leur valeur. Après l'audition de quelques experts, nous n'avons toutefois trouvé aucune solution satisfaisante mais de tels systèmes existeraient à l'étranger. Nous demandons dès lors au gouvernement d'étudier cette possibilité. En commission, la ministre a d'ailleurs approuvé le principe.

Il y a eu aussi de vives discussions à propos de l'obligation de renouveler tous les cinq ans la demande d'autorisation de détenir une arme. Personnellement, j'estime que si les circonstances sont restées inchangées après cinq ans et si le détenteur peut le démontrer à suffisance, il n'y a pas lieu de répéter la procédure. Finalement, l'idée n'a pas été retenue dans la résolution mais je voudrais néanmoins demander à la ministre de vérifier s'il ne serait pas possible de simplifier la procédure à suivre pour demander une autorisation. Ce serait une bonne chose pour les détenteurs d'armes mais aussi pour les zones de police qui croulent actuellement sous les tâches administratives.

Des débats ont été aussi consacrés au tarif dégressif mais il s'agit là, bien évidemment, d'un point qui est de la compétence du ministre des Finances. Dans la présente résolution, nous demandons le maintien du tarif dégressif au cours de la période transitoire.

Même l'opposition reconnaît que cette résolution fait avancer les choses, notamment en ce qu'elle modifie la liste des armes à feu revêtant une valeur historique, folklorique ou décorative. La ministre a fait savoir que le conseil d'avis se penche déjà sur cette question., et le groupe de travail s'en est saisi aussi.

Nous devons nous assurer aussi que le certificat médical est bien nécessaire. Il s'agit d'une lourde responsabilité à prendre par le médecin. La ministre se concerte actuellement à ce sujet avec l'Ordre des médecins et les associations de tireurs sportifs.

Le groupe de travail a également envisagé la possibilité de prolonger la période de transition pour la déclaration des armes. Nous avons choisi de laisser à la ministre le soin d'en décider. Certains partis souhaitent que la période de transition soit limitée au 30 juin. Il ne s'agit pas à mes yeux d'une question politique et il faut prendre en considération l'applicabilité de la loi dans la pratique. Si une solution peut être trouvée pour rendre les armes temporairement inutilisables, il faudra promulguer les arrêtés royaux nécessaires et cela prendra du temps. Par ailleurs, la date des élections est proche. C'est pourquoi je suis partisan d'une prolongation de la période d'amnistie, fût-ce de quelques mois seulement.

22.24 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Au sein du groupe de travail, nous nous sommes mis à la recherche de possibilités visant à neutraliser temporairement les armes. Toutefois, jusqu'à la fin, les spécialistes n'ont pas été en mesure de proposer des solutions concrètes. Il est dès lors difficile de prévoir actuellement s'il sera possible de trouver un moyen pour ce faire et dans quel délai. La mise en dépôt des armes détenues par des personnes ne disposant pas d'une autorisation chez un tiers qui dispose de ce document me paraît dès lors une solution plus judicieuse que la prorogation de la période transitoire.

22.25 Stef Goris (VLD) : Il est important d'émettre à destination des détenteurs d'armes un signal clair pour leur indiquer qu'une solution est en vue. Car comment se fait-il que tant d'armes soient actuellement déclarées perdues ou volées ? Bon nombre d'honorables citoyens au casier judiciaire vierge qui possèdent une arme à laquelle ils sont émotionnellement attachés préfèrent déclarer qu'ils l'ont perdue que de devoir la remettre à la police en vue de leur destruction. En fait, on les contraint à l'illégalité. Essayons donc de trouver une solution opérationnelle, pour ne pas encore faire croître le nombre d'armes illégales.

Il existe des systèmes efficaces pour rendre les armes inutilisables. Dans d'autres pays, notamment en Allemagne, de tels systèmes ont déjà été mis au point.

L'idée de confier les armes à un tiers ne me paraît pas idéale non plus. Les armes sont des biens meubles et, en matière de biens meubles, la possession vaut titre. Il sera donc très difficile d'offrir aux propriétaires la sécurité juridique nécessaire.

Je préconise de nous inspirer de ce qui se fait à l'étranger et de prolonger la période dite d'amnistie en attendant. Il est contradictoire de vouloir contraindre les détenteurs à se défaire de leurs armes en attendant qu'on trouve une solution pour les rendre inaptes au tir. La prolongation de la période de transition constitue la solution la plus adéquate. Cela permettra à la ministre de mettre en place un système approprié pour rendre les armes inutilisables.

22.26 Stijn Bex (sp.a-spirit) : Nous avons en fait déjà mené cette discussion dans le cadre des activités du groupe de travail et nous avons fini par trouver une formulation acceptable par tous. Il reste toutefois une différence fondamentale de conception. M. Goris parle de braves citoyens sans casier judiciaire mais l'absence de casier judiciaire ne constitue évidemment pas la seule condition légale pour pouvoir posséder une arme. À un moment donné, les personnes qui refusent de s'inscrire dans la logique de la loi doivent en supporter les conséquences.

22.27 Philippe Monfils (MR) : Monsieur Goris, vous dites que les gens attendent l'issue de ce débat. Mais quelle issue ? Ce n'est qu'une simple résolution pour demander au gouvernement de faire quelque chose. Il y a des mois que le problème est posé et vous n'avez jamais discuté ni voté des amendements et propositions en la matière.

Maintenant, vous gonflez cette résolution comme si le peuple entier l'attendait ! Or, la conséquence sera nulle ! Il faut voter un texte ou pas, le gouvernement est d'accord ou pas et met sa majorité en marche ou pas. C'est le jeu parlementaire normal ! Mais accorder tant d'importance à une résolution, c'est tromper les gens ! Et je ne suis pas d'accord ! (*Applaudissements de M. Laeremans*)

22.28 Stef Goris (VLD) : Je me rends bien compte aussi que cette résolution ne mettra pas fin au débat. Le prochain gouvernement devra continuer à tenter d'améliorer la loi car, sous sa forme actuelle, elle n'atteint pas complètement ses objectifs et son applicabilité pratique laisse à désirer. Par notre résolution, nous en pointons une fois encore du doigt les écueils et proposons également quelques solutions. Nous souhaiterions que le gouvernement réalise encore certaines choses avant les élections et, dans cette optique, nous comptons sur sa bonne volonté.

Je ne suis pas non plus sans savoir qu'un casier judiciaire vierge n'est pas l'unique condition à remplir pour pouvoir détenir une arme mais M. Bex sait aussi que les criminels détiennent des armes alors qu'ils ne demandent jamais d'autorisation au gouverneur. Donc, cette loi ne réglera pas le problème des crimes commis à main armée. Les personnes visées par la loi sont les braves citoyens qui ont simplement une arme chez eux. C'est en leur nom que je demande instamment au gouvernement de rechercher une solution marquée au coin du bon sens.

22.29 Jean-Claude Maene (PS) : La mission du groupe de travail était d'étudier certains problèmes relatifs à l'application de cette loi. Son président a rappelé dans le détail ce que nous avons accompli. Je me réjouis d'apprendre aujourd'hui qu'il a trouvé une solution que nous avons cherchée en vain au cours des auditions des experts qui nous avaient expliqué qu'il était matériellement impossible de prévoir un système de neutralisation présentant suffisamment de garanties.

Il ne sert à rien d'opposer les citoyens les uns aux autres ou de chercher à stigmatiser certains utilisateurs d'armes comme les chasseurs ou les tireurs sportifs. L'objectif de la loi n'est pas d'empêcher ces gens d'utiliser leurs armes dans des conditions précises mais d'éviter que des armes en telle quantité continuent de circuler. Le président nous a parlé de cent mille armes qui ont disparu.

La loi qui a été votée vise avant tout à assurer une meilleure sécurité de nos citoyens et à lutter contre la violence.

22.30 Bart Laeremans (Vlaams Belang) : Selon M. Goris, le texte de la résolution serait un texte de consensus approuvé par tous les partis démocratiques. C'est entièrement faux. Il n'y avait pas de consensus sur le texte. Tout au plus a-t-on fait certaines constations intéressantes et réalisé quelques progrès, mais la

portée du texte est totalement insuffisante et il n'est pas assez précis. Dès lors, nous ne pouvons pas l'approuver. Par ailleurs, rien ne permet de qualifier le Vlaams Belang de parti non démocratique.

Cette résolution traduit une abdication du Parlement et nous le regrettons. Grâce au groupe de travail, le problème est enfin reconnu. Mais en même temps, il a aussi ralenti le processus de modification de la loi.

Tout le monde reconnaît à présent que la loi sur les armes, une loi votée à la hâte, n'atteint pas sa cible. Il apparaît, en effet, que les citoyens n'ont pas confiance et s'abstiennent de faire enregistrer leur arme. Or, aucune garantie nouvelle n'est prévue. Les armes faisant partie de patrimoines familiaux peuvent avoir une grande valeur mais rien n'est prévu pour les personnes qui en possèdent. Faire enregistrer ce type d'armes revient à devoir s'en séparer. Une attitude plus souple vis-à-vis des personnes possédant déjà une arme et le remplacement de l'obligation de disposer d'un permis à renouveler tous les cinq ans par une obligation de déclaration, aurait été de nature à instaurer un climat de confiance. Tout le monde est d'accord sur ce principe mais le législateur refuse de faire son travail. La détention d'une arme est soumise à un contrôle médical quinquennal et il faut réussir des épreuves théoriques et pratiques pour conserver leur autorisation. Une telle disposition reflète une grande méfiance envers le citoyen et représente du mauvais travail législatif. N'oublions pas, enfin, la taxe qui doit être versée tous les cinq ans par tous les détenteurs d'armes.

Qui plus est, l'obligation d'obtenir une autorisation posera de gros problèmes, aux services de sécurité notamment. Les personnes censées assurer notre sécurité devront en effet passer sans arrêt des examens stupides. Ils feraient pourtant mieux de se consacrer à la lutte contre les vrais criminels ! Et ceci s'applique aussi à ceux qui seront chargés de mener la vie dure à nos concitoyens en leur retirant leur autorisation, par exemple en cas de problème médical. Le groupe de travail ne nie pas que ces difficultés se posent mais il refuse de réformer la loi sur les armes. Il préfère laisser au gouvernement le soin de tout régler comme bon lui semble.

Par cette résolution, le Parlement laisse l'initiative au gouvernement. Il n'a pas même eu le courage de prolonger la période transitoire jusqu'à l'issue des négociations pour la constitution du gouvernement. M. Goris et son groupe de travail adoptent dans ce dossier une attitude non parlementaire en l'abandonnant aux mains d'un ministre, et quel ministre puisqu'il s'agit de Mme Onkelinx. On constate une fois de plus que c'est le PS qui mène l'attelage gouvernemental et qu'au sein de la coalition violette, la volonté de Mme Onkelinx vaut loi. La ministre s'est ouvertement moquée de M. Goris en annonçant qu'elle ignorerait cette résolution. Ne faites pas à la population des promesses que vous ne tiendrez pas. Dans ce dossier, les libéraux se sont montrés particulièrement hypocrites.

Cette résolution est une occasion manquée et un camouflet pour le citoyen honorable qui se retrouve dans l'insécurité juridique. Nous la rejetons donc catégoriquement. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

22.31 Robert Denis (MR) : Nous ne contestons pas la nécessité de légiférer en matière d'armes. Encore faut-il que la loi soit bonne. La loi du 6 juin 2006 ne l'est pas à cause du renouvellement payant des autorisations, de l'impossibilité de détenir des armes, même sans munitions, et de l'impossibilité de neutralisation réversible.

Les buts de la loi étaient de réduire le nombre d'armes en circulation, d'identifier les propriétaires de ces armes et d'en établir enfin une traçabilité.

Après le délai du 6 juin, il n'y aura que de l'ordre de 5% des armes qui auront été déclarées. Les millions d'armes qui sont en circulation en Belgique ne seront pas déclarées. La loi sera donc un flop complet. Vous, ou votre successeur, n'aurez pas d'autre alternative que de prolonger à nouveau le délai ou de faire – enfin ! – une bonne loi qui devra prévoir une amnistie pour ceux qui se seront mis hors la loi en ne déclarant pas les armes pour le 6 juin 2007.

Pour faire une bonne loi, il faut permettre aux honnêtes citoyens qui possèdent des armes, et qui y tiennent, de pouvoir les garder, même sans ce que la loi appelle le "motif légitime", mais sous certaines conditions.

J'ai proposé une technique, mais la plupart de mes collègues présents en commission ne m'ont même pas écouté !

Selon moi, la résolution ne servira à rien. Je ne la voterai donc pas. Je veux exprimer ainsi ma protestation contre la loi.

Je ne serai plus là à la rentrée mais je ferai un devoir de retraite pour permettre à mes collègues libéraux de faire enfin une proposition de loi réaliste, applicable et efficace (*Applaudissements sur certains bancs du MR et du VLD*).

22.32 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je déposerai bien entendu la résolution sur le banc du gouvernement.

Le **président** : La discussion est close.

Aucun amendement n'a été déposé ou redéposé.

Le vote sur la proposition de résolution aura lieu ultérieurement.

23 Proposition de loi créant un Observatoire permanent et fédéral des pratiques des centres publics d'action sociale (1658/1-4)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

23.01 Hilde Dierickx, rapporteur : Cette proposition de loi a été examinée les 6 et 20 mars 2007 en commission de la Santé publique. Selon M. Mayeur, l'auteur principal de cette proposition, l'Observatoire permanent et fédéral constituera un instrument d'analyse et de recommandations capable de clarifier les modalités d'application de la loi pour les CPAS. Les usagers des CPAS se plaignent fréquemment que de mêmes lois sont appliquées différemment en fonction du CPAS dont ils dépendent. L'objectif n'est pas de sanctionner, par le biais de l'Observatoire, les CPAS qui n'appliquent pas les bonnes pratiques. Seuls les tribunaux du travail disposent de cette compétence.

Lors de la discussion générale, Mme Lanjri et moi-même avons évoqué le risque d'un conflit de compétence entre les autorités fédérales et les Communautés, qui sont aussi compétentes en matière d'aide sociale. L'on s'est également demandé si les compétences de l'UVCW et de la VVSG ne sont pas suffisantes en ce qui concerne l'octroi d'aide aux CPAS.

Mmes Tilmans, De Meyer, Raemaekers et Lambert, ainsi que M. Bacquelaine, souscrivent à l'idée de créer un Observatoire.

M. Mayeur souligne que l'application correcte de la législation doit être plus claire pour les CPAS. À l'heure actuelle, ceux-ci n'ont d'autre solution que de s'appuyer sur un échange informel d'informations. Il n'est pas question en l'occurrence d'une fonction de médiation.

Ensuite, une discussion a porté sur l'avis demandé à l'UVCW et à la VVSG, parce que seul le président a été consulté, et non les CPAS eux-mêmes.

M. Mayeur a présenté des amendements visant à ce que l'Observatoire relève du poste Intégration sociale. Le ministre déciderait alors des règles de fonctionnement, du budget et de la composition de l'Observatoire.

Le ministre Dupont a insisté sur le fait que la législation sur les CPAS devenait de plus en plus compliquée. Cette proposition permet d'acquérir de l'expertise et d'être plus performant. Le ministre estime que quatre fonctionnaires de niveau A et un fonctionnaire de niveau C devraient suffire pour ce qui est du personnel de l'Observatoire. Il a insisté sur le fait que les données collectées par l'Observatoire sont confidentielles.

La proposition de loi a été adoptée par dix voix contre trois. (*Applaudissements*)

23.02 Benoît Drèze (cdH) : Le rapport est édifiant. Manifestement, les auteurs de la proposition - tous du PS ! - veulent un outil public supplémentaire mais dont le but n'est pas évident à comprendre.

Le CD&V a bien mis en évidence son caractère redondant en évoquant l'excellent travail déjà réalisé par la section CPAS de l'Union des Villes et des Communes et par le Centre pour l'égalité des chances. Il y a encore d'autres outils. On peut citer la Commission fédérale consultative de l'aide sociale ou encore la loi organique sur les CPAS.

C'est à juste titre que Mme Lanjri conclut, à la page 5 du rapport, que la multiplication des acteurs compliquera inutilement les choses pour les CPAS.

Les libéraux, quant à eux, relèvent la complexité et la variabilité de la réglementation en matière de CPAS mais soutiennent un outil supplémentaire et redondant.

Mme Dierickx a indiqué qu'elle était peu convaincue de l'utilité de cet observatoire et a ajouté que cet outil risquait de donner lieu à un conflit de compétences. En revanche, Mme Avontroodt s'exprime clairement, au nom de son groupe, en faveur du projet d'Observatoire.

M. Mayeur et Mme Raemaekers critiquent l'avis de l'Union des Villes et des Communes, ce qui constitue à mes yeux un dénigrement injuste et contraire à la vérité.

Cinquième et dernière remarque : l'Observatoire, pour lequel l'idée d'origine était qu'il fût indépendant, est localisé dans le SPP Intégration sociale. Le ministre a désormais la haute main sur un outil que vous vouliez indépendant.

Beaucoup de questions restent en suspens. Comment tout cela va-t-il fonctionner ? Quelle sera la composition de cette cellule ? Comment les qualifications seront-elles choisies ?

En conclusion, cette proposition permet au ministre de faire ce que la loi organique lui demandait déjà de faire et qu'aux yeux des députés de son propre parti il ne fait pas. C'est une contradiction supplémentaire.

C'est la raison pour laquelle le cdH votera contre cette proposition de loi.

23.03 Luc Goutry (CD&V) : M. Mayeur est animé d'intentions légitimes mais il existe d'importantes différences entre la situation dans une grande ville et dans des communes plus petites. Pour un CPAS d'une grande ville, un tel Centre d'observation se révélerait sans doute utile, mais pour des CPAS plus petits ou dans des zones rurales, ce ne serait nullement le cas. Dans ces entités, une concertation au niveau administratif et politique existe réellement. Par ailleurs, la VVSG peut toujours être invitée à rendre un avis.

L'avis de la VVSG à propos du texte à l'examen était précisément négatif parce qu'un tel Centre d'observation constituerait une structure intermédiaire supplémentaire et n'apporterait aucune plus-value. C'est pourquoi nous voterons contre le texte à l'examen, comme nous l'avons fait en commission.

23.04 Mark Verhaegen (CD&V) : La création d'un tel Centre d'observation serait contraire à l'avis de la VVSG et au point de vue défendu par la plupart des CPAS ruraux de Flandre, qui unissent souvent leurs forces dans le cadre de structures de coopération. En Campine, par exemple, 29 communes coopèrent au sein de la structure *Welzijnszorg Kempen* en ce qui concerne la Banque carrefour sociale. Un Centre d'observation n'apporterait aucune plus-value. Il engendrerait uniquement de nouveaux frais de personnel et représenterait pour le contribuable de l'argent jeté par les fenêtres. Je propose que ce projet soit soumis au test Kafka. Nul doute qu'il y échouerait.

En tout état de cause, nous voterons contre ce projet.

23.05 Yvan Mayeur (PS) : L'intention de la proposition de loi est de doter les CPAS d'un outil d'aide à la mise en œuvre des mesures – de plus en plus nombreuses – d'aide aux personnes en situation difficile. Les problèmes de mise en œuvre conduisent à des recours devant le tribunal du travail, à des incompréhensions,

à des revendications lorsque les CPAS ont des *modus operandi* différents. Je propose un outil pour analyser les bonnes pratiques mises en œuvre dans les CPAS, une forme de *benchmarking*.

Bien sûr, un article de la loi organique des CPAS énonce les méthodes à mettre en œuvre pour agir sur le plan qualitatif. Mais l'État fédéral n'envoie aucun contrôleur sur le terrain.

Je ne partage pas l'avis de M. Goutry au sujet des CPAS. Les CPAS des petites villes ont moins de moyens et sont parfois très démunis face à certaines situations. C'est d'ailleurs parce que j'ai constaté que ces petits CPAS devaient faire appel à ceux des grandes villes qu'il me paraît nécessaire de créer un outil commun dans l'administration.

Monsieur Drèze, vous connaissez mal les CPAS et vous n'appréciez pas les outils publics. Un outil public respecte des critères d'égalité d'accès, d'égalité de traitement, de continuité, mais il doit aussi être performant, même si sa mission est d'aider les pauvres. Cela n'enlève rien aux services associatifs, dont l'action demeure indispensable.

23.06 Benoît Drèze (cdH) : Les constats d'Yvan Mayeur sont justes, mais nous sommes convaincus que la solution ne se trouve pas dans la création d'un nouveau « bidule ». Et je tiens à préciser que je respecte l'outil public.

Il appartient au SPP Intégration sociale d'agir, sans qu'il soit nécessaire de lui greffer un organe supplémentaire. Puisqu'il n'agit pas, Monsieur Mayeur, je vous suggère de devenir ministre de l'Intégration sociale et de changer les choses !

23.07 Yvan Mayeur (PS) : Je remercie M. Drèze pour son soutien dans ma prochaine campagne électorale.

Le **président** : À en juger par leur nombre, les mandats de nos collègues semblent autoféconds. Je le dis avec beaucoup de respect pour ceux qui se dévouent à la cause du Parlement.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (1658/4)

La proposition de loi compte 6 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 6 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

24 **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives aux accidents du travail, aux maladies professionnelles et au fonds amiante, en ce qui concerne les cohabitants légaux (2984/1-7)**

Transmis par le Sénat

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

24.01 Dirk Van der Maelen, rapporteur (*en français*) : Votre commission a examiné le présent projet de loi, renvoyé par la séance plénière, en sa réunion du 10 avril 2007. La rédaction actuelle du projet de loi pose cependant un problème technique.

Le projet de loi 2917 modifiant la loi du 3 juillet 1967, adopté le 29 mars 2007 par la Chambre, et actuellement pendant au Sénat, modifie partiellement les mêmes dispositions que le projet de loi à l'examen. Le projet de loi 2917 entrera probablement en vigueur après le présent projet de loi, ce qui annulerait l'effet des articles 3, 5 et 6 de ce dernier.

Le président a déposé quatre amendements pour éviter tout risque d'interférence entre les deux projets. Le représentant du ministre des Affaires sociales et de la Santé publique approuve les amendements déposés. Une discrimination entre travailleurs du secteur privé et du secteur public existera durant l'intervalle - une journée - séparant l'entrée en vigueur des deux projets loi.

Les amendements 1 à 4 ont été adoptés à l'unanimité, de même que les articles 3, 5, 6 et 19 tels qu'amendés. L'ensemble du projet de loi tel qu'amendé fut adopté à l'unanimité. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

Le **président** : La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2984/7)

L'intitulé a été modifié par la commission en "projet de loi modifiant diverses dispositions relatives aux accidents du travail, aux maladies professionnelles et au Fonds amiante, en ce qui concerne les cohabitants légaux".

Le projet de loi compte 19 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 19 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

La séance est levée à 19 h 32. Prochaine séance ce jeudi 12 avril 2007 à 20 heures.

De vergadering wordt geopend om 14.17 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: de heer Guy Verhofstadt

Een reeks mededelingen en besluiten moet ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Ambtsplicht: Johan Vande Lanotte

Gezondheidsredenen: Greet Van Gool en Greta D'hondt

Buitenslands: Maggie De Block en Pieter De Crem

Federale regering

Karel De Gucht, minister van Buitenlandse Zaken: met zending buitenslands

Marc Verwilghen, minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid: met zending buitenslands (Libië)

Bruno Tobback, minister van Leefmilieu en Pensioenen: met zending buitenslands (Marokko)

Vincent Van Quickenborne, staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging: met zending buitenslands (Washington)
Gisèle Mandaila Malamba, staatssecretaris voor het Gezin en Personen met en handicap: buitenslands (Congo)

Vragen

01 Vraag van de heer Servais Verherstraeten aan de eerste minister over "benoemingen door de regering" (nr. P1879)

01.01 Servais Verherstraeten (CD&V): Een van de persartikelen van vandaag heeft als titel "paarse kabinetschefs op weg naar mooie benoemingen" en dit soort berichten lezen we steeds vaker. Dit land werd vroeger gekenmerkt door verzuiling en toen werd er politiek benoemd, maar ik dacht dat we op de goede weg waren naar een gezonde praktijk van depolitisering. Acht jaar geleden noemde de premier dat ook een topprioriteit, maar de jongste weken en maanden komen hoe langer hoe meer toplui uit de kabinetten in aanmerking voor belangrijke benoemingen.

Waarom gebeuren er aan het einde van de zittingsperiode nog zoveel benoemingen? Wat bedoelt de woordvoerder van de premier met de bewering dat de benoemingen Copernicusconform zijn? Hoeveel benoemingen zijn er ondertussen gebeurd?

01.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (Nederlands): Vroeger was er helemaal geen selectieprocedure voor belangrijke benoemingen. Sinds de Copernicushervorming doorlopen alle kandidaten een procedure georganiseerd door Selor. Er wordt geselecteerd op competenties en niet meer op connecties. Niet alle benoemingen verlopen via Selor, maar die waarop de heer Verherstraeten doelt wel. Die zijn strikt volgens de procedure verlopen. De kandidaten worden onderworpen aan een objectieve test en ook beoordeeld door een jury samengesteld door Selor. Aan de procedure is enkel iets veranderd om tegemoet te komen aan een arrest van de Raad van State. Het extern assessment met een eentalige jury van de taalrol van de kandidaat werd vervangen door een procedure met een tweetalige jury. De minister zelf ontmoet enkel de kandidaten voorzitters van een FOD.

Ook de toekomstige benoemingen zullen strikt via de procedure gebeuren.

Dat tussen de geselecteerden enkele bekende namen zitten, zegt dus niets over de procedure, maar misschien wel iets over de competentie van die personen.

01.03 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik wil niemands competentie in twijfel trekken, maar depolitisering was een hoog doel van paars. Er werd zelfs een peperdure volksraadpleging over gehouden met evidente vragen waarop de burgers evidente antwoorden hebben gegeven. Desalniettemin benoemde paars I politiek geïnspireerd en verergerde het nog onder paars II. De regels voor topbenoemingen werden dan nog eens herschreven zodat er geen assessments meer zijn, maar interviews door een commissie voorgezeten door Selor. De Ministerraad kan de samenstelling van Selor beïnvloeden en maakt op die manier een cascade aan politieke benoemingen mogelijk. Ik kan zo voorspellen wie de volgende geselecteerden zullen zijn.

De regelgeving die de premier heeft geschetst, is theorie.

01.04 Eerste minister Guy Verhofstadt (Nederlands): De CVP heeft natuurlijk nooit politieke benoemingen gedaan.

01.05 Servais Verherstraeten (CD&V): Ik zie dat de premier na acht jaar nog steeds graag oppositie voert. Ik wens het hem toe na 10 juni.

01.06 Melchior Wathelet (cdH): Op de fiche van de aan- en afwezigheden van de regeringsleden die wij in de Conferentie van voorzitters hebben ontvangen, stond niet vermeld dat de heer Tobback vandaag afwezig zou zijn. Ik verneem echter dat hij zich in Marokko bevindt en dat de heer Verhofstadt op 30 maart van zijn afwezigheid op de hoogte werd gebracht.

01.07 De voorzitter: De heer Tobback heeft een geldige reden voor zijn afwezigheid. Hij had de Koning om toestemming gevraagd om afwezig te zijn en heeft de eerste minister hiervan verwittigd. Premier Verhofstadt was niet verplicht ons dat mee te delen. Dat was de taak van minister Tobback of zijn diensten.

01.08 Melchior Wathelet (cdH): Mijnheer de voorzitter, het enige wat wij de ministers vragen is dat ze het Parlement ten minste twee dagen op voorhand verwittigen. U zegt ons dat u de regering daar wekelijks schriftelijk op wijst, maar met dat verzoek wordt geen rekening gehouden. Het is uw taak om ervoor te zorgen dat er respect getoond wordt voor dit huis!

01.09 De voorzitter: Minister Tobback respecteert die eis doorgaans keurig. Ik heb het bericht dat hij - veertien dagen geleden intussen - ter informatie aan de eerste minister gestuurd heeft, niet ontvangen.

01.10 Minister André Flahaut (*Frans*): Maar zelfs als we verwittigen, loopt er soms nog iets mis! Mag ik u, mijnheer de voorzitter, verzoeken te preciseren dat er u twee brieven toegestuurd werden, want op de vorige vergadering bestond daar enige twijfel over.

01.11 De voorzitter: Het was niet zo duidelijk voor mij!

01.12 Paul Tant (CD&V): Minister Flahaut zou beter zwijgen. Hij had zich verontschuldigd omdat hij niet op een vraag wilde antwoorden, maar nadat hij door de voorzitter was geconvoceerd, kwam hij toch. Hij was dus wel beschikbaar.

Wij krijgen elke week een lijst met de aan- en afwezige ministers, maar steeds weer blijkt een deel daarvan toch niet te komen. Dat is de verantwoordelijkheid van de voorzitter.

De voorzitter probeert de premier en minister Tobback in de dekken, onder meer door naar het Hof te verwijzen, maar wat zijn wij daarmee? Wij krijgen geen kopies van de brieven van de ministers aan de Koning.

Het is schijnheilig van de premier om te verklaren dat hij nergens van wist. Hij was op de hoogte van de afwezigheid van zijn minister en had dus ook de Kamer kunnen inlichten.

Ik hoop dat de voorzitter er in de weken die ons nog resten, voor zorgt dat de Kamer meer wordt gerespecteerd.

01.13 De voorzitter: Mijnheer Drèze, ik heb u de brief bezorgd die ik net heb ontvangen.

01.14 Paul Tant (CD&V): Voor de Kamer is hij niet legitiem afwezig, want hij is niet verontschuldigd!

01.15 Benoît Drèze (cdH): Ik zal de minister niet vragen uit Marokko terug te keren. Ik ben echter teleurgesteld omdat ik het antwoord van de partijvoorzitter dat de eerste minister een maand geleden, toen ik hem ondervroeg over zijn boek, heeft beloofd, nog altijd niet heb ontvangen.

01.16 De voorzitter: Ik heb die brief gekregen van de heer Somers, eind maart, dunkt mij, en ik zal u die bezorgen. Ik meende nochtans dat ik hem aan de heer Wathelet had meegedeeld.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Muriel Gerken aan de minister van Landsverdediging over "de klacht van Birmaanse vluchtelingen tegen Totalfina" (nr. P1883)

02.01 Muriel Gerken (ECOLO): Mijnheer Flahaut, twee weken geleden heb ik u gevraagd of u van uw positief injunctierecht zou gebruik maken, omdat er in het dossier van de Birmaanse vluchtelingen een conflict was gerezen tussen de adviezen van het Hof van Cassatie en het Arbitragehof inzake de toepassing van onze genocidewet. U heeft me gevraagd u de nodige tijd te gunnen om het arrest te bestuderen dat het

Hof van Cassatie daags tevoren uitgesproken had. Ik zou graag nog vóór de periode van de lopende zaken aanvangt, vernemen hoe het met dat dossier staat.

02.02 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Ik heb me geïnformeerd en ik wenste contact op te nemen met het "weinig gemeenschappelijk vakbondsfront", maar omdat verschillende van die personen op vakantie zijn, heb ik een ontmoeting voor volgende week vastgelegd.

02.03 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Ik ben tevreden dat u in dit dossier een initiatief genomen heeft.

02.04 **Melchior Wathelet** (cdH): De aanwezigheids- en afwezigheidslijst van de ministers stelt niets meer voor! Minister Flahaut had zich bijvoorbeeld voor de vergadering van vandaag als afwezig opgegeven en nu is hij hier en heeft hij zich voor volgende week uit voorzichtigheid als afwezig opgegeven!

02.05 **Paul Tant** (CD&V): De voorzitter kan de regering misschien een nota sturen om het verschil tussen aanwezig en afwezig uit te leggen. Bij minister Flahaut gaat het dan weer meer om een mentale afwezigheid.

02.06 Minister **André Flahaut** (*Frans*): Gelet op de belangrijke ontwerpen die door de ministers Onkelinx, Dewael en mijzelf bij de Senaat en de Kamer werden ingediend, heb ik mijn voor deze week gepland bezoek aan Hongarije opgezegd. Volgende week reis ik met prins Philip naar Libanon.

02.07 **Paul Tant** (CD&V): Minister Flahaut belooft mevrouw Gerkens volgende week een antwoord, maar dan is hij in Libanon! (*Rumoer*)

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de minister van Werk over "de 'golden parachutes' voor bestuurders van vennootschappen" (nr. P1887)**

03.01 **Melchior Wathelet** (cdH): Men heeft het in de pers vaak over de "gouden handdrukken" die sommigen ontvangen wanneer zij opstappen of ontslagen worden. Met die immorele en niet-transparante praktijk kunnen buitensporig hoge bedragen gemoeid zijn. Tijdens de onderhandelingen over de loonmassa heeft men geen greep op die "gouden handdrukken". Een tiental maanden geleden beweerde u iets aan dat probleem te willen doen en kondigde u een wetgevend initiatief aan. Aangezien dat uitblijft, vraag ik mij af of de situatie u niet voldoende dringend lijkt om tot actie over te gaan.

03.02 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Frans*): De Nederlandse gedragscode beperkt de ontslagvergoeding tot ten hoogste één jaarloon, maar een analyse van dat model heeft een aantal tekortkomingen aan het licht gebracht. De openbaarheid van de gegevens zou tot een loonopbod leiden. In België wordt over ontslagvergoedingen onderhandeld via overeenkomsten en bepaalt de Code Lippens de regels inzake behoorlijk bestuur.

In samenwerking met de werknemersorganisaties moet er een maatschappelijk debat op gang worden gebracht over de billijke bezoldiging van topmanagers.

Ter zake zal moeten worden nagegaan of eenvoudige aanbevelingen volstaan.

03.03 **Melchior Wathelet** (cdH): Hiermee neem ik geen genoegen. Tien maanden geleden kondigde u aan dat er vooruitgang geboekt zou worden, maar ondanks overtuigende voorbeelden en astronomische cijfers, geeft u vandaag geen antwoord en houdt u zich niet aan de hier gemaakte afspraken.

Dat de bezoldigingen niet openbaar gemaakt worden, daar kunnen we in komen. Maar het gaat hier om personen die niet meer voldoen en die aan de deur gezet worden. En net dan krijgen ze zo'n astronomische premie! Dat is immoreel!

Het incident is gesloten.

04 **Samengevoegde vragen van - mevrouw Nathalie Muylle aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de klimaatfondsen" (nr. P1885)**

- de heer Benoît Drèze aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "de klimaatfondsen" (nr. P1886)

04.01 **Nathalie Muylle** (CD&V): Het Kyotofonds werd in 2002 opgericht en wordt gefinancierd via de energiefacturen van de consumenten. Jaarlijks wordt 25 miljoen euro in dat fonds gestort, zodat er nu al 100 miljoen euro beschikbaar is. Dat geld moet worden aangewend om de Kyotodoelstellingen te realiseren, meer bepaald het reduceren van de CO₂-emissies met 2,46 miljoen ton. Volgens de CREG, die het Kyotofonds beheert, moet 60 miljoen euro worden aangewend voor de aankoop van schone technologie, 10 miljoen voor de FOD Leefmilieu en 30 miljoen voor de CO₂-reductie. In schone technologie werd nog maar 1,1 miljoen euro effectief geïnvesteerd. Niemand weet waarin precies de FOD Leefmilieu 10 miljoen moet investeren en de 30 miljoen voor de CO₂-reductie blijft onaangeroerd. Er is dus vandaag nauwelijks 1,1 miljoen euro uitgegeven. Wat zal er met de rest van die 100 miljoen euro gebeuren?

04.02 **Benoît Drèze** (cdH): Sinds de film van Al Gore maakt iedereen zich druk over de opwarming van de aarde, de eerste minister op kop. Er worden belangrijke maatregelen aangekondigd en zelfs, in de aanloop naar verkiezingen zowaar, een onpopulaire belastingverhoging, om de planeet te redden!

Tegelijk hebben we al vier jaar lang een fonds waar niets mee gedaan wordt, met een jaarlijkse dotatie van 25 miljoen, waar intussen dus al 100 miljoen in zit! En er zijn nog andere fondsen: in totaal beschikt men naar verluidt over een potje van 280 miljoen euro.

Wat doet de regering concreet met het geld van de burger op dat gebied?

04.03 Minister **Peter Vanvelthoven** (*Nederlands*): Het Kyotofonds werd opgericht in 2003 voor de financiering van het federale klimaatbeleid. In het Overlegcomité van 8 maart 2004 over de Kyotodoelstellingen werd afgesproken dat de federale regering in de periode 2008-2012 jaarlijks 2,46 miljoen euro emissierechten zou aankopen en 4,8 miljoen ton CO₂-equivalenten zou reduceren via bijkomende interne maatregelen. Het Fonds ontvangt jaarlijks 25 miljoen euro en wil dat geld duurzaam investeren in klimaatprojecten, waarbij eerst wordt gestreefd naar CO₂-reductie in eigen land en pas daarna de aankoop van emissierechten wordt overwogen.

Van de 100 miljoen euro in het Fonds wordt 60 miljoen euro aangewend voor schone en duurzame klimaatprojecten in het buitenland. In El Salvador wordt geïnvesteerd in een geothermische elektriciteitscentrale. Er wordt met Cyprus onderhandeld over twee offshore windenergieprojecten en met India over een biomassaproject.

Op 15 maart 2007 werd een tweede contract ondertekend voor de aankoop van emissierechten ten bedrage van ten minste 22 miljoen euro en met KfW Bankengruppe werd een contract afgesloten voor de aankoop van 1.660.000 emissiekredieten, wat overeenkomt met 13,5 procent van het federale aankoopbeleid.

Elke projectaanvraag wordt grondig gescreend. Pas als ze aan alle voorwaarden voldoet, volgt een contract met de projectontwikkelaars.

(*Frans*) Bovendien wordt het Kyotofonds ook aangewend om de Belgische bevolking middels campagnes te sensibiliseren en om interne reductiemaatregelen te implementeren, eerder dan er in het buitenland emissierechten mee te verwerven.

Op grond van de gerealiseerde investeringen en een diepgaande evaluatie zal de regering beslissen of nieuwe investeringen nodig zijn. We willen onze klimaatdoelstellingen zo doeltreffend mogelijk bereiken.

Ondertussen zijn ook het Fonds ter reductie van de globale energiekost en FEDESCO op kruissnelheid gekomen. Tijdens de bijzondere Ministerraad van 17 en 18 maart 2007 werden bijkomende taken en middelen aan FEDESCO toegewezen voor de plaatsing van zonnepanelen op de daken van overheidsgebouwen. Op dit vlak moet de overheid immers het goede voorbeeld geven.

04.04 Nathalie Muylle (CD&V): Veel projecten, die nog moeten worden uitgevoerd, gaan over de aankoop van schone technologie, maar dat was precies het federale engagement. Er zal daarvoor de volgende jaren 60 miljoen euro worden aangewend, maar de minister antwoordde niet op de vraag wat er met de 10 miljoen euro voor de FOD Leefmilieu zal gebeuren, noch welke engagementen er zijn in verband met het resterend saldo van 30 miljoen euro.

Na de zogenaamde milieutop in Leuven zijn er nog altijd geen resultaten bekend over de opbrengst in CO₂-besparingen. De regering weet duidelijk niet wat te doen en er is geen enkele transparantie.

04.05 Benoît Drèze (cdH): Buiten enkele toelichtingen over bepaalde projecten in het buitenland hebben we geen enkel antwoord gekregen over het beleid dat de Belgische regering ter zake voert.

U komt terug op interne maatregelen waarover u niet uitweidt en u vermeldt investeringen zonder ze verder uiteen te zetten. Dat is onaanvaardbaar, te meer daar het hier een essentieel thema betreft! We zullen dat niet zomaar laten gebeuren en zullen dit onderwerp opnieuw ter tafel brengen in de commissie!

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Bart Tommelein aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de problematiek rond Unibet.com" (nr. P1880)

05.01 Bart Tommelein (VLD): Er is een probleem met de sponsoring van de wielerploeg Unibet.com. De organisatoren van twee grote wielervedstrijden, de Waalse Pijl en Luik-Bastenaken-Luik, zullen de ploeg volgende week geen startrecht gunnen omwille van de Belgische wetgeving, die nog niet helemaal is aangepast aan de Europese regelgeving met betrekking tot het internet. La Française des Jeux rijdt echter wel op de Belgische wegen en daar zijn toch ook internetweddenschappen mogelijk. Wordt de wetgeving misschien à la carte geïnterpreteerd? Is het sponsoren van sportploegen effectief in de gokwetgeving vervat? Is het dragen van een bepaald truitje dan illegaal?

Unibet.com is een groot internationaal bedrijf dat erin slaagde een ProTourlicentie te bemachtigen. Insinueren dat het een malafide organisatie betreft, is niet correct.

Waarom wordt in beide landsdelen niet op dezelfde wijze opgetreden op basis van dezelfde wetgeving? Waarom wordt in Vlaanderen – al dan niet oogluikend - toegelaten wat in Wallonië streng wordt bestreden? Waarom is Wallonië zo streng? Welk vervolgingsbeleid wordt gevoerd? Zal de wetgeving worden aangepast zodat online weddenschappen legaal worden?

05.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): De wet van 1999 verbiedt kansspelen. De Europese Commissie heeft niets tegen die wet ondernomen en die materie wordt niet door een Europese richtlijn geregeld. Logischerwijze is reclame voor kansspelen eveneens verboden. In het kader van de Ronde van Vlaanderen en Gent-Wevelgem werden er processen-verbaal opgesteld, vermits de betrokken wielerploeg aan die wedstrijden heeft deelgenomen.

Er zal een gerechtelijk onderzoek worden geopend.

Volgens de informatie waar ik over beschik, mag de betrokken wielerploeg niet deelnemen aan de Waalse Pijl van 25 april eerstkomend.

De wedstrijdorganisatoren zijn verantwoordelijk voor het al dan niet toelaten van een wielerploeg. Een organisator die een ploeg toelaat die reclame maakt voor verboden spelen, kan daarvoor aansprakelijk worden gesteld. Justitie moet uitmaken of er inbreuken werden gepleegd.

05.03 Bart Tommelein (VLD): Ik heb begrip voor het standpunt van de minister, maar ook de beelden van buitenlandse wedstrijden komen via de tv onze huiskamers binnen. Dat is de hypocrisie ten top. Bovendien krijgen andere ploegen die weddenschappen organiseren - bijvoorbeeld La Française des Jeux - wel startrecht. Onze wetgeving is totaal verouderd en moet dringend worden aangepast. Ik betreurt dat er gesold wordt met een wielerploeg die 55 mensen werk verschaft en een schare supporters heeft.

05.04 Servais Verherstraeten (CD&V): Begin dit jaar stemde de Kamer in met de urgentie voor het ontwerp tot wijziging van de kansspelenwet. De meerderheid is echter nog steeds niet met de bespreking begonnen. Nu zeggen dat de wet verouderd is en dringend moet worden gewijzigd, dat is pas hypocriet!

05.05 Tony Van Parys (CD&V): Ik stel voor dat het eerste punt van de Justitiecommissie van volgende week het wetontwerp inzake kansspelen wordt. Zo kunnen we de wet meteen aanpassen. Het kan niet dat men hier schijnheilig de verontwaardigde uithangt en vervolgens de bespreking in de commissie weigert. *(Geroep)*

05.06 Bart Tommelein (VLD): In de laatste maand van zijn ambt moet de heer Tant maar eens leren luisteren in plaats van voortdurend dingen te roepen. Ik heb het enkel hypocriet genoemd dat tijdens de tv-uitzendingen van buitenlandse wedstrijden wel zulke reclame is te zien op onze buis.

Gistermiddag stelde de commissie Justitie de zaak uit tot de volgende regeerperiode. De voorzitter heeft er niet voor gepleit het punt opnieuw te bespreken en vroeg enkel of we het punt met of zonder verslag zouden goedkeuren. De verantwoordelijkheid ligt dus bij de VLD.

05.07 Paul Tant (CD&V): Na 26 jaar ken ik de gewoonten van dit huis en weet ik hoe het vroeger toeging en hoe het nu toegaat. De heer Tommelein meent lessen te moeten geven aan leden die voortdurend geprobeerd hebben het Parlement behoorlijk te doen werken. De partij van de heer Tommelein heeft geweigerd een ontwerp van de eigen regering te behandelen, wat zijn optreden hier vandaag hypocriet maakt. Ik betreur dat het Parlement naar dit niveau is afgegleden.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de sociale onrust in de gevangenissen" (nr. P1881)

06.01 Tony Van Parys (CD&V): De sociale onrust in de gevangenissen valt te verklaren door de overbevolking - er zijn meer dan 10.000 gedetineerden - en door het personeelstekort. In Turnhout zijn er 184 gedetineerden, terwijl het er maar 140 zouden mogen zijn. De vakbonden houden stiptheidsacties tot dat laatste cijfer bereikt is. In de gevangenis van Brugge is er naast het personeelstekort een veiligheidsprobleem, want de alarminstallatie voor het personeel is er al maanden defect en wordt maar niet hersteld. In Dendermonde dreigen de vakbonden met een staking omdat de beloften van na de incidenten van vorige zomer niet worden nagekomen. Zo zijn er momenteel 190 gedetineerden, hoewel een maximum van 165 was afgesproken. Er waren ook zeven bijkomende personeelsleden beloofd, terwijl er vandaag een tekort van vier voltijdsen is. De minister speelt met vuur. Hoe zal ze de gemaakte afspraken naleven? Hoe zal ze de broodnodige rust herstellen?

06.02 Minister Laurette Onkelinx *(Frans)*: We hebben het aantal gedetineerden in de gevangenissen niet in de hand en kunnen evenmin het aantal beschikbare plaatsen optrekken bij een grote instroom. Men moet zich er echter voor hoeden de indruk te wekken, door dergelijke vragen te stellen, dat het hier over een nieuw probleem gaat dat makkelijk op te lossen valt.

De personeelsbezetting in de gevangenissen is nog nooit zo uitgebreid geweest, en zeker niet toen de heer Van Parys minister van Justitie was.

Als men de situatie voor heel België bekijkt, is de personeelsformatie voor meer dan 97 procent ingevuld. Momenteel doet zich inderdaad een probleem voor in Dendermonde, maar we sturen gerichte, persoonlijke voorstellen naar potentiële kandidaten teneinde de aanwervingen te versnellen.

Voor de komende jaren hebben we in meer dan duizend bijkomende plaatsen voorzien. In 2007 zijn er al 139 plaatsen bijgekomen.

We hebben het aantal werkstraffen opgetrokken van 500 bij het begin van de zittingsperiode tot 11.000 op dit ogenblik. Vanmorgen nog heb ik met mijn collega van Binnenlandse Zaken een protocol van akkoord ondertekend over de begeleiding van personen die hun werkstraf bij zijn administratie uitvoeren.

Ook het aantal personen onder elektronisch toezicht wordt uitgebreid.

Er is weliswaar een probleem met de geïnterneerden maar we hebben een alternatief zorgcircuit ontwikkeld. Er worden plaatsen gecreëerd in beveiligde ziekenhuizen, zodat er plaatsen vrijkomen in de gevangenissen.

De strafuitvoeringsrechtbanken gaan van start met hun werkzaamheden.

Ik zal tevens de maatschappelijke dialoog, die ik altijd al met de gevangenissen heb gevoerd, voortzetten en zal alle maatregelen toelichten die ik nog ten uitvoer wil brengen.

06.03 Tony Van Parys (CD&V): Dit is dweilen met de kraan open! Er zijn een goede 2.000 plaatsen te kort in onze gevangenissen. De minister had één maatregel moeten nemen, namelijk de capaciteit verhogen, maar om ideologische redenen heeft zij dit acht jaar lang nagelaten. Pas op het einde van de regeerperiode heeft zij, onder druk van de omstandigheden, een aantal maatregelen aangekondigd voor 2012.

Het Nederlandse voorbeeld bewijst dat het mogelijk is de problematiek van de overbevolking van de gevangenissen op korte termijn op te lossen. Daar heeft men nu zelfs al een overcapaciteit. Om het kwartaal wordt er geëvalueerd of de beschikbare capaciteit voldoende is.

De situatie in onze gevangenissen is explosief en het is dan ook niet verwonderlijk dat de vakbonden in opstand komen. Het belooft een lange, hete zomer te worden.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Talbia Belhouari aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de overbrenging van gedetineerden tussen België en Marokko" (nr. P1882)

07.01 Talbia Belhouari (PS): Op 19 maart jongstleden ondertekende u een akkoord met Marokko over de overbrenging van gevangenen.

Over wie gaat het concreet? Onder welke voorwaarden zal een overbrenging verlopen? Is dit geen verkapte dubbele straf? Hoeveel mensen komen hiervoor in aanmerking? Welke garanties biedt dit akkoord ten slotte op het stuk van de rechten van de mens?

07.02 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Gisteren heb ik een kopie van het bilateraal akkoord overgelegd aan de voorzitter van de commissie voor de Justitie, met de bedoeling dat de tekst op de website van de Kamer gepubliceerd wordt.

Er doen vele geruchten de ronde. Sommigen gewagen van een dubbele straf, maar daar is geen sprake van.

De overbrenging zonder de toestemming van de veroordeelde is nu al een feit bij de Raad van Europa, en de Europese Unie zal dit principe zelfs toepassen zonder de toestemming van de Staat van uitvoering. Die algemene tendens stoelt op het denkbeeld dat de veroordeelde te gelegener plaatse gereclasseerd moet worden.

De overeenkomst met Marokko is van toepassing op definitief veroordeelden die geen verblijfsvergunning meer hebben.

Het akkoord bevat een aantal voorwaarden met betrekking tot de duurzame band met ons land.

Momenteel komen er zestig veroordeelden in aanmerking voor die maatregel. Dat cijfer zal natuurlijk regelmatig variëren.

De maatregelen waarover we onderhandeld hebben, hebben hoe dan ook geen uitstaans met de idee van een dubbele straf.

07.03 Talbia Belhouari (PS): Uw antwoord zal een einde maken aan sommige geruchten die her en der in het land de ronde doen.

Het incident is gesloten.

08 **Vraag van de heer Bert Schoofs aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de weigering door Franstalige ambulanciers om een gewonde vrouw in Voeren naar een Nederlandstalig ziekenhuis te brengen" (nr. P1884)**

08.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Op paasmaandag heeft er zich in Voeren een merkwaardig incident voorgedaan. Tijdens een wandeling kwam een Nederlandse vrouw ongelukkig ten val en brak ze haar arm. De Waalse ambulanciers die ter plaatse kwamen, weigerden haar naar een Nederlandstalig ziekenhuis te brengen en lieten haar een papier ondertekenen waardoor zij afstand deed van hulp. Ze verklaarden dat zij haar enkel naar het dichtstbijzijnde - Franstalige - ziekenhuis mochten brengen. *Dura lex sed lex?* Men vraagt zich toch af hoe zoiets mogelijk is.

08.02 Minister Rudy Demotte (Nederlands): Het is de dienst 100 die beslist welke MUG een patiënt moet ophalen. De regel waarop de ambulanciers zich in dit geval beriepen, is geen wettelijke regel, maar is gebaseerd op een consensus in de schoot van de provinciale commissie Limburg. Als er geen specifieke redenen zijn om een patiënt naar ergens anders te brengen, moet hij naar het dichtstbijzijnde ziekenhuis gebracht worden.

Er zijn twee uitzonderingen: de MUG-arts kan beslissen dat de patiënt, omwille van zijn specifieke situatie, naar een ander ziekenhuis gebracht moet worden en de provinciale commissie kan in een protocol afwijkingen definiëren.

In haar verslag komt de federale gezondheidsinspecteur voor Limburg tot de conclusie dat noch de dienst 100, noch de ambulanciers een fout hebben gemaakt. Er moet bovendien op gewezen worden dat het niet de ambulanciers zelf waren die de beslissing genomen hebben, maar de dienst 100 van Limburg.

08.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Ik dank de minister voor zijn omstandige technische uitleg, maar ik denk dat die Nederlandse vrouw daar niet veel boodschap aan heeft. Zij moet nu toch wel denken dat er in België kafkaëske toestanden heersen. Er moet voor gezorgd worden dat patiënten in de grensgebieden steeds in een ziekenhuis van de eigen taal terechtkunnen.

Het incident is gesloten.

09 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Guido De Padt aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de klachten over de stiptheid van de NMBS" (nr. P1888)
- de heer Jan Mortelmans aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de klachten over de stiptheid van de NMBS" (nr. P1889)
- mevrouw Valérie De Bue aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de klachten over de stiptheid van de NMBS" (nr. P1890)
- de heer Dylan Casaer aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de klachten over de stiptheid van de NMBS" (nr. P1891)

09.01 Guido De Padt (VLD): De ervaringen van reizigers met vertragingen stemmen niet helemaal overeen met de optimistische stiptheidscijfers van de NMBS. Volgens de ombudsdienst zijn vertragingen nog steeds een pijnpunt voor de reizigers en nemen ze volgens hen zelfs toe. Een overheidsbedrijf dat jaarlijks 2,5 miljard euro subsidie ontvangt, zou minstens zijn best kunnen doen om de treinen op tijd te laten rijden en als het daar niet in slaagt, het geleden ongemak behoorlijk te compenseren.

De minister is ook van mening dat metingen van de NMBS moeten worden verfijnd door afgeschafte treinen en gemiste aansluitingen mee te tellen. Verder moet de compensatieregeling, die nu te ingewikkeld is en alleen zware vertragingen betreft, worden geëvalueerd. Daarom moet de druk op de NMBS worden verhoogd door de schadevergoeding sneller toe te kennen en hoger te maken.

Hoe evalueert de minister de klachten van de reizigers zelf? Is hij van plan de NMBS tot verfijning van de metingen te dwingen? Is hij van plan de compensatieregeling klantvriendelijker te maken?

09.02 Jan Mortelmans (Vlaams Belang): Uit het jaarlijkse verslag van de NMBS blijkt dat het sinds 2003 beter gaat met de stiptheid van de treinen. Toch zijn de klachten van de pendelaars sterk gestegen. Klaarblijkelijk is er een hemelsbreed verschil tussen de cijfers en de ervaren realiteit. Veel is te verklaren door het feit dat afgeschafte treinen niet worden meegeteld en dat de stiptheid op het einde van het traject wordt gemeten. Ook treinen die niet meer verder rijden, worden niet in de cijfers verwerkt. Toch verwijst de NMBS naar die duidelijk opgesmukte stiptheidscijfers om tariefverhogingen te verantwoorden. De NMBS moet stipter rijden en het meetsysteem verfijnen. De voorgestelde koppeling van de lonen van de toplui aan de klanttevredenheid is volgens ons slechts een lapmiddeltje, zeker als men gekleurde stiptheidsgegevens hanteert.

Welke maatregelen zal de minister treffen om het stiptheidsprobleem op te lossen?

09.03 Valérie De Bue (MR): Tal van NMBS-gebruikers klagen over vertragingen en gemiste aansluitingen. In zijn verslag doet de ombudsman voorstellen; hij pleit onder meer voor een nieuwe gezamenlijke aanpak met betrekking tot de statistieken, alsook voor de tijdelijke afschaffing van de link tussen tariefaanpassingen en stiptheid van de treinen. Het Raadgevend Comité van de Gebruikers heeft soortgelijke voorstellen gedaan.

Wat is uw standpunt in dat dossier?

09.04 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Uit het rapport van de NMBS-ombudsman blijkt toch ook wel dat het NMBS-verhaal van de laatste jaren een succesverhaal is. Het aantal reizigers is gestegen, net als het aantal abonnementen. De service is op een aantal punten gevoelig verbeterd. De stiptheid blijft echter een pijnpunt en klachten daarover komen vooral van Vlaamse reizigers. De reiziger is misschien veeleisender en mondiger geworden, maar dat is niet slecht. De stiptheid is een belangrijk deel van het contract van de NMBS met de reizigers. De klachtenbehandeling kan altijd beter: de NMBS moet op een volwassen manier omgaan met deze problematiek.

Er zou overleg zijn over de stiptheid en de wijze waarop die berekend wordt. Hoe ver staat het daarmee? Tegen wanneer zullen er resultaten zijn? Wie wordt daarbij betrokken? Ook de consument?

De koppeling van de lonen van de NMBS-top aan de klanttevredenheid is mijns inziens toch een belangrijk instrument. Komt die er?

09.05 Staatssecretaris Bruno Tuybens (Nederlands): De metingen van Infrabel zijn wel degelijk correct. Ze gebeuren volgens een Europees systeem en zijn daardoor ook vergelijkbaar. De metingen schetsen een positief beeld, maar de communicatie daarover botst met de beleving op het perron. Er moet dus een efficiënter systeem komen om statistisch materiaal te verzamelen en er moet op een aangepaste wijze over gerapporteerd en gecommuniceerd worden. Dat impliceert dat ook de stiptheid in de tussenstations moet worden gemeten en dat er gedifferentieerd wordt tussen drukbezette treinen en andere. Ook de afgeschafte treinen moeten in de gegevens worden verwerkt. Ik ben blij met het aanbod van Infrabel daarover. Ik verbind me ertoe de betrokkenen daarover rond de tafel te krijgen met het oog op de voorbereiding van een nieuwe beheersovereenkomst. Ook de ombudsman en de gebruikersorganisatie krijgen daar een plaats.

Ik ben het ermee eens dat de NMBS-groep de commentaren van de reizigers meer ter harte zou moeten nemen. Zij zijn toch de eerste ervaringsdeskundigen.

Door ons compensatiesysteem heeft België op Europees vlak echt een precedent geschapen door ook regelmatige kleinere vertragingen te compenseren. Maar na een evaluatie kan dit wellicht nog beter.

Ten slotte zijn er de lonen die onder de verantwoordelijkheid van de raden van bestuur binnen de NMBS-groep vallen. De drie voorzitters van die raden werken aan een plan om de helft van de bonussen van de ceo's te laten afhangen van criteria als stiptheid en klantvriendelijkheid, een idee dat ik genegen ben.

09.06 Guido De Padt (VLD): Ik ben blij dat de minister beseft dat er moet worden bijgestuurd. Ik denk toch dat Infrabel, tegen de achtergrond van een toekomstige liberalisering van het personenvervoer, zich behoorlijk moet voorbereiden om de concurrentie toe te laten en de operatoren niet op te zadelen met een last die zij niet verdienen.

Ik blijf erbij dat het compensatiesysteem te ingewikkeld is. Ik pleit ervoor dat er automatisch op vertraagde treinen een bericht van de treinbegeleider zou komen om de reizigers op het compensatierecht te wijzen. De staatssecretaris kan een richtlijn in die zin uitvaardigen.

09.07 Jan Mortelmans (Vlaams Belang): De staatssecretaris kondigt maatregelen aan, maar dat is rijkelijk laat. Ook bij hem is er een grote kloof tussen woorden en daden. Jarenlang heeft hij het advies van het Comité van Gebruikers veronachtzaamd. Nu zijn de verkiezingen in aantocht en nu is het plots alle hens aan dek, maar dat is al te doorzichtig.

09.08 Valérie De Bue (MR): De stiptheid is van essentieel belang als men het treingebruik wil aanmoedigen. Het imago van de NMBS moet dringend worden opgepoetst. Werd al een tijdschema opgesteld?

09.09 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Ik verwacht een uitgewerkt en moderner klachtenmanagement bij de NMBS. Ik noteer ook dat men werkt aan de variabele verloning.

Twee maanden geleden is er rond stiptheid al heel wat te doen geweest. Niet iedereen binnen de NMBS was toen tevreden over het standpunt van de staatssecretaris, dat eigenlijk in de lijn ligt van wat nu door eenieder wordt gevraagd.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer François Bellot aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de verdeling van verkiezingsdrukwerk door De Post" (nr. P1892)

10.01 François Bellot (MR): De Post is blijkbaar van plan om een deeltijdse verkiezingscampagne op te zetten. Op haar website heb ik kunnen lezen dat in de weken voorafgaand aan de verkiezingen al het verkiezingsdrukwerk in een ondoorschijnende enveloppe – *election pack* gedoopt – zou worden gestoken. Uit de statistieken blijkt dat dergelijke gemeenschappelijke zendingen nog sneller dan andere in de prullenmand eindigen. De verkiezingscampagne is geen reclamecampagne en we moeten onze informatieplicht ten aanzien van de burgers nakomen.

10.02 Staatssecretaris Bruno Tuybens (Frans): Gedurende de twee weken voorafgaand aan de verkiezingen zal De Post elke woensdag en donderdag ongeadresseerd verkiezingsdrukwerk verdelen. Op maandag en dinsdag belandt er immers al veel reclame in de brievenbussen. Voor de vrijdagen zoekt de heer Thijs een flexibeler oplossing, in de zin van uw verzoek. De *election packs* worden apart verdeeld. Ik heb er tevens op aangedrongen dat de procedure voor de verdeling zo doorzichtig mogelijk zou zijn.

10.03 François Bellot (MR): Op de website van De Post wordt het beleid dan wel duidelijk uiteengezet, een impactanalyse ontbreekt. Tal van burgers zullen een dergelijk anoniem 'pack' met opschrift 'verkiezingsdrukwerk' immers meteen weggooien zonder dat hun aandacht door een gezicht of een slagzin wordt getrokken.

Vier dagen verdeling tijdens de twee weken voorafgaand aan de verkiezingen is onvoldoende.

Het incident is gesloten.

11 Regeling van de werkzaamheden

De **voorzitter**: Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 11 april 2007, stel ik u voor op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag volgende punten in te schrijven:

- het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument (nrs 2983/1 tot 5);
- het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 oktober 1833 op de uitleveringen en van de uitleveringswet van 15 maart 1874 (nrs 2506/1 tot 3);
- het wetsontwerp tot vaststelling van een juridisch kader voor bepaalde verleners van vertrouwensdiensten (nrs 2802/1 tot 4);
- het wetsontwerp houdende instemming met het Verdrag van de Verenigde Naties tegen de corruptie, gedaan te New York op 31 oktober 2003 (overgezonden door de Senaat) (nr. 3053/1).

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

11.01 Paul Tant (CD&V): Enkele weken geleden hadden we in de Conferentie van voorzitters een akkoord bereikt over het vroegtijdig hervatten van de parlementaire werkzaamheden tijdens de paasvakantie. Daar waren voorwaarden aan verbonden. Een eerste voorwaarde was dat er een significante inhaalbeweging zou gebeuren vanwege de regering inzake het beantwoorden van parlementaire vragen. Wat is de stand van zaken?

Een tweede voorwaarde betrof de aanwezigheid van de leden van de regering. Wij hebben vastgesteld dat een aantal besprekingen in commissie niet kon doorgaan gisteren door de afwezigheid van minister Dupont en staatssecretaris Mandaila. Was die afwezigheid voldoende gemotiveerd?

Het wetsontwerp in verband met spoorwegaangelegenheden is hier in de Kamer aanhangig gemaakt zonder het vereiste advies van de Raad van State. De voorzitter heeft dan maar zelf het advies gevraagd, wat een zeer ongebruikelijke manier van werken is. Graag een woordje uitleg hierbij.

De regering heeft zichzelf, door de laattijdigheid waarmee ze een aantal teksten heeft ingediend, in grote tijdsnood gebracht. Dat kan evenwel geen reden zijn om een aantal wettelijke procedureregels te overtreden. De wetgeving op de Raad van State bepaalt dat regeringsinitiatieven reeds bij de indiening in de Kamer het advies van de Raad van State moeten bevatten. Hoe reageert de voorzitter hierop?

In de commissie voor de Sociale Zaken is het ondertussen zelfs zover gekomen dat de parlementaire stukken in plaats van de door de diensten van de Kamer door de minister zelf worden verdeeld! Conform de afspraken van de Conferentie is de behandeling daar niet aangevangen.

De Kamervoorzitter zou de regering vragen om een aantal artikelen uit de programmawet te lichten en als aparte wetsontwerpen te behandelen. Wat is de reactie van de regering daarop?

Op de publiektribune zit momenteel een aantal mensen die de bespreking van het wetsontwerp over de civiele veiligheid willen volgen. Misschien moeten we hun toch maar zeggen dat de kans groot is dat het ontwerp pas rond middernacht of later zal worden behandeld. Ik vind dat belangrijke hervormingen op een fatsoenlijk uur moeten worden behandeld, niet ergens midden in de nacht. Ik stel dus voor om de bespreking van het ontwerp te vervroegen of uit te stellen tot een volgende vergadering.

Ten slotte willen wij ons uitdrukkelijk distantiëren van de recente uitspraak van de voorzitter waarin hij volksnationalisten gelijkstelt met gehandicapten. (*Applaus van CD&V en Vlaams Belang*)

De **voorzitter**: Ik heb die uitspraak niet in mijn hoedanigheid van Kamervoorzitter gedaan, maar ik betreur ze wel.

11.02 Joseph Arens (cdH): Het dossier inzake de hervorming van de hulpdiensten is te belangrijk om het 's avonds laat of zelfs 's nachts af te haspelen. Ik vraag dan ook dat we het zo snel mogelijk zouden behandelen.

11.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Ik treed de heer Tant bij in zijn kritiek op de recente uitspraak van de voorzitter. De vergelijking die de voorzitter daarin maakte, is immers beledigend voor volksnationalisten én voor mentaal gehandicapten. Zijn uitspraak was erg pijnlijk. Nochtans heeft de voorzitter zich de voorbije vier jaar vaak als een voorzitter van alle parlementsleden getoond en heeft hij zich ook tegenover de Vlaams-nationalisten grootmoedig en ernstig gedragen. Begrijp ik het goed dat de voorzitter zich excuseert voor zijn uitspraak?

De **voorzitter**: Ik neem afstand van die uitspraak. De kwestie ligt al een tijdje op mijn lever. *Errare humanum est, sed perseverare diabolicum.*

11.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Wij nemen daar akte van.

De **voorzitter**: De heer Tant stelde net een belangrijke vraag over het wetsontwerp inzake de spoorwegendiabolo. De behandeling van dit wetsontwerp is dringend omdat er binnenkort een concessieovereenkomst vervalt en het wel eens een tijdje zou kunnen duren vooraleer de werkzaamheden in de Kamer na de verkiezingen opnieuw op volle snelheid draaien.

De regering had een advies gevraagd aan de Raad van State, maar die antwoordde dat de vraagstelling onvoldoende was gemotiveerd om de urgentie te verantwoorden. Drie of vier weken geleden heb ik de fractievoorzitters de brief van de Raad van State doorgestuurd waarin wordt gevraagd naar een grondige motivatie voor de urgentie.

De leden hadden natuurlijk de mogelijkheid om het ontwerp over te nemen als een wetsvoorstel. Maar dan moesten alle adviezen aan de Gewesten worden opgevraagd, wat veel tijd in beslag zou nemen. Dus heb ik beslist om zelf zeer expliciet de argumenten voor de urgentie te verwoorden.

De Conferentie van voorzitters had drie voorwaarden gesteld om de Kamer vervroegd te laten samenkomen. Ten eerste moesten wij alle wetsontwerpen tijdig ontvangen. Zoals de heer Tant zegt, heb ik de regering inderdaad ook gevraagd enkele artikelen uit de programmawet te lichten. Ik zal zien hoever dat ondertussen staat. Ten tweede moet het quorum worden bereikt. Als dat niet het geval zou zijn, zal u straks een woedende voorzitter zien!

11.05 Tony Van Parys (CD&V): Wij gaan dus tot een stuk in de nacht discussiëren om dan tijdens de stemming misschien te constateren dat er geen quorum is?

11.06 De voorzitter: Ik zal mijn voorzorgen nemen!

Ten derde heb ik eind maart elke minister aangeschreven in verband met het beantwoorden van de vragen. Ook de premier heeft dat gedaan. Er zijn de voorbije dagen nog zo'n driehonderd tot vijfhonderd vragen bijgekomen. Ik hoop dat we de achterstand alsnog kunnen inlopen.

De collega's die aan het debat willen deelnemen en de ministers moeten worden gewaarschuwd; ik zou niet willen dat belangrijke ontwerpen op een ongepast moment worden besproken. Gun mij wat tijd en ik zal dienaangaande een voorstel doen.

Nog even dit: wat de heer Laeremans daarnet heeft gezegd, heeft me getroffen.

11.07 Paul Tant (CD&V): Een van de voorwaarden voor de vervroegde terugkeer was ook dat de ministers hier aanwezig moesten zijn. Ik heb nog altijd geen verklaring voor de afwezigheid van minister Dupont en staatssecretaris Mandaila.

De **voorzitter**: Staatssecretaris Mandaila heeft mij al geruime tijd geleden een brief geschreven. Ik kan hem aan de heer Tant bezorgen als hij dat wenst. Zij is gewettigd afwezig. Van minister Dupont heb ik nog geen antwoord gekregen.

11.08 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): De heer Dupont was vanochtend aanwezig in de commissie!

De **voorzitter**: De heer Tant wilde dat gedeelte in de commissie inderdaad niet bespreken in afwezigheid van de heer Dupont. Ik laat een en ander natrekken: als hij zich in de Senaat bevindt, kan hij zich bij ons voegen!

11.09 **Paul Tant** (CD&V): Ik wil de juiste motieven voor beider afwezigheid kennen. Ik hoop dat de brief van staatssecretaris Mandaila duidelijk is.

Mijn fractie heeft het wetsontwerp over de spoorwegbepalingen mee goedgekeurd gezien de inhoudelijke hoogdringendheid. Grondwetspecialisten wijzen er echter op dat voor het goed functioneren van een democratie procedurevoorschriften moeten prevaleren op inhoudelijke argumenten. Hier prevaleert de inhoud op de procedure. Dit mag geen precedent scheppen.

De **voorzitter**: Het Engelse recht bepaalt: "remedies precede rights". De procedure primeert. Aangezien mijn verzoek tot urgentie echter zeer uitgebreid was gemotiveerd, heeft de Raad van State binnen de vijf dagen advies verleend.

11.10 **Paul Tant** (CD&V): De wet op de Raad van State bepaalt uitdrukkelijk dat de regering het advies van de Raad moet vragen voor de indiening van een ontwerp. De regering deed dat niet omdat ze de vraag tot urgentie eigenlijk onvoldoende kon motiveren. Het logische gevolg zou zijn dat wij dit niet eens zouden behandelen. De voorzitter probeert de regering te helpen, maar biedt slechts een schijnoplossing. Dit mag geen precedent scheppen.

De **voorzitter**: Ik heb een en ander afgewogen en neem de volle verantwoordelijkheid voor mijn keuze.

12 Terugzending naar commissie

De **voorzitter**: Ik heb amendementen ontvangen van de heer Hans Bonte op het wetsontwerp houdende wijziging van diverse bepalingen betreffende arbeidsongevallen, beroepsziekten en het asbestfonds met betrekking tot wettelijk samenwonenden (overgezonden door de Senaat) (nrs 2984/1 tot 4).

Ik stel u voor deze amendementen terug te zenden naar de commissie voor de Sociale Zaken en deze onmiddellijk bijeen te roepen.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

Wetsontwerpen en voorstellen

13 Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek (2540/1-8)

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 975 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het voortgangsrapport van de deskundigen (73/1-3)
- Wetsvoorstel tot wijziging van de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek (432/1-3)
- Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 965, 981 en 989 van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de procedures voor het deskundigenonderzoek te versnellen (1025/1-3)
- Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat het gerechtelijk deskundigenonderzoek betreft (1347/1-3)
- Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek (1535/1-3)
- Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de expertise (1806/1-2)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze wetsvoorstellen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

13.01 Valérie Déom, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

13.02 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): CD&V is vragende partij voor een grotere efficiëntie van het gerechtelijk deskundigenonderzoek, waarbij de rechter een meer actieve rol vervult en de nadruk legt op het subsidiariteitsprincipe en waarbij de partijen een beter zicht hebben op de te verwachten duur en kostprijs van de procedure. Door de invoering van het subsidiariteitsprincipe moet de rechter kunnen nagaan of een andere, goedkopere onderzoeksmaatregel mogelijk is. De rechter moet kunnen ingrijpen wanneer een deskundigenonderzoek een snelle en efficiënte afhandeling van de zaak in de weg staat en hij moet de opdracht van de deskundige nauwkeurig aflijnen wat termijnen en schadevergoedingen betreft. Nu staat een magistraat machteloos wanneer partijen het deskundigenonderzoek misbruiken om een zaak te vertragen. Daarom heeft de CD&V ook zelf een wetsvoorstel ingediend.

Een pijnpunt is het ontbreken van lijsten van erkende gerechtsdeskundigen. Om tot een lijst van bekwame en juridisch onderlegde deskundigen te komen moet ervoor worden gezorgd dat alleen ervaren personen op de lijst terechtkomen, die bovendien een degelijke opleiding genoten inzake het gerechtelijk deskundigenonderzoek, die een goede kennis hebben van de juridische regels en aan wier integriteit niet kan worden getwijfeld. Wij zijn voorstander van het opstellen van een nationale lijst van gerechtelijke experts, gerangschikt per gerechtelijk arrondissement of per ressort van de hoven van beroep, zodat de rechter iemand uit de streek kan aanstellen. Het werk van de experts moet voortdurend worden geëvalueerd en die informatie moet worden gecentraliseerd. Wie te laat zijn verslag indient, moet kunnen worden vervangen. De actieve rechter moet zijn rol ten volle kunnen spelen.

Het is een drogreden dat er geen tijd genoeg was om dit in Kamer en Senaat te bespreken. Het dossier ligt al lang in de commissie Justitie en in augustus 2006 was er al het advies van de Raad van State dat de bicamerale behandeling eiste. De regering had echter andere prioriteiten, handelde dit dossier in een draffje af en stelde de opstelling van de deskundigenlijsten uit naar een volgende regeerperiode. Niet alleen de CD&V, ook de Hoge Raad voor de Justitie, de Orde van Vlaamse Balies en de deskundigen zelf dringen nochtans aan op die lijsten. Bovendien bepaalt artikel 991 van het Gerechtelijk Wetboek: "De hoven en rechtbanken mogen lijsten van deskundigen opmaken overeenkomstig de regels die de Koning bepaalt." Wij betreuren dat hiervan geen werk wordt gemaakt. Daarom zullen wij ons onthouden bij de stemming. (*Applaus van CD&V*)

13.03 Alain Courtois (MR): De burger wil een efficiënt en snel werkend gerecht, dat geschraagd wordt door bekwame, loyale, onpartijdige en onafhankelijke rechters.

In sommige gevallen zal de magistraat almaar meer bijzondere deskundigen moeten inschakelen. Bijgevolg rijst de kwestie van de professionalisering en de neutraliteit van de specialisten die door onze rechtscolleges worden geraadpleegd. Er moet worden voorzien in een procedure voor het inwinnen van die externe adviezen die het verloop van het proces niet in het gedrang brengt. Dat betekent dat die adviezen moeten worden verstrekt door bekwame en professionele deskundigen en zulks binnen een aanvaardbare termijn. Dat was de strekking van verscheidene parlementaire initiatieven; sommige daarvan beoogden het kwalitatieve aspect van de adviezen van de deskundigen, terwijl andere procedurele verbeteringen voorstelden.

Met name dank zij collega Borginon zijn wij er in de commissie in geslaagd een consensus te bereiken.

Een van de eerste kwesties die aan bod kwam, was de omvang van de hervorming. We waren het weliswaar oneens over de problematiek van de vakbekwaamheid en de erkenning van de deskundigen, maar de hervorming van de procedure kon op ieders steun rekenen. We hebben een belangrijke stap vooruit kunnen zetten.

Ik verheug me vooral over het feit dat dankzij de nieuwe procedure de rechtzoekende meer duidelijkheid krijgt inzake de termijnen en de kosten van het deskundigenonderzoek, twee struikelblokken die de toegang tot een “verlichte” rechtspraak aanzienlijk bemoeilijkten. Ik vind het tevens een goede zaak dat de rechter tijdens alle fasen van de procedure een actievere rol kan spelen.

Tot slot verhoogt de nieuwe procedure de rechtszekerheid, vermits vanaf nu enkel de rechter de termijn voor het indienen van het eindverslag mag verlengen en de partijen de deskundige niet langer rechtstreeks moeten betalen.

We hebben een belangrijke stap gezet in de richting van de noodzakelijke hervorming van het gerechtelijk deskundigenonderzoek, maar we moeten nog een systeem voor de kwaliteitsbewaking van de deskundigen op poten zetten. De MR-fractie en ikzelf zullen niet nalaten daarover een nieuw debat op te starten.

13.04 **Alfons Borginon** (VLD): Toen ik bij het begin van deze legislatuur voorzitter werd van de commissie Justitie, bleek snel dat alle partijen wilden sleutelen aan de wetgeving inzake het deskundigenonderzoek. Ook het kabinet wou vooruitgang boeken, al was er nog geen welomlijnd idee over het einddoel. In de commissie namen we alvast enkele beslissingen die het eindresultaat sterk hebben beïnvloed. Uit hoorzittingen bleek dat de praktijk van het deskundigenonderzoek in de diverse arrondissementen erg verschildte, wat een eenvoudige procedure nuttig maakte. Bovendien werd een vergelijkend overzicht gemaakt van de - qua doel en omvang sterk verschillende - voorstellen die de diverse fracties hadden ingediend.

Het advies van de Hoge Raad voor de Justitie is de belangrijkste inspiratiebron gebleken voor de eindtekst. Om de vele ideeën en teksten samen te brengen, richtten we een werkgroep op waaraan alle fracties van de commissie Justitie konden deelnemen. Bij tegenstrijdigheden tussen teksten en bij in te vullen leemtes diende het advies van de Hoge Raad als basis. Ik huldig bij dezen de medewerkers van de parlementsleden en van de minister, die de teksten mee vorm hebben gegeven.

Toen de tekst - een soort basiscompromis - werd besproken in de werkgroep, werd snel duidelijk dat de tijd niet rijp was om de problematiek van de lijsten en de erkenning in de tekst op te nemen. We waren het wel eens dat er iets moet gebeuren, maar bereikten geen akkoord over de oplossing. Op vragen inzake het niveau waarop lijsten georganiseerd moeten worden en inzake de reikwijdte van de erkenningen, vonden we geen eensluidend antwoord.

De tekst van het wetsvoorstel is de tekst die de werkgroep schreef, met dien verstande dat we ook het advies hebben gevraagd van de Raad van State. We hebben zoveel mogelijk met dat advies rekening gehouden. De discussie in de commissie over de amendementen ging vooral over de toepassing van het advies. Wie precies wil weten hoe de tekst tot stand kwam, zal dus ook de besprekingen in de werkgroep moeten onderzoeken.

De tekst die voorligt, zorgt voor een snellere, modernere, eenvormige procedure en geeft de rechter een actievere rol. Ik hoop dat de Senaat de tekst in deze of de volgende regeerperiode kan behandelen, want hij betekent een vooruitgang voor Justitie. (*Applaus*)

13.05 **Melchior Wathelet** (cdH): Iedereen was ermee akkoord dat een hervorming nodig was ter zake.

Alhoewel het deskundig onderzoek meestal nodig en zelfs noodzakelijk is, had het vaak een gerechtelijk achterstand tot gevolg.

Dit voorstel zal niet alles regelen maar laat toe om een paar garanties in te voeren.

Met dit voorstel wordt niet beoogd de deskundigen vooraf te betalen, maar wel ze op het gepaste ogenblik te betalen.

Wat de lijst en het statuut van de deskundigen betreft, moet men evenwel nog de mogelijkheid krijgen om

precies te bepalen wie men wil inschakelen.

Het spreekt voor zich dat dit voorstel niet ver genoeg gaat, met name wat dit punt betreft. Over het geheel genomen betekent het evenwel een aanzienlijke vooruitgang.

Ik heb u al meermaals ondervraagd over de honoraria van de deskundigen, die niet altijd overeenstemmen met de taken die hen worden toegewezen en die vaak met vertraging worden uitbetaald.

Uit hun bezoldiging moet de waardering voor hun ambt blijken (*Applaus van mevrouw Laurette Onkelinx, vice-eersteminister en minister van Justitie*).

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2540/8)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het deskundigenonderzoek en tot herstel van artikel 509quater van het Strafwetboek".

Het wetsvoorstel telt 34 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 34 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

De **voorzitter**: Ik merk op dat er op het einde van deze zittingsperiode verscheidene voorstellen zullen worden aangenomen.

13.06 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): De commissie voor de Justitie heeft enorm hard gewerkt, en tal van ontwerpen maar ook voorstellen besproken.

De **voorzitter**: In de Verenigde Staten werkt men niet met wetsontwerpen, en daar noemt men voorstellen van de regering *presidential bills*. Soortgelijke voorstellen heb ik ook in ons Parlement gezien.

14 **Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 55 en 56 van het Burgerlijk Wetboek houdende de reglementering inzake de akten van geboorte (1242/1-6)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

14.01 **Valérie Déom**, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

14.02 **Josée Lejeune** (MR): Soms bestaat er uit medisch oogpunt onduidelijkheid over het geslacht van een pasgeborene. Als ouders dat te horen krijgen, zijn ze toch al ontredder, maar daarbovenop worden zij geconfronteerd met zinloze administratieve verplichtingen. Artikel 55 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat aangifte van geboorte aan de plaatselijke ambtenaar van de burgerlijke stand gedaan wordt binnen vijftien dagen na de bevalling. Artikel 57 van datzelfde Wetboek zegt dat onder meer het geslacht van het kind in de akte van geboorte moet worden vermeld. Gebeurt dat niet, dan kunnen de ouders aanspraak maken op kinderbijslag noch op ziekenfondsuitkeringen. De medische onderzoeken die nodig zijn om het geslacht van het kind te bepalen kunnen echter meer dan vijftien dagen aanslepen. Ik stel derhalve voor; wanneer het geslacht van het kind niet duidelijk is en mits een medisch attest wordt afgegeven, de termijn waarbinnen het

geslacht bij de ambtenaar van de burgerlijke stand moet worden aangegeven, te verlengen tot drie maanden. De commissie voor de Justitie heeft dat voorstel eenparig goedgekeurd, en ik hoop dat u dat voorbeeld straks zal navolgen.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1242/6)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsvoorstel tot wijziging van artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek, inzake de vermelding van het geslacht van kinderen van wie het geslacht onduidelijk is".

Het wetsvoorstel telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

15 Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek ter bevordering van de erfrechtelijke bescherming van buitenhuwelijkse kinderen (2655/1-4)

- Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 295 en 1465 van het Burgerlijk Wetboek, teneinde met betrekking tot de huwelijksvoordelen, de ongelijke behandeling tussen de kinderen uit een vorig huwelijk en de andere af te schaffen (2846/1-2)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze twee wetsvoorstellen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

15.01 Liesbeth Van der Auwera, rapporteur: Ik verwijs naar het schriftelijk verslag.

15.02 Valérie Déom (PS): Het Burgerlijk Wetboek kent dezelfde rechten en plichten toe aan kinderen die binnen dan wel buiten het huwelijk zijn geboren. Jammer genoeg geeft de burgerlijke staat van de ouders echter nog aanleiding tot discriminatie. Zo bepaalt artikel 1465 van het Burgerlijk Wetboek dat, 'als er kinderen uit een vroeger huwelijk zijn, elk beding in het huwelijkscontract hetwelk ten gevolge heeft dat aan een der echtgenoten meer wordt gegeven dan het beschikbaar gedeelte, zonder gevolg blijft ten aanzien van het meerdere'. Voorliggend voorstel strekt ertoe het gelijkheidsbeginsel te herstellen door die bewoordingen te vervangen door 'kinderen geboren buiten het huidige huwelijk'. In dezelfde zin wijzigen we een soortgelijke discriminerende bepaling onder artikel 295.

15.03 Annelies Storms (sp.a-spirit): Dit wetsvoorstel gaat slechts over een kleine wijziging van het Burgerlijk Wetboek, maar het heeft wel belangrijke gevolgen. Met dit voorstel willen we namelijk het erfrecht aanpassen aan de nieuw samengestelde gezinnen. Het al dan niet getrouwd zijn van partners heeft ook gevolgen voor de kinderen. Wanneer het gaat over gezamenlijke kinderen van een samenwonend koppel zijn de gevolgen eerder beperkt, maar als er stiefkinderen zijn is de situatie al heel wat minder eenvoudig. De negatieve gevolgen van de gekozen samenlevingsvorm worden vaak pas duidelijk op het ogenblik van de scheiding of het overlijden van een van de partners.

Meer en meer wordt de rechtspracticus geconfronteerd met de afhandeling van nalatenschappen, waarop zowel stiefkinderen als de langstlevende stiefouder aanspraak maken. Daarbij kan de toepassing van artikel 1465 van het Burgerlijk Wetboek tot problemen leiden. Dit artikel zorgt ervoor dat de kinderen uit een vorig huwelijk beschermd worden tegen huwelijksvoordelen die een ouder bij huwelijkscontract aan hun stiefouder toekent. Indien de kinderen echter uit een ongehuwde samenwoning zijn geboren, genieten zij geen enkele

bescherming tegen een dergelijke overmatige bevoordeling via het huwelijksvermogensrecht van de nieuwe huwelijkspartner.

Er is dus een discriminatie tussen kinderen die verwekt zijn binnen en buiten het huwelijk, terwijl artikel 334 van het Burgerlijk Wetboek de gelijkheid van alle kinderen vooropstelt. Met dit voorstel breiden we dus de bescherming uit tot de buitenhuwelijkse kinderen en kinderen die geboren zijn uit overspel. Voor Spirit zijn immers alle kinderen gelijk, ook in het erfrecht. Het kan niet dat kinderen benadeeld worden, omdat hun ouders niet getrouwd zijn. Door dit wetsvoorstel goed te keuren, zal dit worden rechtgezet en zullen veel erfeniskwesties in nieuw samengestelde gezinnen beter worden opgelost. (*Applaus*)

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2655/4)

Het wetsvoorstel telt 3 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 3 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

16 Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het huwelijk tussen aanverwanten (2293/1-3)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

16.01 Annelies Storms, rapporteur: Het wetsvoorstel maakt het mogelijk om een huwelijk tussen schoonouders en schoonkinderen en ook tussen stiefouders en stiefkinderen te sluiten.

Het voorstel werd in de subcommissie Familierecht en in de commissie voor de Justitie besproken. Het werd uiteindelijk zonder veel opmerkingen en meerderheid tegen oppositie goedgekeurd.

Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2293/3)

Het wetsvoorstel telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

17 Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de verbetering van de akten van de burgerlijke stand voor materiële mislagen (2368/1-4) **- Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek en het Gerechtelijk Wetboek teneinde**

verbeteringen in de akten van de burgerlijke stand te vereenvoudigen (2510/1-3)

Ik stel u voor een enkele bespreking aan deze twee wetsvoorstellen te wijden. (*Instemming*)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

17.01 Valérie Déom, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk rapport.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2368/4)

Het wetsvoorstel telt 5 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 5 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

Minister Dupont is in het land, maar zijn aanwezigheid in de commissie werd niet gevraagd. Staatssecretaris Mandaila Malamba is in de Democratische Republiek Congo om familiale redenen.

Ik vraag aan de Kamer volgens artikel 72, ten vierde van het Reglement dat op 11 april de bepalingen uit het ontwerp van programmawet worden gelicht. Deze bepalingen zijn opgenomen in het wetsontwerp houdende diverse bepalingen.

De regering had overeenkomstig artikel 80 van de Grondwet de urgentie gevraagd bij de indiening van het ontwerp. Met toepassing van artikel 74, 4e, van het Reglement werd het ontwerp door de stemgerechtigde leden naar de bevoegde commissies teruggestuurd: de artikelen 2 en 3 naar de commissie voor de Sociale Zaken, de artikelen 1 en 4 naar de commissie voor de Justitie. Ik denk dat we zo onze overeenkomst van gisteren nakomen.

17.02 Paul Tant (CD&V): Als ik het goed begrijp wordt er dus een afzonderlijk ontwerp van gemaakt.

De **voorzitter**: Zoals u terecht gevraagd had.

18 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen en wat betreft de rechten verbonden aan een voornaamswijziging (2446/1-4)

De **voorzitter**: De rapporteur, de heer Marinower, kon vandaag niet aanwezig zijn. Hij verwijst naar zijn schriftelijk verslag.

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

18.01 Jan Mortelmans (Vlaams Belang): Het stoort mij dat rapporteurs afwezig blijven en zagezegd naar hun schriftelijk verslag verwijzen. Er zijn Kamerleden die graag de taak van verslaggever op zich zouden nemen, maar daar nooit de kans toe krijgen. Het minimum dat men dan mag verwachten van de leden die wel aangeduid worden, is dat ze er dan ook echt zijn om verslag uit te brengen. Ik vraag dus dat in de

toekomst de rapporteur altijd aanwezig zou zijn.

De **voorzitter**: Dit verslag heeft niet veel om het lijf, maar ik begrijp dat het om het principe gaat.

18.02 Jan Mortelmans (Vlaams Belang): Ik heb een principieel standpunt ingenomen, dat geldt voor het huidige en alle toekomstige verslagen.

18.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Het enige echte werk dat een rapporteur moet doen, is hier in de plenaire vergadering een samenvatting komen geven van het schriftelijk verslag, dat zelf het werk is van de diensten van de Kamer. Als hij ook dat niet doet, heeft hij eigenlijk niets gedaan en verdient hij het niet dat zijn naam op het verslag prijkt.

De **voorzitter**: Ik heb nog de tijd gekend toen de leden zelf de verslagen schreven, maar het volume en de complexiteit van de teksten is sindsdien sterk toegenomen.

18.04 Marleen Govaerts (Vlaams Belang): Ook ik vind het jammer dat ik in mijn tijd als Kamerlid nooit rapporteur heb mogen zijn, alleen maar omdat ik tot de Vlaams Belang-fractie behoor.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? *(Nee)*

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2446/4)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsvoorstel tot wijziging van artikel 249, § 1, tweede lid, van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten wat betreft de rechten verbonden aan een voornaamswijziging".

Het wetsvoorstel telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

19 Wetsontwerp betreffende de hervorming van de echtscheiding (2341/22-26)

Geamendeerd door de Senaat

Overeenkomstig artikel 87 van het Reglement wordt geen algemene bespreking in plenaire vergadering gewijd aan een wetsontwerp dat door de Senaat naar de Kamer is teruggestuurd, tenzij de Conferentie van voorzitters anders beslist.

Dat betekent dat ik alleen het woord kan geven over artikel 1. De spreekduur is dus beperkt tot 5 minuten.

Bespreking van de artikelen

19.01 Melchior Wathelet (cdH): Wij blijven weliswaar bij onze fundamentele kritiek ten aanzien van die tekst, maar ik wil toch wijzen op de diepgaande discussie die wij dienaangaande hebben gevoerd.

Wij betreuren de schrapping van het begrip "doorslaggevende redenen", de te korte termijnen, de verwijzing naar de staat van behoefte om een onderhoudsuitkering te kunnen ontvangen, het feit dat de fout niet langer de niet-toekenning van een onderhoudsuitkering kan rechtvaardigen, en ten slotte de overgangsmaatregelen alsook de beperking in de tijd van de onderhoudsuitkering.

Door die maatregelen zal de – economisch en psychologisch – zwakste persoon van het echtpaar in een nog precairder situatie terechtkomen, en dat vrezen ook bepaalde vrouwenverenigingen. Wij hebben veel amendementen ingediend en ik verwijs alleen maar naar de nrs. 180, 188 en 202.

De in de Senaat ingediende amendementen kunnen ons absoluut niet overtuigen. Wij stellen vast dat de zwakste persoon van het echtpaar jammer genoeg maar al te vaak de vrouw blijft.

19.02 Sabien Lahaye-Battheu (VLD): Bijna dertien maanden geleden werd het ontwerp ingediend, op 14 februari werd het door de Kamer goedgekeurd en daarna werd het door de Senaat geëvoceerd. De Senaat heeft een aantal wijzigingen in de tekst aangebracht. Met de twee belangrijkste aanpassingen zij we niet gelukkig.

In de eerste plaats paste de Senaat artikel 23 aan over de vermoedens van onherstelbare ontwrichting. Wij waren van bij het begin geen voorstander van werken met vermoedens en hadden liever gezien dat het begrip onherstelbare ontwrichting gedefinieerd zou worden zonder met vermoedens te werken. De bedoeling van werken met vermoedens was de bewijslast te vergemakkelijken en daarom hebben we er ons niet tegen verzet.

Wij betreuren wel dat de Senaat de termijn bij het eenzijdig verzoek heeft opgetrokken van zes maanden tot een jaar als de termijn van een jaar niet is bereikt op het moment van de inleiding. De bepaling kan nu anders geïnterpreteerd worden en de tweede zitting kan dus veel later dan na een jaar worden gepland. Dat is niet de bedoeling en we hopen dat de rechters de door de minister vooropgezette interpretatie zullen volgen.

Een andere wijziging is de verplichte persoonlijke verschijning bij een gezamenlijke scheidingsaanvraag. Die persoonlijke verschijning mag volgens sommigen responsabiliserend werken en bemiddeling bevorderen, in de praktijk is het een formaliteit die door de meeste mensen als tijdrovend en zelfs vernederend wordt ervaren.

Artikel 42, dat de overgangsbepalingen regelt, werd ook gewijzigd. Door de ingreep van de Senaat blijft de oude wet van toepassing op de hangende echtscheidingsprocedures. In beroep zal echter altijd de nieuwe wet gelden. Die bepaling zou erop gericht zijn te vermijden dat alle debatten moeten worden overgedaan. Nochtans geldt dit ook voor alle ingeleide zaken waarin de debatten nog niet zijn begonnen.

Professor Leleu heeft duidelijk geadviseerd de nieuwe wet meteen toe te passen in alle zaken. Het is vreemd dat de minister in de Kamer het standpunt van de professor volgde, maar er nu toch van afgeweken is. Daardoor zullen mensen in beroep een vonnis gebaseerd op echtscheiding op grond van fout ongedaan kunnen maken. Omdat we dat niet begrijpen hebben we ons op dit artikel onthouden.

Wij zijn dus niet gelukkig met de wijzigingen van de Senaat, maar we willen de tekst toch goedkeuren omdat we vanaf september dit jaar alle Belgen de mogelijkheid willen geven schuldloos te scheiden en alimentatie willen beperken in de tijd. (*Applaus*)

19.03 Guy Swennen (sp.a-spirit): De wijzigingen die de Senaat heeft aangebracht, veranderen niets aan de krijtlijnen van het ontwerp. Het blijft een grote stap vooruit. Daarom hebben wij ook besloten niet moeilijk te doen over de wijzigingen. Dit ontwerp is slechts een etappe in een rittenkoers, zij het een belangrijke etappe.

In de volgende zittingsperiode zijn er twee prioriteiten: de ellenlange vechtscheidingen onmogelijk maken en bewegen in de richting van de volledig schuldloze echtscheiding.

Het ontwerp is een enorme stap vooruit. (*Applaus bij de meerderheid*)

19.04 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): Het voorliggende wetsontwerp werd zowel in de Kamer als in de Senaat uitgebreid besproken. Deze uiterst belangrijke hervorming zal, als de Kamer het ontwerp goedkeurt, op 1 september eerstkomend in werking treden.

Ik herinner eraan dat dit ontwerp ertoe strekt de relatie tussen de scheidende echtgenoten vreedzaam te

doen verlopen. Volgens Sacha Guitry wordt liefde gekenmerkt door grote woorden voor, lieve woordjes tijdens en scheldwoorden na de relatie. Met dit ontwerp willen we voorkomen dat de scheldwoorden achteraf elk gesprek onmogelijk maken dat nodig is om ook de “nahuwelijkse” toestand te doen slagen.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? (Nee)

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking aan van de artikelen. De door de commissie verbeterde tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2341/25)

Het wetsontwerp telt 44 artikelen.

Ingediende amendementen:

De heer Wathélet behoudt zijn amendementen nr. 180 dat een nieuw artikel 3bis voorstelt; nr. 188 op het artikel 7 en nr. 202 op het artikel 42. Hij trekt zijn andere amendementen in.

De andere artikelen worden artikelsgewijs aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over de aangehouden amendementen en artikelen en over het geheel zal later plaatsvinden.

20 Wetsontwerp betreffende de terbeschikkingstelling van de strafuitvoeringsrechtbank (2999/1-3)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

20.01 Walter Muls, rapporteur: Ik neem aan dat alle aanwezigen kunnen lezen en verwijs naar het schriftelijk verslag.

20.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang): In bepaalde parlementen maakt het opstellen van verslagen deel uit van de evaluatie. Onze Europese parlementsleden werden daarop afgerekend bij de vorige verkiezingen, maar zij mochten helemaal geen verslaggever zijn! Hier wordt verslag geven niet gequoteerd, maar sommige parlementsleden vermelden het wel op hun website. Nochtans betekent die functie niet veel, tenzij dan die enkele minuten dat men in de plenaire vergadering de bespreking komt toelichten. Het is jammer dat zelfs dat vaak niet gebeurt.

20.03 Walter Muls (sp.a-spirit): Ik ben altijd aanwezig in de commissie voor de Justitie en ben altijd bereid verslaggever te zijn. Ik heb mijn verslag al vaak voor de plenaire Kamer gebracht, maar ik doe dat alleen als het voor de leden nuttig is.

Volgens de heer Laeremans is het belangrijk om verslaggever te zijn omdat dat mooi staat in de statistieken. Dan zal ik daar zeer goed in scoren!

De **voorzitter**: Statistieken zijn als schaars geklede dames. Van verre denkt men alles te kunnen zien, van dichtbij echter blijft de essentie verscholen.

20.04 Bart Laeremans (Vlaams Belang): We moeten inderdaad verder kijken dan statistieken. Ik wil enkel aanklagen dat in dit Parlement één partij steevast wordt geweerd van de verslaggevende functie. Dat is ondemocratisch.

Het Vlaams Belang zal deze wetswijziging niet goedkeuren. Ze beantwoordt allerminst aan de verwachtingen en zal tot snellere vrijlatingen leiden. Nochtans dacht ik dat het net de bedoeling van de regering was om

zware misdadigers langer uit de samenleving weren.

Als de strafuitvoeringsrechtbanken verantwoordelijk zullen worden voor de uitvoering van de terbeschikkingstelling, is er minder kans dan vandaag dat een crimineel langer zal vastzitten. Een regering draagt een politieke verantwoordelijkheid en moet verantwoording aan het Parlement en de burgers afleggen. Zij zal daarom beter en strenger oordelen dan een schimmige strafuitvoeringsrechtbank die achter de schermen werkt. Nu kan de regering natuurlijk de handen in onschuld wassen!

De maximale duur van de terbeschikkingstelling wordt ingekort van twintig tot vijftien jaar. De strafrechter zal dus nog minder kunnen verzekeren dat een crimineel voor lange tijd uit de samenleving wordt verwijderd. Voor die verkorting werd geen enkele ernstige reden gegeven. Volgens de minister is het zo evenwichtiger. Zij sprak ook over een politiek compromis.

20.05 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Dat heb ik niet gezegd!

20.06 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Ik dacht van wel, maar ik ben blij dat ze het corrigeert.

20.07 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Het nastreven van een beter evenwicht en een politiek compromis zijn twee verschillende zaken.

20.08 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang): Dat zijn inderdaad twee verschillende zaken.

Ook de verklaring dat het nu evenwichtiger is, is nietszeggend. De regering wil criminelen langer vasthouden, maar verkort de termijn. Ik zie het evenwicht niet.

Ook een terbeschikkingstelling van twintig jaar is voor ons te weinig. Sommige zware misdadigers, zoals terroristen, moet een levenslange terbeschikkingstelling kunnen worden opgelegd. In Nederland is dat zo.

De terbeschikkingstelling had bij ons een middel kunnen zijn om te vermijden dat zware criminelen, zoals Dutroux of Fourniret, vervroegd vrijkomen. Maar neen, in plaats van de duurtijd op te trekken en de samenleving een betere beveiliging te bieden, gebeurt net het omgekeerde. Dat zal niet met onze steun gebeuren.

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2999/1)

Het wetsontwerp telt 13 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 13 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

21 **Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 oktober 1833 op de uitleveringen en van de uitleveringswet van 15 maart 1874 (2506/1-3)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: De heer Marinower, rapporteur, verwijst naar zijn schriftelijk verslag.

Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2506/3)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

22 Voorstel van resolutie betreffende een aantal knelpunten inzake de implementatie en naleving van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens (2991/1-2)

Bespreking

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2991/1)

De bespreking is geopend.

22.01 Philippe Monfils, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

22.02 De voorzitter: Mijnheer Monfils, u hebt opnieuw het woord in het kader van de bespreking.

22.03 Philippe Monfils (MR): Het onderwerp van deze resolutie is genoegzaam bekend. Deze resolutie is zo opgevat dat tal van parlementairen niet hoeven te beslissen of hun keuze niet bekend moeten maken. Deze tekst heeft geen enkel nut vermits de regering hem zo kort voor de verkiezingen toch niet meer ten uitvoer kan brengen.

De regering wordt verzocht maatregelen te ontwikkelen die reeds te lezen staan in tal van teksten die diverse collega's en ikzelf hebben ingediend.

Om op een zinvolle manier parlementair werk te verrichten, had men logischerwijze beter over de ingediende voorstellen gedebatteerd. Maar nu heeft men een mistgordijn opgetrokken waarachter collega's die geen standpunt durven in te nemen, zich kunnen verschuilen.

Dat zou misschien anekdotisch zijn als de wet goed zou werken, maar dat is niet zo. De huidige wet biedt geen garantie voor de openbare veiligheid, want de doelstelling - namelijk het uit de clandestiniteit halen van het wapenbezit - wordt niet bereikt.

Een te strenge wet kan je niet toepassen, en daarom heb ik ook voorgesteld om die wet in een serene sfeer, na de verkiezingen, opnieuw te bespreken.

Ik heb een voorstel ingediend dat ertoe strekt de termijn voor de aangifte van wapens te verlengen. In plaats van over dat voorstel te stemmen en het al dan niet aan te nemen, probeert men te voorkomen dat het in de commissie geagendeerd wordt. Dat is geen goed parlementaire werk, me dunkt. Als er niets verandert voor de verkiezingen, zal ik, of zal iemand anders deze kwestie opnieuw aan de orde stellen bij het begin van het parlementaire jaar in oktober.

22.04 Stijn Bex (sp.a-spirit): Voor ons is het verstrengen van de wapenwet een zeer belangrijk verwezenlijking. De wet mist zijn doel niet: het is moeilijker om aan een wapen te geraken en er werden al meer dan 100.000 wapens ingeleverd bij de lokale politie.

Er werd een parlementaire werkgroep opgericht om de uitvoering van de wet te volgen en deze stelt nu een resolutie voor om de nog bestaande knelpunten op te lossen opdat nog meer wapens boven water komen. Mijn fractie steunt deze resolutie. De minister wees er in de commissie terecht op dat de wapenwet eenparig werd aangenomen en dat de doelstellingen van de wet nog steeds volkomen gewettigd zijn. De resolutie wil het succes van de wet nog vergroten en gaat ervan uit dat de informatie aan de bevolking zeer belangrijk is. De minister verklaarde in de commissie dat zij voorstander is van een nieuwe grootschalige informatiecampaignede, wat wij uiteraard toejuichen.

De federale wapendienst zal het Parlement om de zes maanden informeren over de aangevraagde vergunningen en de ingeleverde wapens. Dat is positief. De dienst zal ook onderzoeken hoe het verder moet met het degressief tarief voor meerdere aanvragen na de overgangsperiode, dus na 30 juni.

Punt 6 van de resolutie gaat over het tijdelijk onbruikbaar maken van wapens. Dat is niet in de wet opgenomen, maar het zou nuttig zijn. Hiervoor werd echter nog geen pasklare oplossing gevonden, zelfs niet door de experts. Er is bijkomend onderzoek nodig. De heer Denis stelde voor wapens elektronisch te beveiligen. Deze resolutie stelt voor dergelijke opties verder te onderzoeken. In afwachting daarvan de overgangsperiode opnieuw verlengen, zou het signaal geven dat de wapenwet niet ernstig moet worden genomen en dat zou verkeerd zijn.

De wet biedt vandaag aan de wapenbezitter die geen wettige reden heeft om zijn wapen te houden, voldoende mogelijkheden om zich ervan te ontdoen. Hij kan het inleveren voor vernietiging, hij kan het verkopen of het in bewaring geven bij een derde die wel een vergunning heeft. Hopelijk zal de nieuwe informatiecampaignede ervoor zorgen dat nog meer mensen hun wapen inleveren.

Wij staan volledig achter dit voorstel van resolutie.

22.05 Melchior Wathelet (cdH): De wapenwet van juni 2006 heeft men vol goede bedoelingen, zij het ietwat haastig, aangenomen. Iedereen was het erover eens dat de wapenmarkt zo transparant mogelijk moet worden georganiseerd en dat al onze wapens getraceerd moeten kunnen worden. Bij de toepassing van de wet rijst er echter een reeks problemen.

De codering van al die wapens heeft tot gevolg dat de betrokken diensten bedolven worden onder het werk.

Het tweede probleem heeft betrekking op de lijst van wettige redenen om een wapen te mogen bezitten. Twee redenen werden daarbij niet in aanmerking genomen: sentimentele redenen, en patrimoniale redenen. We hebben er evenwel alle belang bij dat de betrokkenen, en dat zijn er veel, hun wapens aangeven. Ze moeten dan wel de kans krijgen om hun wapen te kunnen behouden, zij het zonder dat ze het nog kunnen gebruiken. De wapens moeten gedeactiveerd worden. Dat was de strekking van het eerste amendement dat ik had ingediend.

De modaliteiten voor de verlenging van de vergunning voor wapenbezit vormen eveneens een probleem. Die vergunning moet om de vijf jaar verlengd worden. Sommigen zijn dan ook bang dat de vigerende regels in de toekomst nog verstrengd worden en de verlenging van de vergunning onmogelijk maken.

Om dat probleem op te lossen, bevat de resolutie een geproportioneerd voorstel dat ertoe strekt de procedure te versoepelen.

Wat ten slotte de verzamelwapens betreft, heeft de werkgroep van de regering de uitdrukkelijke toezegging verkregen dat de lijst van wapens waarvoor geen vergunning is vereist, die reeds door de Adviesraad werd herzien, zal worden uitgebreid en bijgewerkt.

22.06 Philippe Monfils (MR): Ik wens dat we die lijst die we nu al maanden vragen, eindelijk zouden ontvangen! Met deze resolutie, die trouwens tot niets leidt, beschikken we er nog steeds niet over!

22.07 Melchior Wathelet (cdH): De regering heeft zich ertoe verbonden om ons die lijst te bezorgen. Ik veronderstel dat we ze op haar woord kunnen nemen.

22.08 Philippe Monfils (MR): Ik vraag elke dag opnieuw naar die lijst!

22.09 Melchior Wathelet (cdH): Dat is inderdaad verontrustend. De geloofwaardigheid van de regering staat op het spel!

22.10 Philippe Monfils (MR): De rit van deze regering zit er bijna op. De werkgroep was een foefje om het Parlement twee maanden tijd de laten verliezen. Het gevolg is dat we geen specifieke oplossingen zullen kunnen vinden.

22.11 Melchior Wathelet (cdH): De toepassing van de wet leidde tot uiteenlopende problemen. Dankzij de werkgroep konden we een aantal oplossingen uitwerken en ik heb mijn best gedaan om me constructief op te stellen. Indien de regering zoals u beweert geen rekening houdt met de resoluties van de werkgroep en concrete en evenwichtige voorstellen van het Parlement, is ze niet langer geloofwaardig.

22.12 Philippe Monfils (MR): U hebt er nooit op aangedrongen dat we zouden stemmen over de voorstellen die in het parlement zijn ingediend.

22.13 Melchior Wathelet (cdH): Als oppositielid in dit parlement heb ik deel uitgemaakt van de werkgroep die de toepassingsmodaliteiten van de wet moest onderzoeken en heb ik amendementen ingediend. Als de regering geen rekening wil houden met die voorstellen, dan zij het zo!

22.14 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Ik wil eraan herinneren dat de wapenwet nagenoeg eenparig werd goedgekeurd.

22.15 Melchior Wathelet (cdH): Inderdaad! We zijn erg snel gegaan, zoals de heer Monfils had gevraagd!

22.16 Benoît Drèze (cdH): Toentertijd was iedereen het erover eens dat die wet snel moest worden aangepast.

22.17 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Die consensus is niet in dit parlement tot stand gekomen!

22.18 Philippe Monfils (MR): Bij de fracties deed het idee van een wetswijziging al de ronde. Ik wil daar nog aan toevoegen dat de aanpassing van een recente wet een courante, normale praktijk is.

22.19 Stijn Bex (sp.a-spirit): De heren Drèze en Monfils zeggen dat er een consensus was om de wet al na korte tijd te wijzigen. De volgende keer kunnen ze misschien ook mijn fractie contacteren, want wij wisten van niets.

22.20 Melchior Wathelet (cdH): De tekst werd bijna met eenparigheid van stemmen aangenomen omdat men er verder mee kon. Amendementen werden ingediend opdat deze tekst, die in de praktijk moeilijk toepasbaar was, zijn doelstellingen volledig kon bereiken. Een werkgroep werd opgericht en het is niet meer dan normaal dat de amendementen en voorstellen die in de commissie besproken werden daar opnieuw werden voorgelegd.

We zijn aan de wens van de heer Monfils tegemoet gekomen door in een week tijd voor die wet te stemmen.

22.21 Philippe Monfils (MR): U bent niet de enige die amendementen heeft ingediend.

22.22 Melchior Wathelet (cdH): Ik heb gewag gemaakt van uw amendementen in de commissie en binnen de werkgroep en heb erkend dat ze positieve elementen bevatten. Zoals u zelf onderstreept kan een tekst bovendien meerdere malen worden aangepast.

Ik denk dat de bespreking in de werkgroep resultaten heeft opgeleverd, dat de resoluties geproportioneerd zijn en dat de wet haar doelstelling zal kunnen bereiken, met name een maximum aan aangegeven en geïnventariseerde wapens.

We hopen dat de regering rekening zal houden met deze resolutie die – naar ik veronderstel – door alle

fracties zal worden goedgekeurd.

22.23 Stef Goris (VLD): Als voorzitter van de werkgroep ter evaluatie van de wet van 8 juni 2006 dank ik alle leden van de werkgroep, want dankzij hun constructieve medewerking en ondanks sterk verschillende standpunten konden de democratische partijen een consensus bereiken inzake deze resolutie. Het besef was immers gerezen dat de wet enkele onvolmaaktheden bevatte op het gebied van uitvoering en toepassing. Door de gebeurtenissen in Antwerpen was er vorig jaar een maatschappelijk draagvlak ontstaan om snel een strengere wapenwet in te voeren, maar toen al voelden kenners van de sector aan dat er snel zou moeten worden bijgestuurd.

Een goede wapenwet de bedoeling moet hebben om zoveel mogelijk wapens uit de illegaliteit te halen en te laten registreren, want dat zal de veiligheid ten goede komen. In deze resolutie zoeken we naar nieuwe mogelijkheden om de honderdduizenden wapenbezitters daarvan te overtuigen. Daarnaast willen we vooral de wapenbezitters bewust maken van de gevaren van wapens. Ten slotte is ook de rechtszekerheid voor wapenbezitters en hobbyisten een belangrijk element. Deze resolutie wil dat er een verschil wordt gemaakt tussen het wapenbezit en wapendracht. Wie effectief rondloopt met wapens moet streng worden aangepakt. De minister schaaft zich achter de doelstellingen van deze resolutie wat de sensibilisatie betreft. Ook gaat zij akkoord met de vraag om elk semester een stand van zaken te geven aan de commissie.

Wij vragen aan de provinciegouverneurs om op een eenvormige manier de wapenvergunningen af te leveren. Er bestaan daarover al verschillende richtlijnen, maar we vragen toch om dit zeer goed op te volgen.

Wapenbezitters hebben vaak een emotionele band met hun wapen, zeker als het gaat om erfstukken. Wij hebben in de commissie gezocht naar mogelijkheden om vuurwapens tijdelijk en dus omkeerbaar onbruikbaar te maken, zodat de wapens hun waarde niet voorgoed verliezen. Na hoorzittingen met enkele experts hebben we echter geen goede oplossing gevonden, maar dergelijke systemen zouden wel bestaan in het buitenland. Wij vragen dan ook aan de regering om deze mogelijkheid te onderzoeken. In de commissie verklaarde de minister zich trouwens akkoord met het principe.

Er werd ook heel wat gediscussieerd over de vijfjaarlijkse hernieuwing van de vergunning voor het wapenbezit. Mijn persoonlijk standpunt is dat als de omstandigheden niet gewijzigd zijn na vijf jaar en als de wapenbezitter dit voldoende kan aantonen, dat de hele procedure dan niet moet worden herhaald. Uiteindelijk is dit echter niet in de resolutie gekomen, maar ik zou toch aan de minister willen vragen of zij wil nagaan of de procedure om een vergunning aan te vragen niet vereenvoudigd kan worden. Dat is niet alleen goed voor de wapenbezitters, maar ook voor de politiezones, die nu overstelpt worden met administratieve verplichtingen.

Ook werd er gedebatteerd over het degressieve tarief, maar dat is uiteraard een bevoegdheid van de minister van Financiën. In deze resolutie vragen we om het degressieve tarief van de overgangperiode te handhaven.

Zelfs de oppositie geeft toe dat er met deze resolutie vooruitgang wordt geboekt, zoals het wijzigen van de lijst van vuurwapens met een historische, folkloristische of decoratieve waarde. De minister heeft laten weten dat de adviesraad zich daar al over buigt en ook de werkgroep is ermee bezig.

We moeten ook nagaan of het medisch attest wel noodzakelijk is. Dit is een zware verantwoordelijkheid voor de geneesheren. De minister overlegt daarover momenteel met de Orde van Geneesheren en de verenigingen van sportschutters.

In de werkgroep hebben we gedebatteerd over de verlenging van de amnestieperiode voor de aangifte van wapens. Uiteindelijk hebben we beslist om dit over te laten aan de minister. Sommige partijen willen dat de overgangperiode eindigt op 30 juni. Wat mij betreft is dit geen politieke kwestie, maar moet het hier gaan over de praktische uitvoerbaarheid van de wetgeving. Als we een oplossing kunnen uitwerken voor het tijdelijk onbruikbaar maken van wapens, dan moeten er daarover de nodige KB's worden uitgevaardigd en dat zal enige tijd vergen. Daarenboven zijn er binnenkort ook verkiezingen. Daarom ben ik er voorstander van om de amnestieperiode functioneel te verlengen, eventueel slechts met een paar maanden.

22.24 Stijn Bex (sp.a-spirit): In de werkgroep hebben we naar mogelijkheden gezocht om de wapens tijdelijk onklaar te maken, maar tot op het einde konden de specialisten geen pasklaar antwoord bieden. Het is dus moeilijk om op dit ogenblik te voorspellen of er een manier gevonden zal worden en binnen welke termijn. Eerder dan de overgangsperiode te verlengen, lijkt het mij daarom een betere oplossing dat wapenbezitters die geen vergunning hebben, hun wapen in bewaring zouden geven bij een derde die wel de nodige vergunningen heeft.

22.25 Stef Goris (VLD): Het is belangrijk dat we aan de wapenbezitters een duidelijk signaal geven dat een oplossing in zicht is. Want hoe komt het dat er nu zoveel wapens als verloren of gestolen aangegeven worden? Heel wat brave burgers, zonder strafblad, die een wapen hebben waar ze emotioneel aan gehecht zijn, zeggen liever dat ze het kwijt zijn dan het te moeten afgeven aan de politie om het te laten vernietigen. Die mensen worden dus eigenlijk in de illegaliteit gedreven. Laten we dus voor een werkbare oplossing zorgen, zodat er niet nog meer wapens in de illegaliteit terechtkomen.

Er bestaan wel degelijk goede systemen om wapens onbruikbaar te maken. In andere landen, onder meer Duitsland, heeft men al dergelijke systemen op punt gesteld.

De suggestie om de wapens onder te brengen bij een derde lijkt mij ook niet ideaal. Wapens zijn roerende goederen en voor roerende goederen geldt het bezit als titel. Het zal dus een heel gedoe zijn om daar rechtszekerheid te creëren voor de eigenaars.

Ik pleit ervoor om de bestaande buitenlandse systemen te kopiëren en intussen de zogenaamde 'amnestie' te verlengen. Zeggen dat men de wapens moet afgeven in afwachting dat er een systeem is om ze onklaar te maken, is een contradictie. De verlenging van de overgangsperiode is de beste oplossing. Op die manier krijgt de minister de kans om een werkbaar systeem uit te werken voor het onklaar maken van de wapens.

22.26 Stijn Bex (sp.a-spirit): We hebben deze discussie eigenlijk al gevoerd tijdens de werkzaamheden in de werkgroep en we hebben uiteindelijk een formulering gevonden die voor iedereen aanvaardbaar was. Toch blijft er een fundamenteel verschil in zienswijze. De heer Goris heeft het over brave burgers die geen strafblad hebben, maar het ontbreken van een strafblad is natuurlijk niet de enige wettelijke voorwaarde om een wapen te mogen bezitten. Op een bepaald moment moeten mensen die weigeren zich in te schrijven in de logica van de wet, daar toch de gevolgen van dragen.

22.27 Philippe Monfils (MR): Mijnheer Goris, volgens u wachten de mensen op het einde van dit debat. Maar hoe gaat dit aflopen? Dit is maar een eenvoudige resolutie, waarin de regering gevraagd wordt iets te doen. Het probleem werd maanden geleden al aan de orde gesteld, en over de amendementen en voorstellen over deze materie heeft u nooit gediscussieerd, laat staan gestemd.

Nu blaast u deze resolutie op, alsof de hele bevolking erop zit te wachten! Maar er zijn helemaal geen gevolgen aan verbonden! Een tekst moet al dan niet worden aangenomen, de regering is het er al dan niet over eens en zet haar regering al dan niet aan het werk. Zo wordt het normale parlementaire spel gespeeld! Maar wie zoveel gewicht hecht aan een resolutie, draait de mensen een rad voor ogen! En dat vind ik niet kunnen! (*Applaus van de heer Laeremans*)

22.28 Stef Goris (VLD): Ik weet ook wel dat deze resolutie geen einde maakt aan het debat. De volgende regering zal verder aan de wet moeten sleutelen, want zij bereikt onvoldoende haar doelstellingen en ook de praktische uitvoerbaarheid laat te wensen over. Met deze resolutie leggen we nog eens de pijnpunten bloot en stellen we ook enkele oplossingen voor. We rekenen op de goodwill van de regering om voor de verkiezingen nog enkele dingen te realiseren.

Ik weet ook dat een blanco strafblad niet de enige voorwaarde is om een wapen te mogen bezitten, maar de heer Bex weet ook dat criminelen nooit een vergunning aan de gouverneur vragen en toch wapens hebben. Dit zal dus geen oplossing brengen voor criminaliteit met vuurwapens. Het gaat hier om de brave burgers die een wapen bezitten. Het is voor deze mensen dat ik een laatste oproep aan de regering doe om met gezond

verstand een oplossing te zoeken.

22.29 Jean-Claude Maene (PS): De werkgroep had tot taak om bepaalde problemen in verband met de toepassing van deze wet te bestuderen. De voorzitter van de werkgroep heeft een gedetailleerd overzicht van onze verwezenlijkingen gegeven. Ik verneem vandaag tot mijn genoegen dat hij een oplossing gevonden heeft, iets waar we tevergeefs naar gestreefd hebben tijdens de hoorzittingen met de deskundigen die ons hebben uitgelegd dat het materieel onmogelijk was om een systeem voor het onklaar maken van de wapens in te voeren dat voldoende garanties zou bieden.

Het dient tot niets om de burgers tegen elkaar op te zetten of bepaalde wapengebruikers zoals de jagers of de sportschutters aan de schandpaal te nagelen. Met deze wet willen we niet die mensen beletten om hun wapens onder welbepaalde omstandigheden te gebruiken, maar willen we voorkomen dat de wapens in zo'n grote hoeveelheid in omloop blijven. De voorzitter had het over 100.000 verdwenen wapens.

De wet waarover werd gestemd, strekt er in de eerste plaats toe de veiligheid van onze burgers te bevorderen en het geweld terug te dringen.

22.30 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De tekst van de resolutie zou, aldus de heer Goris, een consensustekst zijn en door alle democratische partijen goedgekeurd. Dat is tweemaal flagrant onjuist. De tekst had geen consensus. Er is hoogstens een interessante vaststelling en er is vooruitgang, maar de tekst gaat absoluut niet ver genoeg en is niet duidelijk genoeg en wij kunnen er dus niet achter staan. Er is verder geen enkele basis om het Vlaams Belang ondemocratisch te noemen.

Wij betreuren deze resolutie, omdat zij blijkt geeft van een abdicatie van het Parlement. De werkgroep is nuttig geweest omdat het probleem nu eindelijk erkend wordt, maar ze heeft tegelijkertijd gewerkt als een verlammingmachine die de wijziging van de wet in de weg staat.

Dat de wapenwet, die een haastwet was, haar doel voorbijschiet wordt nu wel erkend, want de burgers blijken het vertrouwen te missen om hun wapen te laten registreren. Toch worden er geen nieuwe garanties ingebouwd. Familiestukken kunnen erg waardevol zijn, maar de mensen die er een bezitten, blijven in de kou staan. Als ze het wapen laten registreren, spelen ze het kwijt. Een soepelere houding tegenover wie al een wapen bezit en de vervanging van een vijfjaarlijkse vergunningplicht door een meldingsplicht had vertrouwen kunnen creëren. Principieel is iedereen het daar mee eens, maar de wetgever weigert zijn werk te doen. Wie een wapen wil bezitten moet om de vijf jaar een medische controle ondergaan en theoretische en praktische proeven afleggen om zijn vergunning te mogen behouden. Dat getuigt van een enorm wantrouwen in de burger en van onordentelijke wetgeving. Daar komt dan nog de vijfjaarlijkse wapentaks bij die van de wapenbezitter een melkkoe maakt.

Tegelijk zal de vergunningsplicht voor grote problemen zorgen, met name bij de veiligheidsdiensten. Mensen die zich met onze veiligheid bezig zouden moeten houden, zullen zich onledig moeten houden met het steeds opnieuw doen van stompzinnige proeven. Ze kunnen zich nochtans beter bezighouden met de strijd tegen de echte criminelen. Dat geldt ook voor wie zal worden ingezet om de burgers het leven zuur te maken en de vergunning in te trekken, bijvoorbeeld bij een medische problematiek. De werkgroep erkent de problemen, maar weigert toch om de wapenwet te wijzigen. Liever laat ze alles over aan de regering.

Met deze resolutie draagt het Parlement het initiatiefrecht over aan de regering. Men heeft zelfs de moed niet gehad om de aangiftetermijn te verlengen tot na de regeringsonderhandelingen. De heer Goris en zijn werkgroep gedragen zich onparlementair door het dossier in handen te geven van een minister en dan nog van minister Onkelinx. Voor de zoveelste keer blijkt dat de PS de plak zwaait in deze regering en dat de wil van minister Onkelinx wet is binnen paars. De minister heeft de heer Goris gewoon uitgelachen en gezegd dat ze deze resolutie naast zich neer zal leggen. Doe aan de bevolking dus geen lichtzinnige beloften. De liberalen gedragen zich bijzonder dubbelhartig in dit dossier.

Deze resolutie is een gemiste kans en een slag in het gezicht van eerbare burgers die in rechtsonzekerheid belanden. Wij zullen deze resolutie dan ook met kracht verwerpen. (*Applaus Vlaams Belang*)

22.31 Robert Denis (MR): We betwisten niet dat er wetgevende bepalingen over wapens moeten worden uitgevaardigd. Die wetten moeten echter ook goed zijn. De wet van 6 juni 2006 is geen goede wet omdat voor de hernieuwing van vergunningen moet worden betaald; omdat men geen wapens mag bezitten, zelfs niet zonder munitie; en omdat er geen omkeerbare neutralisatie mogelijk is.

De wet had tot doel het aantal wapens in omloop te verminderen, de bezitters van die wapens te identificeren en de traceerbaarheid te waarborgen.

Na de deadline van 6 juni zullen slechts vijf procent van de wapens zijn aangegeven, terwijl er nog miljoenen in omloop zullen zijn. De wet wordt dus een gigantische flop. Voor uzelf of uw opvolger zal er niets anders opzitten dan de uiterste datum nogmaals te verschuiven of – eindelijk! – een goede wet te maken die amnestie verleent aan al diegenen die zich buiten de wet hebben gesteld door hun wapens niet vóór 6 juni 2007 aan te geven.

Een goede wet moet eerlijke burgers die wapens bezitten en eraan gehecht zijn, de mogelijkheid bieden om ze bij zich te houden, onder bepaalde voorwaarden en zelfs indien er geen sprake is van een 'legitiem motief' zoals in de wet werd bepaald.

Ik heb een techniek voorgesteld maar de meeste collega's die in de commissie aanwezig waren, hebben zelfs niet naar mij geluisterd!

Volgens mij dient deze resolutie tot niets. Ik zal ze dus niet goedkeuren. Op die manier wil ik me verzetten tegen deze wet.

In oktober zal ik geen kamerlid meer zijn maar ik zal me tijdens mijn pensioen over deze aangelegenheid buigen, opdat mijn liberale collega's uiteindelijk een realistisch, werkbaar en doeltreffend wetsvoorstel zouden kunnen voorleggen (*Applaus op sommige banken van de MR en de VLD*).

22.32 Minister Laurette Onkelinx (Frans): Het spreekt voor zich dat ik de resolutie aan de regering zal voorleggen.

De **voorzitter**: De bespreking is gesloten.

Er werden geen amendementen ingediend of heringediend.

De stemming over het voorstel van resolutie zal later plaatsvinden.

23 Wetsvoorstel tot oprichting van een Vaste Federale Waarnemingspost voor de praktische werking van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn (1658/1-4)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

23.01 Hilde Dierickx, rapporteur: Dit wetsvoorstel werd op 6 en 20 maart 2007 besproken in de commissie voor de Volksgezondheid. Volgens de heer Mayeur, hoofdindieners, zal de Vaste Federale Waarnemingspost een analyse- en aanbevelingsinstrument zijn dat de OCMW's duidelijkheid moet geven over de toepassing van de wet. Vaak klagen OCMW-gebruikers dat dezelfde wetten anders wordt toegepast al naargelang van het OCMW-centrum waarvan zij afhangen. Het is niet de bedoeling om via de waarnemingspost OCMW's waarvan de praktijken niet stroken met de goede praktijken, te straffen. Alleen de arbeidsrechtbanken beschikken over die bevoegdheid.

In de algemene bespreking wezen mevrouw Lanjri en ikzelf op een mogelijk bevoegdheidsconflict tussen de federale overheid en de Gemeenschappen, die ook bevoegd zijn voor maatschappelijke bijstand. Ook vroegen wij ons af of de VVSG en de UVCW niet voldoende bevoegd zijn voor het verlenen van bijstand aan de OCMW's.

De dames Tilmans, De Meyer, Raemaekers en Lambert en de heer Bacquelaine kunnen zich best vinden in de oprichting van de Waarnemingspost.

De heer Mayeur wijst erop dat de juiste toepassing van de wet duidelijker moet zijn voor de OCMW's. Nu kunnen zij zich enkel baseren op informele informatie-uitwisselingen. Er is ook geen bemiddelingsfunctie.

Er volgde een discussie over het advies dat aan de VVSG en de UVCW is gevraagd, omdat enkel de voorzitter en niet de OCMW's zelf werden geconsulteerd.

De heer Mayeur diende amendementen in waardoor de Waarnemingspost in de post Maatschappelijke Integratie wordt ondergebracht. De minster beslist dan over de werkingregels, het budget en de samenstelling van de post.

Minister Dupont wees erop dat de OCMW-wetgeving steeds ingewikkelder wordt. Dit wetsvoorstel laat toe om deskundigheid op te bouwen en zal voor meer performantie zorgen. De minister meende dat vier ambtenaren van niveau A en één van niveau C zullen volstaan voor de Waarnemingspost. Hij beklemtoonde dat de gegevens die worden ingewonnen door de waarnemingspost, vertrouwelijk zijn.

Het wetsvoorstel werd goedgekeurd met tien stemmen tegen drie. (*Applaus*)

23.02 Benoît Drèze (cdH): Het verslag is veelzeggend. De indieners van het voorstel – die allen tot de PS behoren! – willen een bijkomend openbaar instrument in het leven roepen waar men maar moeilijk het nut van inziet.

De CD&V onderstreept het overmatig karakter van de Waarnemingspost en wijst op het uitstekende werk dat al door de afdeling OCMW's van de Vereniging van Steden en Gemeenten en het Centrum voor gelijkheid van kansen wordt geleverd. Er zijn ook nog andere instrumenten, waaronder de Federale Adviescommissie Maatschappelijk Welzijn en de organieke wet op de OCMW's.

Mevrouw Lanjri besluit terecht op pagina 5 van het verslag dat de verveelvoudiging van de betrokkenen de zaken veel ingewikkelder zal maken voor de OCMW's.

De liberalen van hun kant wijzen op de complexe en veranderende regelgeving inzake OCMW's en steunen een bijkomend en overmatig instrument.

Mevrouw Dierickx zegt weinig overtuigd te zijn van het nut van de Waarnemingspost en vreest dat de aanneming van de tekst aanleiding zal geven tot een bevoegdheidsconflict. Mevrouw Avontroodt daarentegen spreekt zich namens haar fractie ondubbelzinnig uit voor de oprichting van de Waarnemingspost.

De heer Mayeur en mevrouw Raemaekers hebben kritiek op het advies van de Vereniging van Steden en Gemeenten, wat in mijn ogen een leugenachtige en oneerlijke aantijging is.

Vijfde en laatste opmerking: de Waarnemingspost, die oorspronkelijk een onafhankelijk orgaan moest worden, wordt ondergebracht bij de POD Maatschappelijke Integratie. De minister deelt dus voortaan de lakens uit bij een instantie die onafhankelijk moest kunnen werken.

Er blijven nog heel wat vragen onbeantwoord. Hoe zal dat allemaal functioneren? Hoe zal die cel worden samengesteld? Hoe zullen de kwalificaties geselecteerd worden?

Tot besluit kan de minister met dit voorstel nu doen wat hem in de organieke wet al gevraagd werd, en wat hij zelfs in de ogen van de volksvertegenwoordigers van zijn eigen partij niet doet. Dat is nog een bijkomende contradictie.

Daarom zal de cdH tegen dit wetsvoorstel stemmen.

23.03 Luc Gouty (CD&V): De intentie van de heer Mayeur is legitiem, doch er is een groot verschil tussen de situatie in een grootstad als Brussel en de kleinere gemeenten. Zo'n Waarnemingscentrum is voor een

grootstedelijke OCMW wellicht een goede zaak, maar voor kleinere OCMW's en landelijke gebieden niet. Er is daar immers overleg op ambtelijk en op politiek niveau. Bovendien kan er altijd advies worden gevraagd aan de VVSG.

Het advies van de VVSG over dit wetsvoorstel was negatief precies omdat zo'n Waarnemingscentrum nodeloos een extra tussenstructuur creëert en zeker geen meerwaarde biedt. Daarom zullen wij - zoals in de commissie - tegenstemmen.

23.04 Mark Verhaegen (CD&V): De oprichting van zo een Waarnemingscentrum staat haaks op het advies van de VVSG en op de visie van de meeste Vlaamse, landelijke OCMW's. Daar worden de krachten immers vaak gebundeld in samenwerkingsverbanden. Ik geef het voorbeeld van de Kempen waar 29 gemeenten binnen de structuur van Welzijnszorg Kempen samenwerken inzake de sociale kruispuntbank. Een Waarnemingscentrum biedt geen meerwaarde. Het creëert alleen nieuwe personeelskosten en dat is weggegooid geld voor de belastingbetaler. Ik stel voor dat op dit ontwerp de Kafkatest wordt uitgevoerd. Het zal ervoor falen.

Wij stemmen in elk geval tegen.

23.05 Yvan Mayeur (PS): Het wetsvoorstel strekt ertoe de OCMW's uit te rusten met een hulpmiddel voor de uitvoering van de – almaar in aantal toenemende – maatregelen van bijstand aan personen in moeilijkheden. De problemen bij de uitvoering leiden tot beroepen bij de arbeidsrechtbanken, onbegrip en klachten, wanneer de OCMW's verschillende methodes hanteren. Ik stel een instrument, een soort van benchmarking, voor om de goede praktijken van de OCMW's te analyseren.

Het klopt dat een artikel van de organieke wet op de OCMW's de methodes opsomt die moeten gevolgd worden om aan kwaliteitsbewaking te doen. Maar de federale overheid zendt geen controleurs ter plaatse.

Ik ben het niet eens met de heer Goutry wat de OCMW's betreft. De OCMW's van de kleine steden beschikken over minder middelen en staan soms machteloos tegenover bepaalde toestanden. Het is trouwens omdat ik vastgesteld heb dat die kleine OCMW's een beroep op die van de grote steden moesten doen dat het me noodzakelijk lijkt om de administratie een gemeenschappelijk instrument aan te reiken.

Mijnheer Drèze, u bent niet echt vertrouwd met de werking van de OCMW's en u weet de overheidsorganen niet te waarderen. Een overheidsorgaan respecteert bepaalde criteria met betrekking tot een gelijke toegang, een gelijke behandeling, continuïteit maar moet ook goed werken ook al heeft het tot taak de behoeftigen bijstand te verlenen. Dat doet niets af aan de verdiensten van het verenigingsleven wier bijdrage onmisbaar blijft.

23.06 Benoît Drèze (cdH): Wat de heer Yvan Mayeur vaststelt, klopt, maar wij zijn ervan overtuigd dat de oplossing niet schuilt in de oprichting van een nieuw "prul". En voor alle duidelijkheid: ik heb alle respect voor openbare organen.

Hier ligt een taak weggelegd voor de POD Maatschappelijke Integratie, zonder dat er een bijkomend orgaan bij die dienst hoeft te worden ingeplant. Maar omdat de POD klaarblijkelijk geen actie onderneemt, mijnheer Mayeur, stel ik voor dat u minister van Maatschappelijke Integratie wordt en een en ander eens een keer gaat veranderen!

23.07 Yvan Mayeur (PS): Ik dank de heer Drèze voor zijn steun in het kader van mijn volgende verkiezingscampagne.

De **voorzitter**: Afgaande op hun aantal, heb ik de indruk dat de mandaten van onze collega's zelfbestuivend zijn, met alle respect voor degenen die zich inzetten voor de parlementaire zaak.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (1658/4)

Het wetsvoorstel telt 6 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 6 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

24 Wetsontwerp houdende wijziging van diverse bepalingen betreffende arbeidsongevallen, beroepsziekten en het asbestfonds met betrekking tot wettelijk samenwonenden (2984/1-7)

Overgezonden door de Senaat

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

24.01 Dirk Van der Maelen, rapporteur (*Frans*): Uw commissie behandelde het voorliggend wetsontwerp, dat door de plenaire vergadering werd teruggezonden, tijdens haar vergadering van 10 april 2007. De huidige versie van het wetsontwerp doet evenwel een technisch probleem rijzen.

Het wetsontwerp 2917 houdende wijziging van de wet van 3 juli 1967, dat op 29 maart 2007 door de Kamer werd goedgekeurd en thans in behandeling is bij de Senaat, wijzigt gedeeltelijk dezelfde bepalingen als voorliggend wetsontwerp. Het wetsontwerp 2917 zal waarschijnlijk na voorliggend wetsontwerp in werking treden, wat de uitwerking van de artikelen 3, 5 en 6 van dat laatste zou tenietdoen.

De voorzitter heeft vier amendementen ingediend om te voorkomen dat beide ontwerpen op de een of andere manier op elkaar zouden inwerken. De vertegenwoordiger van de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid onderschrijft de ingediende amendementen. Gedurende de periode tussen de inwerkingtreding van beide wetsontwerpen – één dag – zal er discriminatie bestaan tussen de werknemers van de openbare en de privésector.

De amendementen 1 tot 4 werden eenparig aangenomen, evenals de geamendeerde artikelen 3, 5, 6 en 19. Het geamendeerde wetsontwerp werd in zijn geheel eenparig aangenomen. (*Applaus op alle banken*)

De **voorzitter**: De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2984/7)

Het opschrift werd door de commissie gewijzigd in "wetsontwerp tot wijziging van diverse bepalingen betreffende arbeidsongevallen, beroepsziekten en het Asbestfonds met betrekking tot wettelijk samenwonenden".

Het wetsontwerp telt 19 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 19 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

De vergadering wordt gesloten om 19.32 uur. Volgende vergadering donderdag 12 april om 20.00 uur.